

# France Forum

- *France-Forum a trente ans*
- *Un défi pour la France :  
le Pacifique de l'an 2000*
- *Naissance et évolution  
de l'institution parlementaire*
- *Le Sacré dans les  
sociétés modernes*
- *A la recherche des intellectuels*
- *Ce mythe : l'apolitisme*
- *Actualités économiques  
et sociales*
- *Le Roi ne meurt pas*
- *Arts et lettres*

Henri BOURBON - François HOURMANT - Jacques MACHIZAUD - Jean-Charles de VINCENTI - Jean-Marie DOMENACH - Jean BOISSONNAT - René PUCHEU - Pierre AVRIL - Gérard ADAM - Serge MICHEL - François FEJTO - Philippe SENART - Yvan CHRIST - Joseph MACE-SCARON - Marc DARMON - Jean CHELINI - J.D. DURAND - Annick BARREAU - Bertrand ROSSERT - Etienne BORNE.



# FRANCE FORUM

## COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris  
C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 45 44 75 50

Abonnement annuel ..... 100 F

Abonnement de soutien ..... 120 F

## Sommaire 233-234

Janvier-Mars 1987  
25 F

## DOSSIERS ET ETUDES

FRANCE-FORUM A TRENTE ANS	PAR HENRI BOURBON	p. 2
NAISSANCE DE "FRANCE-FORUM"	PAR FRANÇOIS HOURMANT	p. 3
UN DEFI POUR LA FRANCE : LE PACIFIQUE DE L'AN 2000	PAR JACQUES MACHIZAUD	p. 6
NAISSANCE ET EVOLUTION DE L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE	PAR JEAN-CHARLES DE VINCENTI	p. 12
LE SACRE DANS LES SOCIETES MODERNES : DECOMPOSITION OU RENAISSANCE ?	PAR JEAN-MARIE DOMENACH	p. 19
LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT		p. 25
A LA RECHERCHE DES INTELLECTUELS	PAR RENE PUCHEU	p. 29
UNE DECISION DECONCERTANTE	PAR PIERRE AVRIL	p. 36
SUR LES EVENEMENTS DE DECEMBRE-JANVIER		p. 37
CE MYTHE : L'APOLITISME	PAR ETIENNE BORNE	p. 37
PARIS, PEKIN ET ALMA-ATA	PAR JEAN-MARIE DOMENACH	p. 39
TURBULENCES DU SECTEUR PUBLIC	PAR GERARD ADAM	p. 40
LA MODERNITE DE GORBATCHEV (SUITE)	PAR SERGE MICHEL	p. 42
NOTE SUBJECTIVE SUR EDGAR MORIN	PAR FRANÇOIS FEJTO	p. 44

## ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTERAIRE	PAR PHILIPPE SENART	p. 47
LA GRANDE MISERE DES EGLISES DE CAMPAGNE	PAR YVAN CHRIST	p. 54
ERNST JUNGER, L'ORDRE DU REBELLE	PAR JOSEPH MACE-SCARON	p. 56
IL Y A VINGT ANS, MOURAIT ANDRE BRETON	PAR FRANÇOIS FEJTO	p. 62
DISQUES	PAR MARC DARMON	p. 64

## NOTES DE LECTURE

LES MEMOIRES DE FRANÇOIS FEJTO	PAR SERGE MICHEL	p. 66
HISTOIRE DES FUTURS DE BERNARD CAZES	PAR ANNICK BARRAU	p. 67
HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA FRANCE CONTEMPORAINE DE GERARD CHOLVY ET YVES-MARIE HILAIRE	PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND	p. 69
LA GUERRE DE LA SOUTANE... N'AURA PAS LIEU	PAR JEAN CHELINI	p. 70
L'EUROPE VERTE EN QUESTION	PAR MARC LEDORH	p. 71
L'ECONOMISTE, LA SCIENCE ET LE POUVOIR : LE CAS WALRAS D'HERVE DUMEZ	PAR BERTRAND ROSSERT	p. 72
L'ILE DES MOUETTES DE GEORGES SONNIER	PAR MARIANNE LETONDAL	p. 74
DES METAMORPHOSES DE LA BEAUTE... AUX METAMORPHOSES DU LANGAGE	PAR JEAN CHELINI	p. 75

## PROPOS DU TEMPS

LE ROI NE MEURT PAS	PAR ETIENNE BORNE	p. 78
---------------------	-------------------	-------

# FRANCE-FORUM A TRENTE ANS

**E**n février 1957 paraissait le premier numéro de notre revue et "France-Forum" a donc trente ans. Ce qui signifie une certaine inscription dans la durée qui n'a pu se réaliser que grâce à de longues fidélités et à l'attachement de nombreux collaborateurs dont quelques-uns, compagnons des premiers jours, ne sont plus parmi nous, parmi lesquels deux des co-fondateurs de la revue, Joseph Fontanet et Georges Le Brun-Kéris.

Dans ce premier numéro, l'éditorial décrivait l'esprit de notre entreprise : "France-Forum ne sera pas un organe de témoignage moral et spirituel qui s'appliquerait seulement à la dénonciation de l'injustice et de la violence, et qui, prenant appui sur un absolu d'exigence, dévoilerait tout ce qu'il entre dans l'action politique de compromis et de compromission. La recherche d'une bonne conscience par des attitudes d'une véhémence toute négative ne sera pas notre fort, pas plus que nous ne céderons au faux réalisme d'une efficacité à tout prix. Il arrive qu'une action risquée, contredite, contestée enferme plus de fidélité au spirituel que la superbe et incontestable morale des moralistes.

"France-Forum" essaiera d'explorer les véritables dimensions d'une responsabilité politique, celle-là même dont chacun de nos contemporains, même médiocrement attentif à son temps, doit sentir sur ses épaules la croissante pesanteur. Nous ne jugeons pas de l'histoire qui se fait en nous situant dans quelque ciel intemporel ; nous sommes embarqués, Français, Européens, hommes du XX<sup>e</sup> siècle, nous ne sommes pas au spectacle, nous avons un horizon, nous portons un héritage et une espérance. Déposer ce fardeau - qui fait que nous sommes des hommes et non des ombres légères - se détacher pour juger selon une impartialité abstraite, ce serait chercher une liberté vide et sans substance ; et la sanction d'une telle quête, c'est qu'elle finit toujours par trouver ce qu'elle cherche. Nous n'avons pas à inventer et il nous est impossible de rejeter les valeurs de la France, d'une Europe qui enveloppe la France, d'une civilisation chrétienne qui porte au-delà de l'Europe. Nous sommes trop riches de valeurs, et les vrais problèmes naissent de leur surabondance, de leur contrariété, de la difficulté qu'il y a à les accorder. Aussi combattons-nous, avec le moralisme abstrait, le dilettantisme et l'esprit d'aventure".

Tout au long de ces trente années de vicissitudes qui ne manquaient ni de drames, ni d'imprévus, ni d'avancées bénéfiques, ni de régressions inquiétantes, il ne nous semble pas, si nous en croyons l'amitié de nos lecteurs, avoir démenti la rectitude de nos intentions originelles.

L'idée démocratique demeure, pour nous, une idée neuve. Parce que nous nous réclamons de l'humanisme démocratique et du personnalisme, parce que nous pensons, comme Albert Camus, que "la démocratie c'est l'exercice de la modestie", parce que nous croyons aux vertus du dialogue, nous n'avons cessé et nous ne cesserons d'exprimer notre refus des dogmatismes, des fanatismes, des manichéismes, sans pour autant céder à ce qui pourrait ressembler à un pragmatisme opportuniste dont la seule loi serait le succès.

Bien évidemment au cours de ces années "France-Forum" a évolué. Son identité s'est affirmée. Sans perdre le fil de l'événement, nous avons été plus attentifs aux dimensions philosophiques et culturelles de l'histoire en train de se faire et aux questions économiques qui en temps de crise se posent de manière urgente.

Plutôt que de rappeler nous-mêmes les commencements de "France-Forum", nous préférons laisser la parole à François Hourmant, auteur d'un très récent mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Haute-Bretagne (Rennes), et nous en publions ci-après les pages d'ouverture.

\*  
\*\*

En outre, les trente ans de "France-Forum" coïncident avec les quatre-vingts ans d'Etienne Borne qui, dans sa réflexion sur l'événement, met ensemble pensée, passion et humour. Nous préparons d'ailleurs pour marquer cet anniversaire un numéro spécial qui réunira un certain nombre de textes dont quelques-uns sont devenus introuvables. Ainsi la part la plus dispersée de l'œuvre d'Etienne Borne sera partiellement rassemblée et l'on pourra juger, en marge de ses livres, ce qu'elle comporte d'unité et de continuité.

\*  
\*\*

L'avenir de "France-Forum" n'est pas plus assuré aujourd'hui qu'au premier jour ; numéro après numéro nos trois décennies ont été vécues dans une certaine précarité. Aussi l'appui renouvelé de nos abonnés anciens et l'arrivée de nouveaux abonnés sont-ils indispensables pour qu'une entreprise qui est à la fois au service de la démocratie et de la culture puisse maintenir et poursuivre son originalité.

Mieux savoir ce qu'est, ce que doit être la démocratie : à cet inlassable effort d'éducation et de réflexion, notre ambition est de modestement participer.

Henri BOURBON

# NAISSANCE DE "FRANCE-FORUM"

**F**évrier 1957 : *France-Forum* naît sous de ténébreux auspices. La IV<sup>e</sup> République se décompose lentement et progressivement. La mystique républicaine se dégrade en une politique tâtonnante et timorée, pâle réminiscence de l'audace et de l'énergie qui avaient habité les combattants de la Résistance. La guerre d'Algérie occupe le devant de la scène politique, monopolise l'attention et tourne à la tragédie nationale. Un an plus tard, les féaux de l'Algérie française entonneront avec allégresse un Lacrymabiller vengeur.

Crise de régime ou Crise de la Nation : le système des partis marqué par les successives faillites des gouvernements de minorités est impuissant, selon la formule consacrée, à faire aussi bien la paix que la guerre. Ainsi du 12 mai 1957, date de la chute du gouvernement Guy Mollet, au 14 mai 1958, nomination des membres du Cabinet de Pierre Pflimlin, soit une période de douze mois, la France, pendant 87 jours (presque 1 jour sur 4) a été sans autre gouvernement qu'un gouvernement démissionnaire, dont la compétence se limitait à "l'expédition des affaires courantes".

La "bataille d'Alger" et sa victoire par le général Massu permet de se leurrer sur la fin de cette illusion coloniale ; elle fait oublier la signature le 25 mars 1957 du Traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne.

Serait-ce l'instrument permettant de freiner le déclin de l'Europe, la réponse des européens au défi de l'Histoire évoqué par les épigones de Toynbee ? Sans tergiverser, le M R P à la suite de Robert Schuman proclame son credo en l'Europe, terre d'élection d'un certain humanisme. Face au péril bolchevique et aux miasmes délétères du nationalisme il s'agit de sauver l'héritage de Rome et de la Grèce, la tradition chrétienne, l'esprit prométhéen de la Renaissance, le souffle révolutionnaire de 1789 et 1848.

Pourtant par-delà les confins de l'économie et du politique, l'esprit se meut avec une rare facilité. René Pucheu dans son "Guide pour l'univers politique" brosse le climat nouveau : "Il advient ce qui, déjà, s'était passé en 1905 et 1930 notamment. En quelques mois les problématiques et les modes intellectuelles changèrent. Des marxistes notoires mirent "le marxisme en question" et firent des autocritiques qui confinaient à l'abjuration. Les personnalistes se mirent à se demander : "sommes-nous réformistes, révolutionnaires ou franciscains ?". Parallèlement de nouveaux fétiches se hissèrent sur le pavois et on se mit à adorer l'Avenir comme on avait adoré la Révolution ; les sociologues crachèrent sur les idéologies - toute l'intelligentsia se mit à faire de même - et découvrirent l'Amérique merveilleuse" (1). Dans un ordre plus "philosophique" l'événement majeur reste l'apparition en de multiples points du champ intellectuel, du structuralisme. Il prend l'ampleur d'une révolu-

tion de la pensée contemporaine, contaminant notamment les "sciences humaines" ; la "nouvelle critique" trouve ainsi ses sources dans les méthodologies structuralistes. Alors que la "Nouvelle Vague" en est à ses balbutiements, le "Nouveau Roman" assiège les cénacles parisiens avant de gagner la France entière, chassant les hussards, la légèreté et l'élégance, l'ironie et l'insolence de Roger Nimier. Les "Editions de Minuit" parrainent Alain Robbe Grillet, Claude Simon et Michel Butor. 1957 marque la consécration du Nouveau Roman : *La Modification* glane les lauriers du Renaudot. A bout de souffle, une certaine jeunesse célèbre *Dans un mois, dans un an*, le dernier livre de Françoise Sagan, quelques critiques ironisent et Henri Bourbon dans *France-Forum* condamne : "Ce n'est d'ailleurs pas au nom d'une éthique ou d'une métaphysique que je critique les ouvrages blasés de Françoise Sagan, c'est surtout au nom de la vie passionnante et tragique, douce et amère, de la vie qui meurtrit et enrichit" (2). Déjà féroce, Bernard Frank écrivait dans la *Nef* : "A l'*Express*, Sagan est reine. Dans ses rêves les plus osés, Françoise Giroud munit la France de trois mamelles : un Mendès-France, président du Conseil à vie. Un Sahara immense (il l'est) ruisselant de pétrole et de derricks, véritable Eldorado. Une littérature limitée à Mauriac et à Sagan. Mauriac est la précieuse vieille chose qui vous dispense de lire les écrivains du passé. Quant à Sagan, c'est la littérature à la fois moderne et idéale de Monsieur et Madame *Express*".

\*  
\* \*

Sous l'impulsion des mouvements d'Action Catholique, qui déclinent pourtant, la hantise d'une Chrétienté "Château-fort" s'estompe et laisse place, selon les vœux de Jacques Maritain à une Chrétienté "diaspora" (3). La "logique de l'Assomption" se manifeste dans la "présence au monde" des militants. Et le néo-thomisme, le personnelisme, puis Teilhard de Chardin, successivement, font tous espérer le triomphe du discours chrétien. Malgré tout, 1957, marque dans l'histoire contemporaine de l'Eglise une période de contrainte et de silence : ce sont les derniers mois du pontificat de Pie XII et rien ne laisse encore présager l'événement conciliaire.

Mais, cette même année, après la mort d'Albert Béguin, l'équipe de direction renouvelée, Jean-Marie Domenach prend en main les destinées de la revue *Esprit* qui inaugure alors sa nouvelle série. Un court texte reflète cette prise de conscience du changement, cette nécessité de réflexion afin de renouveler les problématiques et d'aborder lucidement l'ère nouvelle qui s'esquisse, thèmes également partagés par l'équipe de *France-Forum*. "Pour regarder en face ce monde nouveau, il faudra laisser toute une sociologie et une mythologie révolutionnaires qui sont périmées. Comment n'hésiterions-nous pas ?... La situation où nous sommes ne permet plus la belle assurance d'autrefois, les partages faciles. Entre un capitalisme qui se socialise par places et un soviétisme qui commence à se libéraliser, il n'est pas

possible de procéder par oppositions caricaturales" (4).

C'est dans ce contexte de crise et de mutation qu'apparaît *France-Forum* en février 1957, revue d'une trentaine de pages, sobre sans être austère et dont le tirage est d'environ 4 000 exemplaires (huit numéros par an). En effet elle est créée à l'initiative de Maurice-René Simonnet, secrétaire général du M.R.P. avec l'accord du Bureau national du M.R.P. Le démarrage de la revue est assumé par les dirigeants du parti qui contribuent à son existence matérielle et les fédérations départementales du M.R.P. se chargent d'assurer et de développer la diffusion de la revue. Dirigée par un Comité de rédaction comprenant Etienne Borne, Joseph Fontanet, Henri Bourbon et Jean Lecanuet, *France-Forum* présente également une belle palette d'hommes politiques M.R.P. : citons, outre Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet et Jean Lecanuet, Pierre-Henri Teitgen, Pierre Pflimlin, Georges Le Brun-Kéris, André Colin, Robert Buron, Alain Poher, Robert Lecourt, Paul Bacon, Paul Coste-Floret, Henri Fréville, François de Menthon, Maurice Schumann, Maurice Blin, Jacques Mallet. Et dans le premier numéro, Robert Schuman.

On remarque aussi à *France-Forum* des signatures de personnalités d'opinions diverses et n'appartenant pas au M.R.P. (a), ce qui témoigne d'un réel souci d'ouverture à autrui.

La revue se distingue cependant d'une autre qui s'était située elle aussi dans la mouvance de la Démocratie d'inspiration chrétienne, *Terre Humaine* - (Janvier 1951/Octobre 1953). Elle était animée par Etienne Borne, agrégé de philosophie, considéré comme l'homme de doctrine du M.R.P. et ancien éditorialiste de l'*Aube*. Il fut également collaborateur à *Esprit* et participait aux fameux entretiens de Meudon chez Jacques Maritain ainsi qu'aux réunions chez les dominicains de Juvisy. Marquée par la personnalité d'Etienne Borne, *Terre Humaine*, d'une haute tenue intellectuelle, abordait des problèmes doctrinaux, philosophiques et religieux sans négliger toutefois l'actualité. Peu inféodée au M.R.P., ce "tramway nommé pouvoir" (François Mauriac), ses prises de position, notamment sur la politique coloniale menée en Tunisie et au Maroc par les ministres républicains populaires, tranchaient sur celles de l'état major du parti (5).

Malgré la présence d'Etienne Borne qui signe dans chaque numéro des "Propos du temps" qui marquent bien l'esprit qui anime la publication, *France-Forum* apparaît moins doctrinale que *Terre Humaine*. Certes, les articles du "penseur de la Démocratie Chrétienne" reflètent, tant par les sujets abordés que par une subtile dialectique, la formation philosophique de leur auteur. Mais le but de *France-Forum* est surtout de fournir aux lecteurs une documentation précise sur l'actualité, qu'elle soit politique ou économique (la décolonisation, la coexistence pacifique, la vie politique française, la création de l'Europe) sans négliger les grands problèmes culturels et religieux.

Néanmoins au-delà de cette fonction d'information,

la revue affiche un projet plus ambitieux. Elle veut être un carrefour de réflexion où les idées, leurs échanges et leurs confrontations, se substitueraient à la bataille des idéologies. Cet attachement au fait et à l'idée démocratique se trouve symbolisé dans le titre. Le Forum : allégorie de la liberté et de la démocratie. Cette justification de la démocratie passe d'abord par la réflexion sur l'idée, le concept même de démocratie, puis par l'ouverture à autrui, le pluralisme et le dialogue, dualité que résume la formule "entreprise démocratique au service de l'idée démocratique".

\*  
\*\*

*France-Forum* pose sans ambage le problème de l'historicité de l'homme (on peut la résumer par la triple affirmation : l'homme est dans l'histoire, l'homme est historique, l'homme est histoire). Les journalistes de *France-Forum* s'affirment donc Français, Européens, mais surtout hommes du XX<sup>e</sup> siècle. Avec Emmanuel Mounier ils reconnaissent qu'ils sont embarqués : "On parle toujours de s'engager comme s'il dépendait de nous : mais nous sommes engagés, embarqués, préoccupés ; c'est pourquoi l'abstention est illusoire. Le scepticisme est encore une philosophie ; la non intervention entre 1936 et 1939 a engendré la guerre de Hitler, et qui ne fait pas de politique fait passivement la politique du pouvoir établi" (6).

Ainsi *France-Forum*, qui se veut une revue de réflexion, accorde naturellement une place non négligeable au fait politique, non parce qu'il est le plus riche et le plus digne d'intérêt, mais parce qu'il résume et révèle la situation inconfortable et la tension dans lesquelles se trouve plongé l'homme, constamment tiraillé par deux exigences contradictoires et irréductibles, celle de l'efficacité, c'est-à-dire de l'histoire, et celle du témoignage, affirmation dans le temporel des valeurs spirituelles, morales ou religieuses inséparables de la personne humaine.

"Nos analyses seront orientées par un certain nombre de jugements de valeurs dont les plus essentiels affirmeront le primat du politique sur l'économique et le social, et le primat de l'humain sur le politique" (7). L'humanisme, la primauté du spirituel, le sens du sacré ne sont pas, dans cette perspective, un refuge loin du politique. Bien au contraire, c'est à l'intérieur même du politique et par son biais que peuvent s'affirmer les exigences humaines à condition toutefois de refuser l'alternative réduisant la politique à une religion, l'assimilant à une mystique totale, ou à une simple technique, science de l'organisation. Opposition et réduction inacceptables que l'équipe de *France-Forum* manifeste dans son refus de choisir entre Antigone, héroïne du sacré, et Prométhée, héros de la technique. Mais dans ce propos d'ouverture au monde il convient de définir ce qu'est la "mission du clerc" afin de se prémunir contre le cléricalisme, tentation permanente de trahison et de démission.

"Explorer les véritables dimensions d'une responsabilité politique" c'est mettre en relief l'antinomie fonda-

mentale de la morale de la responsabilité et de la morale de conviction, sujet qui se pose avec beaucoup d'acuité à propos de la guerre d'Algérie.

En 1956, le XX<sup>e</sup> Congrès du P C U S et les flammes de Budapest provoquent chez les intellectuels de gauche un douloureux cas de conscience et sapent le crédit accordé jusqu'alors au P C F. A cette crise du communisme se superpose une critique du marxisme. *France-Forum* s'élève avant tout contre le matérialisme historique, constatant "la faillite du faux universalisme marxiste". Ainsi, et par extension, sont évoqués les religions séculières, le poids des idéologies face à l'idée démocratique, le sens de l'histoire. Pour *France-Forum* la civilisation chrétienne reste indissociable de l'histoire, le message chrétien, marqué par la venue du Christ (rupture dans la durée) étant étroitement centré sur l'histoire.

Ce parti pris d'espérance auquel adhère la revue se calque sur l'un des thèmes majeurs de la "Démocratie d'inspiration Chrétienne", expression que les membres du Comité de rédaction préfèrent à celle de "Démocratie Chrétienne" jugée équivoque et abrupte. Pour eux en effet il n'est pas indispensable pour l'option politique que l'option chrétienne soit une option de foi mais plutôt une option de civilisation, l'humanisme démocratique et la civilisation chrétienne inspirant et motivant les valeurs qui donnent son sens à la vie. Récusant les empirismes et les pragmatismes tout comme les idéologies dogmatiques, *France-Forum* veut maintenir l'idée qu'on ne peut pas séparer complètement la politique d'une vision plus générale du monde et qui s'inspirerait fondamentalement d'un humanisme.

François HOURMANT

Texte extrait du mémoire de maîtrise présenté par François Hourmant à l'Université de Rennes : "*France-Forum (1957-1965) ou l'évangélisation civique*".

(1) Voir *France-Forum* n° 85-86-87, février 1968. Cité par Henri Bourbon "Ces dix années que nous avons vécues".

(2) Voir *France-Forum* n° 7, décembre 1957. Henri Bourbon "Françoise Sagan, témoin de notre temps ?"

(3) Voir René Pucheu "Ceux qui ont cru réussir". *Esprit*, avril-mai 1977, pp. 11-27.

(4) Cité dans *France-Forum* n° 7, décembre 1957 "Esprit-Nouvelle Série"

(5) Voir Pierre Letamendia : le *M.R.P.* thèse de science politique de Bordeaux, 1975, p. 245.

(6) Voir Emmanuel Mounier. *Le Personnalisme*, P U F 1953, p. 112.

(7) Voir *France-Forum* n° 1, février 1957. Editorial "Nos Refus et notre engagement".

(a) Par exemple pour la période 1957-1965, on note les noms de André Philip, Raymond Aron, Henri Frenay, Raymond Barre, Jean-Marie Domenach, Georges Vedel, Jacques Fauvet, René Rémond, François Fontaine, François Fejtő, Pierre Avril, Alfred Grosser, André Fontaine, Alain Barrère, Joseph Rovau, Georges Lavau, Maurice Faure, Jean Amrouche, Raoul Girardet, Edmond Michelet, Pierre-Henri Simon.

# UN DÉFI POUR LA FRANCE : LE PACIFIQUE DE L'AN 2000

par Jacques MACHIZAUD

**S**urface de 175 millions de kilomètres carrés autour de laquelle vit plus de la moitié de la population mondiale, la zone du Pacifique est en voie de devenir, à l'aube du troisième millénaire, le nouveau pôle économique mondial, longtemps centré sur la Zone Atlantique, elle-même héritière des échanges autrefois développés autour du Bassin Méditerranéen.

Les Français, si peu enclins à se tourner vers l'extérieur, doivent prendre conscience des bouleversements qui s'opèrent ainsi, depuis une quinzaine d'années, dans ce que l'on appelle déjà la "zone de demain".

Signe évident d'une nouvelle orientation des stratégies économiques, cette zone devient, sous l'impulsion conjointe des Etats-Unis et du Japon, un véritable condominium économique dont l'Europe risque d'être mise à l'écart. Depuis 1984, les échanges transpacifiques (exportations + importations) dépassent les échanges transatlantiques.

Or, la France et les entreprises françaises occupent actuellement dans cette région des positions extrêmement modestes. En dépit d'une récente récession, que l'on peut considérer comme passagère, les pays de cette zone continueront à se développer, avec ou sans nous.

Nous nous devons donc, en y accroissant notre présence, nos investissements et nos échanges, de relever le défi afin d'éviter, à terme, d'être marginalisés dans cette partie du monde.

## L'ENJEU

En confiant au Conseil Economique et Social l'étude du rôle de la France dans le Pacifique Nord, le Premier Ministre a d'abord constaté que nombre de pays situés dans cette région connaissent depuis plusieurs années un développement économique extrêmement rapide, acquérant ainsi une importance sans cesse accrue dans l'économie mondiale. Il a souligné, ensuite, que ces pays constituent souvent de nouveaux compétiteurs, susceptibles de remettre en cause certaines de nos activités. Mais qu'ils peuvent aussi offrir aux entreprises françaises de nombreux débouchés, favorisant ainsi l'ouverture de nouvelles possibilités d'exportation et la création d'emplois.

Excluant le Japon, qui a déjà fait l'objet en 1981 d'un rapport du Conseil Economique et Social, l'étude se concentre essentiellement sur quatre pays en voie de développement (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) et quatre nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan).

Le grand public a, bien évidemment, entendu parler des pays asiatiques et de la menace concurrentielle qu'ils font peser sur les anciennes nations industrielles.

Mais, en dehors d'un cercle restreint d'experts, sait-on que ces pays représentent, globalement, une population de 350 millions d'habitants, soit une fois et demie celle des Etats-Unis et un tiers de plus que celle de l'Europe communautaire ? Que l'Indonésie, à elle seule, repré-

sente un marché potentiel de 163 millions de consommateurs ? Que ces pays dépassent la performance du Japon en assurant près de 10 % des exportations mondiales ? Qu'enfin, le marché de la Corée du Sud dépasse celui de l'Espagne et que le marché singapourien représente une fois et demie celui de l'Inde ?

Cette zone économique, formée de pays riverains du Pacifique, prend de plus en plus corps, en raison du développement de ses propres courants commerciaux. Les pays qui la composent effectuent plus de 50 % de leurs échanges à l'intérieur de cet ensemble, si bien que s'ils devaient se heurter au cloisonnement des autres marchés, ils trouveraient en eux-mêmes suffisamment de débouchés et de ressources pour poursuivre leur croissance.

Ainsi, les pays d'Asie ont pris, dans l'économie mondiale, un poids grandissant : certains sont devenus les manufacturiers du monde, d'autres disposent d'importantes ressources en matières premières. Grâce à leur génie propre et stimulés par le Japon et les Etats-Unis, ils forment un extraordinaire creuset de créativité et d'innovation.

Ces évolutions ne sont cependant qu'à leur commencement.

C'est au XXI<sup>e</sup> siècle que cette zone donnera toute sa mesure et aucune entreprise occidentale opérant sur le marché mondial ne saurait ignorer ce nouveau théâtre d'opérations.

La capacité d'ajustement de ces pays leur permet de prendre avantage de toute modification des données de la concurrence et de l'environnement international. La façon dont, aujourd'hui, la Corée et Taïwan tirent rapidement profit de la hausse du yen et de la baisse du prix du pétrole est à cet égard significative.

Au delà des échanges, enfin, le dynamisme de la région est et sera de plus en plus nourri d'accords technologiques, sous l'impulsion des zones de recherche et de développement existant sur les deux rives du Pacifique (Japon et Californie).

## PANORAMA ECONOMIQUE

Il y a entre les pays que nous étudions une *grande diversité*, en raison même de l'étendue de l'aire géographique qui les contient : alors que la Corée du Sud est à la latitude de l'Espagne, Singapour est pratiquement sur l'Equateur.

Il existe également une assez grande *diversité ethnique*, avec d'une part le monde des Chinois (Hong-Kong, Singapour, Taïwan) et, d'autre part, le monde malais (Indonésie, Malaisie, Philippines) mais dans lequel s'insèrent d'actives communautés chinoises.

Par ailleurs, la Thaïlande et la Corée, avec leurs langues nationales et leurs spécificités ethniques, sont des nations aux caractères bien distincts.

Sur le plan des ressources naturelles, deux ensembles

s'opposent et se complètent à la fois :

— les pays de l'Asie du Sud-Est, pays en voie de développement, abondamment dotés de ressources naturelles et conservant une forte base agricole ;

— les pays situés au Nord (à l'exception de Singapour), aux dimensions souvent modestes, voire exigües, que leur manque de ressources a conduit à suivre la voie de l'industrialisation et de l'exportation ; ce sont d'une part les villes-ateliers (Hong-Kong, Singapour) et, d'autre part, les pays disposant d'un hinterland et de populations déjà nombreuses.

Malgré cette diversité, ces pays ont néanmoins une certaine cohérence, *une certaine unité*, d'un point de vue tant physique que spirituel.

Sur le plan physique, la mousson domine le régime climatique et a permis à la riziculture inondée de s'étendre sur l'ensemble de la région, à tel point qu'on a pu parler de "civilisation du riz".

Par ailleurs, soumis à la double influence de la Chine et de l'Inde, on retrouve, d'un pays à l'autre, un fonds culturel et spirituel comportant des éléments communs (bouddhisme, confucianisme), auxquels viennent s'ajouter d'autres croyances (catholicisme, Islam).

En outre, dans l'ensemble de ces pays, le monde chinois des affaires joue un rôle économique moteur et, par ses réseaux régionaux, contribue à structurer la région.

## FORCES ET FAIBLESSES

Depuis le début des années 1970, les pays de la rive ouest du Pacifique ont connu un *taux de croissance exceptionnel* leur permettant de traverser, sans trop de difficultés, les deux chocs pétroliers. A titre d'exemple, les taux de croissance du P.I.B. ont été en moyenne, de 1973 à 1984, de 8,2 % pour Singapour et de 9,1 % pour Hong-Kong.

Les années de croissance ont coïncidé avec une période de *continuité politique* soutendue par une *volonté de développement*.

Il en est résulté, sauf pour les Philippines, une *croissance assez équilibrée*, soutenue par une *épargne souvent abondante* et permettant généralement de contenir l'inflation et l'endettement. Le seuil de 20 % de taux d'épargne et d'investissement est dépassé dans tous les pays, à l'exception des Philippines. Singapour atteint un taux d'épargne intérieur de 43 % - le plus élevé du monde ; en comparaison, celui du Japon, traditionnellement élevé, n'est que de 31 %. Bien que cette épargne n'ait pas toujours été dirigée vers les meilleurs emplois (aux Philippines notamment), la propension à épargner reste un atout important pour la région.

Il en est résulté, à l'exception de l'Indonésie et de la Corée, une *inflation modérée* qui n'a pas trop souffert des chocs pétroliers successifs.

*L'endettement extérieur* a été généralement bien maî-

trisé grâce à une gestion financière prudente. Les N.P.I. (Nouveaux Pays Industriels) n'ont pratiquement pas de dette extérieure, à l'exception de la Corée du Sud qui supporte toutefois le service de la dette sans trop de difficultés. La situation est, par contre, moins satisfaisante en Thaïlande, en Indonésie et, surtout, aux Philippines.

*La vitalité de l'agriculture contribue aux équilibres, l'industrialisation n'ayant pas été menée aux dépens de l'agriculture.*

Bien que de dimension régionale, la croissance *reste cependant assez inégalitaire*, en particulier dans les pays en développement de l'Asie du Sud-Est, et la distribution des revenus est inégale, avec d'importantes disparités villes-campagne comme en Thaïlande. Les niveaux de revenus moyens qui restent assez bas (sauf à Hong Kong et à Singapour) doivent être appréciés en fonction de la faiblesse, voire de l'inexistence de la protection sociale et des organisations syndicales.

Globalement, la croissance économique soutenue et rapide des deux dernières années a contribué à l'élévation du niveau de vie des populations. Mais tout ralentissement de la croissance pourrait remettre en cause ces acquis en compromettant des équilibres sociaux qui, dans certains pays, restent fragiles.

*L'ouverture aux échanges internationaux et à l'investissement étranger favorise l'adaptation permanente des économies aux conditions de la concurrence.* En revanche, ces pays sont très exposés aux variations de la demande mondiale. Le ralentissement de la demande en 1985 est la cause externe de la forte baisse des taux de croissance dans la plupart de ces pays et, notamment, de la contre-performance de l'économie singapourienne.

Par la prépondérance du secteur industriel dans la production et à l'exportation, les N.P.I. contribuent de plus en plus aux *échanges de biens manufacturés* dans le monde.

Ajoutons que *l'éducation*, atout essentiel du développement de l'Asie, atteint des niveaux élevés dans les N.P.I. et qu'elle est loin d'être négligée dans les autres pays de la région, dont les taux d'alphabétisation sont forts, comparés à ceux d'autres pays en voie de développement.

## POSITION MARGINALE DE LA FRANCE

Même si la France possède dans cette région un capital d'estime certain, elle y est encore, économiquement et technologiquement peu connue et les entreprises françaises occupent dans cette région des positions très modestes, pour ne pas dire marginales.

Nos ventes y représentent seulement 2,5 % de nos exportations mondiales (alors que l'Afrique en absorbe 11 %, l'Amérique du Nord 10 % et l'Amérique Latine 3,5 %).

Nos investissements n'y atteignent pas 1 % du total

des investissements étrangers.

Notre part de marché n'y est, sur les trois dernières années, que de 1,8 % en moyenne et ne progresse guère (1,2 % en 1980).

Nos exportations vers cette zone se sont élevées à 22 milliards de francs en 1985 alors que nos importations ont atteint 20 milliards de francs, dégageant donc un excédent de 2 milliards de francs.

Mais, outre sa faiblesse en valeur absolue, ce résultat demeure précaire car il s'agit le plus souvent de grands contrats et de biens d'équipement lourds (aéronautique) qui font l'objet de négociations d'Etat à Etat, avec l'aide de crédits publics. Dépendant souvent des plans d'investissements gouvernementaux, la source de ces commandes d'équipement lourds et de grands travaux risque de se tarir en période de dépression et de compressions budgétaires. Dans le droit fil de la tradition colbertiste, cette politique détourne l'attention des opportunités de pénétration de nos autres produits, alors que, chez nos concurrents, le commerce international repose largement sur les échanges de biens courants.

Nous avons d'autant moins d'excuses que nos principaux partenaires européens réalisent des performances qui, sans pouvoir cependant se comparer à celles des Etats-Unis et du Japon, sont nettement supérieures aux nôtres. La Grande-Bretagne exporte vers la Zone du Pacifique une fois et demie plus que la France et la R.F.A. le double.

Les positions de la France reposent encore sur des moyens insuffisants ne permettant pas de jouer pleinement le jeu des échanges et des alliances financières et technologiques, caractéristiques du développement de cette région.

Sans vouloir "dramatiser" la situation, il ne faut pas cacher que notre pays risque, s'il ne prend pas rapidement les mesures nécessaires, d'être définitivement marginalisé dans cette zone. Alors, que faire pour que la France y accroisse sa présence et le volume de ses investissements et de ses échanges ? Quels facteurs sont susceptibles de favoriser ce redéploiement ?

## MOYENS ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Parmi les facteurs susceptibles de créer un développement harmonieux et durable des échanges, figure en premier lieu la *qualité des relations politico-économiques* qui, à quelques exceptions près, ont été pendant longtemps très distendues avec les pays d'Asie.

Si l'Indonésie a été prospectée dès les années 1960, Singapour n'est entré dans le champ d'activité des entreprises françaises qu'au début des années 1970 et la Thaïlande, la Malaisie et Taïwan que depuis cinq ans.

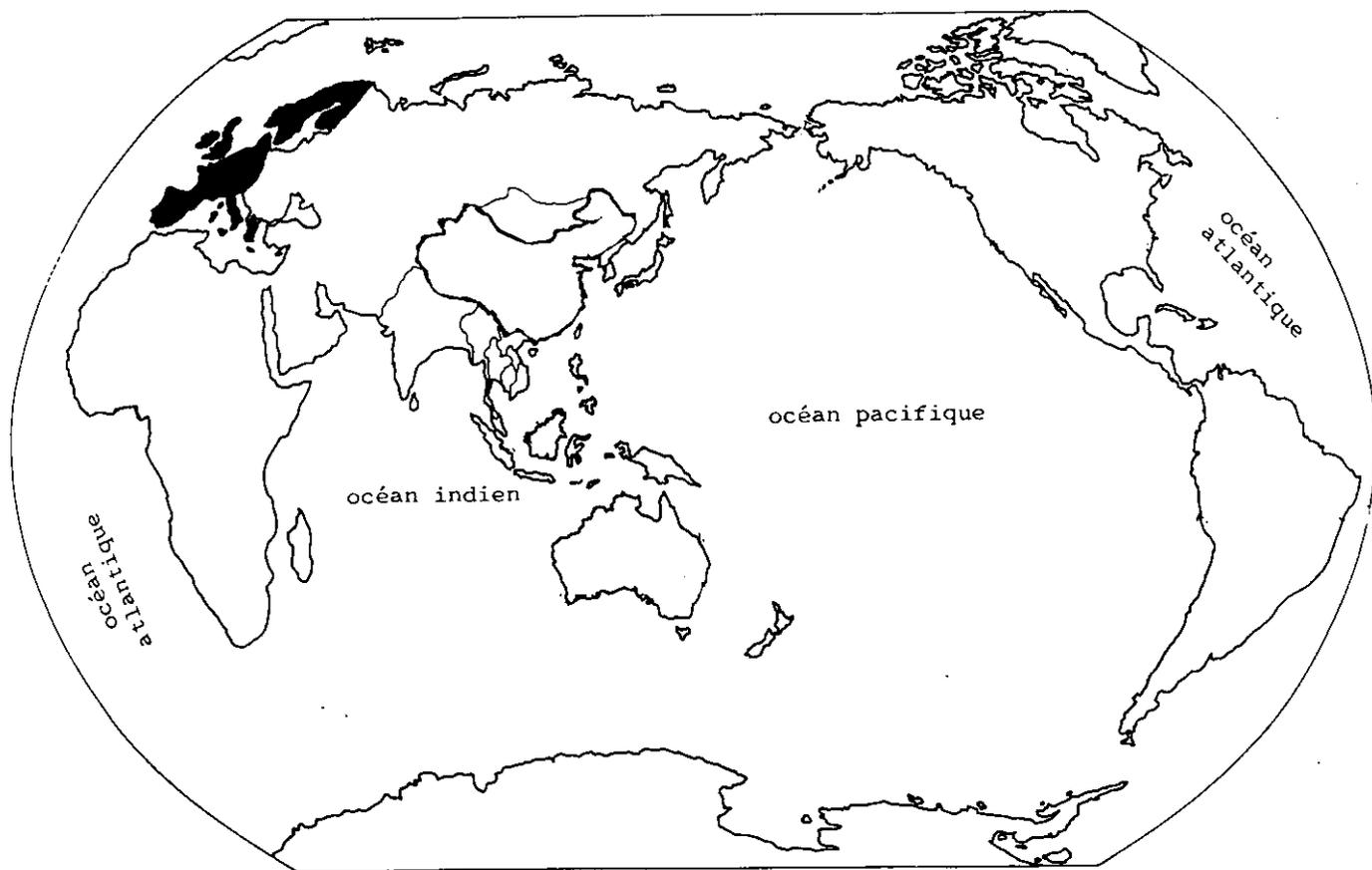
Il convient de poursuivre les rapprochements opérés récemment et, notamment, de resserrer les relations avec les organisations politiques et économiques régionales

comme le Secrétariat de l'ASEAN, la Banque Asiatique de Développement, l'Agence Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP) et l'Asean Finance Corporation, carrefours indispensables d'informations et de contacts.

Compte tenu de l'amélioration très sensible des relations entre diplomatie et économie, des contentieux tels que celui existant entre la France et les Philippines au sujet des fournitures d'équipement litigieux, devraient se régler rapidement et ouvrir la voie, actuellement bloquée, vers de nouveaux contrats. Plus de souplesse devrait également inspirer notre politique vis-à-vis de Taïwan, même si la France ne reconnaît pas officiellement ce pays. Le développement des affaires avec Taïwan n'est pas, comme on semble encore le croire en France, un handicap pour nos relations avec la Chine continentale et constitue même une référence favorable.

façon négative l'opinion qu'on en a hors de nos frontières. L'amélioration de cette image pourrait passer par une politique de communication et de valorisation des initiatives françaises en faveur d'un meilleur ordre économique mondial. Souvent seule retenue, l'image traditionnelle de la France est celle des produits de luxe. Il convient non pas d'abandonner cette image, mais de la compléter en établissant une filiation entre l'élégance et la créativité des métiers d'art et les qualités requises par les technologies d'avant-garde où peuvent exceller nos industries.

Mais s'il est nécessaire de faire connaître en Asie la culture et les technologies françaises, il est aussi indispensable que, de notre côté, nous nous intéressions aux langues et cultures locales. Et l'on ne peut que déplorer que nos entreprises fassent si peu appel aux diplômés des établissements d'enseignement qui forment des spécia-



*Le monde vu du Pacifique*

La France se doit, en outre, de participer très activement aux négociations engagées dans la région au niveau de la Communauté Economique Européenne.

L'image de la France souffre depuis longtemps de l'héritage colbertiste, associé souvent au maintien d'un protectionnisme - vrai ou opposé - qui colore parfois de

listes de langues locales et les initie aux techniques des échanges internationaux.

Et cela nous amène à constater la faiblesse de la présence française à l'étranger en général et dans la Zone Pacifique en particulier. Les effectifs très modestes des communautés françaises (8 800 personnes, soit 0,6 %

du total des ressortissants français dans le monde) y témoignent de l'insuffisance de nos implantations, en particulier celle de nos entreprises. Les Français expatriés ne représentent que 2,5 % de la population métropolitaine. Cette proportion se compare désavantageusement avec celle de nos partenaires : 8 % pour la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon, 12 % pour la Suisse... Comment s'étonner que l'usage de notre langue décline et que nos exportations ne parviennent pas à se développer ?

Outre une sensibilisation des jeunes Français à ce problème, seule une politique prenant en compte des aménagements fiscaux, l'installation d'infrastructures scolaires et socio-culturelles locales et la solution des problèmes inhérents à la réinsertion, à leur retour en métropole, du personnel des entreprises, pourra remédier à la diminution progressive du nombre des candidats à l'expatriation.

Le rôle des entreprises est irremplaçable dans le développement des échanges extérieurs. Elles constituent l'infanterie qui gagne les batailles. C'est aux entreprises que revient le soin de tirer les conclusions concrètes des mutations en cours dans ce nouveau pôle de croissance et de développement technologique que devient le Bassin Pacifique au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle.

Faut-il encore qu'elles aient facilement accès à l'information sur la vie politique, économique et sociale des pays d'Asie. Or, cette information est encore incomplète et peut être améliorée :

— en puisant aux sources, c'est-à-dire à Singapour et à Hong-Kong, véritables carrefours d'information à caractère multilatéral ;

— en facilitant l'accès de l'information disponible par le décloisonnement, la coordination et la décentralisation, notamment au niveau régional français ;

— en diversifiant les sources d'information des banques de données ;

— en rapprochant l'information commerciale de l'utilisateur car ce n'est qu'au niveau de l'entreprise - qui seule connaît la spécificité de ses produits - que peut être réalisé un traitement utile de l'information recueillie.

C'est dans cet esprit qu'une redéfinition du rôle d'organismes officiels tels que le Centre Français du Commerce Extérieur prend toute sa signification, à condition qu'elle associe étroitement les représentants des pouvoirs publics et ceux des entreprises utilisatrices.

Le pas suivant consiste à développer la présence commerciale et à prospecter à fond les marchés. Nos entreprises doivent être encouragées à s'ouvrir plus encore sur l'environnement international, en ne privilégiant plus uniquement, comme c'est encore souvent le cas, ses marchés traditionnels (Afrique, Amérique du Sud...) même s'ils sont plus "confortables". Il ne faut pas se cacher en effet que la zone du Pacifique, terrain d'alliances mais aussi de vives rivalités économiques, exige de la part des entreprises dynamisme et

compétitivité.

L'offre française, alors même qu'elle existe, y est souvent absente ou se manifeste trop tard. L'insuffisance de la connaissance des marchés et l'éloignement de ceux-ci qui rend les coûts d'approche élevés, en sont sans doute la cause. Pour combler ce handicap, il convient de favoriser non seulement la prospection par les dispositifs existants (assurance-prospection, assurance-foire), mais également l'implantation locale de nos entreprises, celle des agents, des relais d'affaires et des sociétés de service. Dans cette optique, le régime d'incitation fiscale actuellement en vigueur en France (déductibilité des pertes inévitables dans les premières années d'implantation) devrait être amélioré.

Les Chambres de Commerce jouent, pour les exportateurs allemands et japonais, un rôle essentiel dont devraient s'inspirer nos Chambres de Commerce et d'Industrie. Leur participation aux réseaux des Chambres de Commerce locales et régionales favorise les contacts avec les milieux d'affaires et peut faciliter la réalisation d'opérations sur pays tiers, notamment en Chine et en Inde. Il conviendrait aussi de poursuivre les efforts entrepris afin de favoriser le renforcement du rôle et des activités, dans la région, des antennes de fédérations professionnelles de branches, ainsi que le développement des sociétés du commerce international et des sociétés de gestion à l'exportation.

Mais de tels efforts seront vains si les produits français n'améliorent pas leur compétitivité. Celle-ci joue essentiellement au niveau des prix pour lesquels les entreprises françaises subissent actuellement l'effet défavorable de la baisse du dollar et des monnaies qui, dans la région, lui sont rattachées. La baisse des taux d'intérêt, la réforme, voire la suppression, des charges qui pèsent spécifiquement sur nos entreprises (Taxe professionnelle), permettraient de restaurer cette compétitivité. La poursuite de la simplification des procédures à l'exportation et le développement du service après-vente devraient utilement compléter ces mesures incitatives.

La compétitivité dépend également, sur les marchés des grands contrats, des conditions de financement offertes, qui doivent désormais faire preuve de plus de flexibilité afin de mieux correspondre à la demande de nos clients emprunteurs et aux conditions offertes par la concurrence, notamment japonaise.

Il serait également souhaitable que soit utilisée plus largement et répartie plus efficacement l'aide publique en amont des projets, notamment pour le financement des pré-études. Sans pour autant négliger les opérations de compensation auxquelles plusieurs pays de la Zone - l'Indonésie en particulier - ont plus ou moins systématiquement recours.

Enfin, les investissements étrangers jouent un rôle essentiel dans le développement des pays d'Asie et dans l'intensification des relations des relations régionales et trans-Pacifique. L'espace économique de l'Asie de l'Est (ASEAN, Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan) est

essentiellement fondé sur les flux d'investissements et les transferts de technologie. Les pays européens qui ne développent pas leurs investissements dans cette région risqueront d'y être marginalisés. Or, rappelons-le, nos investissements directs y sont très faibles, moins de 1 % du total de l'investissement global étranger.

La création d'une structure légère de *promotion des investissements* français et des transferts de technologie vers les pays d'Asie pourrait améliorer l'information des investisseurs potentiels et la liaison avec les organismes asiatiques de promotion des investissements représentés en Europe et en France. La *joint-venture* reste la formule la plus adéquate pour des réalisations communes en pays tiers.

Elargissant le cadre de notre réflexion au-delà de l'activité purement commerciale des entreprises, nous sommes conduits à attirer l'attention et insister sur le rôle essentiel que joue la *coopération scientifique et technique* dans les Nouveaux Pays Industriels, dont la politique est aujourd'hui de plus en plus orientée vers les produits à forte valeur ajoutée. Leurs efforts portent également sur le développement de la *recherche*.

Cherchant à diminuer l'influence de la double tutelle américano-japonaise, ils se tournent maintenant vers les autres pays occidentaux. La France se doit de répondre à cette attente en accroissant ses efforts dans ce domaine qui conditionne à moyen et long terme sa présence dans la région. L'Institut Franco-Singapourien d'Electrotechnologie est une première réalisation qui mérite d'être répétée dans les autres pays.

Dans le même ordre d'idée, l'action de l'ACTIM, dont le rôle est de favoriser les contacts entre industriels français et décideurs étrangers, doit être encouragée, de même que l'expérience des V.S.N.A. placés dans les organismes consulaires et les entreprises. L'objectif le

plus intéressant de ces actions est de s'attacher les élites techniciennes locales par le biais de la formation.

## RELEVER LE DEFI

L'émergence de la Zone Pacifique comme nouveau centre économique mondial constitue un défi pour la France. Mais elle représente aussi pour elle l'une des chances de résoudre ses problèmes économiques et sociaux, notamment dans le domaine de l'emploi et de l'équilibre du commerce extérieur. Il y a urgence en la matière si l'on veut éviter que notre pays n'y soit marginalisé puis définitivement évincé par des concurrents plus dynamiques et plus agressifs.

Tout doit être mis en œuvre, tant au niveau des pouvoirs publics qu'à celui des médias, pour que les Français en prennent conscience, comme cela a été le cas vis-à-vis du Japon au début des années 1980.

Mais on ne saurait trop insister sur le fait que c'est en premier lieu aux entreprises elles-mêmes que revient le soin de tirer les conclusions concrètes des formidables mutations en cours dans ce nouveau pôle de croissance et de développement technologique que devient le Bassin du Pacifique et de s'adapter aux nouvelles contraintes des marchés internationaux qui en sont la conséquence.

Jacques MACHIZAUD

*N.B.*

*ASEAN : Association des Nations du Sud-Est Asiatique*

*ACTIM : Agence pour la Coopération Technique Industrielle et Economique.*

*VSNA : Volontaires du Service National Actif.*

## L'EDUCATION, UN ATOUT ESSENTIEL DU DEVELOPPEMENT DE L'ASIE

*Les traditions et les valeurs dominantes en Asie constituent un environnement favorable au développement de l'éducation et de la formation. Celle-ci atteint des niveaux élevés dans les pays industriels, mais elle est loin d'être négligée dans les autres pays dont les taux d'alphabétisation sont forts, comparés à ceux d'autres pays en développement.*

*Une part importante des dépenses publiques est consacrée à l'éducation : elles représentaient en 1983 18 % du budget de l'Etat à Taïwan, 20,5 % en Corée, 9,4 % en Indonésie, 20,7 % en Thaïlande.*

### *Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur (en % de la population âgée de 20 à 24 ans)*

<i>Indonésie</i>	<i>4 %</i>	<i>Thaïlande</i>	<i>22 %</i>	<i>France</i>	<i>27 %</i>
<i>Malaisie</i>	<i>4 %</i>	<i>Corée du Sud</i>	<i>24 %</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>58 %</i>
<i>Philippines</i>	<i>27 %</i>	<i>Hong Kong</i>	<i>11 %</i>	<i>Japon</i>	<i>30 %</i>
<i>Singapour</i>	<i>12 %</i>	<i>Taïwan</i>	<i>20 %</i>		

*Sources : Banque Mondiale - Taïwan : Ministry of Economic Affairs*

# NAISSANCE ET ÉVOLUTION DE L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE

par Jean-Charles de VINCENTI

**E**n France, l'histoire du Parlement laisse apparaître plusieurs étapes. D'ailleurs, si l'on excepte le cas original de l'Angleterre, une évolution presque identique peut être observée pour la plupart des Parlements occidentaux. En schématisant, on peut dire que : le Parlement est une institution qui apparaît dans l'Europe du XIV<sup>e</sup> siècle, décline entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, puis se réactive au XIX<sup>e</sup> pour atteindre son apogée avant la première Guerre Mondiale ; dans l'intervalle des deux Guerres Mondiales, les Parlements entrent dans une phase de déclin d'où ils sortiront après la deuxième Guerre Mondiale, sans pour autant retrouver l'importance qu'avaient les Parlements classiques, c'est-à-dire, les Assemblées parlementaires telles qu'elles fonctionnaient au XIX<sup>e</sup> siècle.

Essayons de recenser les facteurs sociaux, économiques, politiques et idéologiques qui ont présidé à cette évolution sinusoïdale.

L'un des traits les plus frappants de l'histoire des Parlements est la liaison qui existe entre leur naissance et leur développement d'une part, et la naissance et le développement de la bourgeoisie d'autre part.

## Naissance et développement des Parlements.

De l'an 1000 à 1300, sous l'effet des transformations économiques, naît et se développe la bourgeoisie. Désirant une expression politique, cette nouvelle classe l'obtiendra par sa participation aux *Assemblées d'états*, ancêtres des Parlements classiques. Bien que présentant des caractères importants de nouveauté, ces Assemblées d'états semblent se développer dans le cadre traditionnel des assemblées féodales, notamment de la "Curia Regis" et des "Placita mérovingiens". La nouveauté des Assemblée d'états peut s'apprécier quant à leur *composition* et à leurs *pouvoirs*.

Le développement de la bourgeoisie explique, en grande partie, la *composition* de ces Assemblées d'états

tant *géographiquement* que *socialement*.

La montée de la bourgeoisie et les phénomènes qui y sont liés (développement des villes et des échanges) engendrent un nouveau cadre géographique plus large, en faisant éclater le cadre de la seigneurie. Il en résulte la conception d'un cadre national que favorise d'ailleurs l'ascension de celui qui l'incarne : le Roi. Aux Assemblées féodales, qui étaient locales, vont dès lors succéder les Assemblées d'états à dimension nationale. Ce caractère ne saurait cependant être exagéré car subsistera, néanmoins, une certaine régionalisation. Par exemple, aux Etats de 1356 réunis au lendemain de la défaite de Poitiers, il y eut deux assemblées distinctes : les Etats de la langue d'oc réunis à Toulouse et ceux de la langue d'oïl assemblés à Paris au foyer de la résistance au pouvoir royal.

En fait, surtout, la principale nouveauté de ces Assemblées d'états sera leur *composition* sociale. Là encore, l'innovation résultera du développement de la bourgeoisie. Les représentants de celle-ci vont désormais être convoqués à côté de ceux des seigneurs laïques et du clergé. On assiste à la naissance d'une représentation moderne se juxtaposant à la représentation féodale du clergé et de la noblesse.

Nouvelles quant à leur composition, ces Assemblées d'états le seront aussi quant à leurs *pouvoirs* : ces derniers seront plus larges que ceux des assemblées médiévales. Les Assemblées d'états du XIV<sup>e</sup> siècle prétendent limiter les pouvoirs du monarque et préparent les Parlements classiques qui se développeront au XIX<sup>e</sup> siècle.

Tout d'abord, l'institution des Assemblées d'états eut son origine dans le *service de conseil*. En France, les premiers Etats-généraux de 1302 durent leur convocation aux démêlés de Philippe le Bel et de Boniface VIII. Excommunié par le Pape, le roi de France eut l'idée d'intéresser à sa cause l'ensemble de la Nation. Les Etats, convoqués le 10 avril dans la cathédrale de Notre-Dame

de Paris, s'élevèrent avec force contre les entreprises du Saint-Siège. Six ans plus tard, les Etats de Tours, en 1308, furent également consultés par le Roi, sur le sort des Templiers.

Par ailleurs, le vieux *pouvoir d'intervention dans les problèmes de succession au trône* est maintenu. En France, les Etats de 1317 confirment la prise de possession du pouvoir par Philippe le Long et déclarent les femmes inhabiles à succéder au trône. Dix ans plus tard, le groupe de barons qui, en 1327, dépose Edouard II en Angleterre prétend, à tort d'ailleurs, l'avoir fait au nom d'une assemblée d'états. En Scandinavie, par la Convention de Kalmar en 1397, une Assemblée d'états donne son avis sur l'unification des trois couronnes (Suède, Norvège, Danemark) entre les mains de Marguerite de Valdemar.

L'Espagne, l'Allemagne et la Pologne offrent l'exemple de semblables interventions.

Cependant, le pouvoir essentiel de ces Assemblées d'états sera le *pouvoir financier*. En France, les Etats généraux de 1312 consacrent le principe du consentement libre et nécessaire des trois ordres pour la levée de l'impôt. Là encore, si l'idée de réunir une assemblée pour lui demander des subsides n'est pas nouvelle (origine féodale), la participation des représentants de la bourgeoisie va entraîner des conséquences importantes. Personnes pratiques, précises, économes, habituées au maniement de l'argent, les bourgeois vont réclamer des comptes, des promesses, des explications et des contrôles. Le rôle financier des Assemblées d'états essaiera d'être le générateur d'un pouvoir de contrôle administratif et politique. Par exemple, en France, en 1355, sous l'influence entre autres d'Etienne Marcel, les Etats généraux créent une administration fiscale avec des contrôleurs élus.

En Angleterre, on ira encore plus loin, et, en 1376, Edouard III sera obligé de se séparer de certains ministres concussionnaires pour obtenir les subsides qu'il demandait. C'est un début de responsabilité politique devant le Parlement.

Enfin, la périodicité de ces Assemblées d'états sera sans cesse réclamée dans tous les pays, avec un succès inégal : en France, aux Etats généraux de février 1357, l'Assemblée s'engagea à entretenir une armée de trente mille hommes, mais exigea le droit pour les Etats de se réunir deux fois par an sans convocation et d'envoyer des commissaires dans les provinces. Le dauphin consentit à tout et la publication de la Grande Ordonnance marqua le point culminant de l'influence des Etats. Ceux-ci se réunirent de nouveau en novembre 1357, janvier et mai 1358. Cependant, cette révolution, toute parisienne, fut paralysée par l'inaction de la province et anéantie par la mort d'Etienne Marcel.

Il est intéressant de constater que cette pratique consistant à réunir des Assemblées d'états est très générale dans toute l'Europe du XIV<sup>e</sup> siècle. Elle existait d'ailleurs en Grande-Bretagne dès le XIII<sup>e</sup> siècle.

Si les Assemblées d'états prennent parfois l'allure des Parlements modernes, on ne saurait cependant leur accorder trop d'importance, notamment en France. Néanmoins, le Roi a tout intérêt à s'appuyer sur la fraction bourgeoise des Etats généraux. Peu connu sous la féodalité, il est, par bien des aspects, comme elle, un phénomène nouveau. Dans ses besoins d'appuis financiers, moraux ou politiques, la bourgeoisie devient pour le monarque une alliée privilégiée : cette classe montante, riche, pourra politiquement l'aider contre les seigneurs. Dans la France médiévale, le Roi n'est en effet qu'un seigneur parmi les autres : le suzerain "grand fiefleur du royaume". Son pouvoir est semblable à celui des seigneurs : seuls le sacre et l'onction sainte lui confèrent une haute autorité morale qui le place au sommet de la hiérarchie féodale.

### Déclin des Parlements (du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle)

Si les Assemblées d'Etats apparaissent comme l'expression d'une classe bourgeoise montante, il existe une autre forme d'expression de cette bourgeoisie : la *monarchie absolue*. Les hésitations de la bourgeoisie entre le développement d'institutions parlementaires et l'absolutisme se retrouvent, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, tout au long de l'Histoire : de l'absolutisme de Louis XIV, en passant par le bonapartisme, jusqu'à certaines formes de dictatures plus récentes. Du choix adopté par la bourgeoisie face à ces deux solutions, dépendra largement l'avenir des Assemblées d'états. La France et la plupart des Etats d'Europe continentale s'achemineront vers l'absolutisme, tandis que les Assemblées d'états disparaîtront vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Par contre, en Angleterre, la bourgeoisie et l'aristocratie s'uniront contre la monarchie. Dans ce cas, pour des raisons multiples et complexes, le Parlement subsistera, non sans vicissitudes d'ailleurs.

La voie de l'absolutisme choisie en France par une bourgeoisie qui se développe peut paraître étrange. En fait, si le Roi, au risque d'être dominé par elle, avait de multiples intérêts à s'allier à la bourgeoisie, cette dernière, en dépit de certains inconvénients, trouvait des avantages importants à la monarchie absolue. Avantage contre les seigneurs qui méconnaissent et entravent les activités économiques (par des douanes multiples par exemple). Avantage également contre l'Eglise qui prohibe l'usure et voit avec peu de bienveillance le développement de cette civilisation matérielle. Avantage aussi qu'assure, contre les révoltes populaires, un Roi garant de l'ordre social. D'autre part, la monarchie facilite largement "la promotion sociale" de cette classe riche, "obsédée par le standing". Par la vénalité des charges, elle ouvre les portes de la noblesse, par l'appel à la bourgeoisie dans ses ministères et administrations, elle ouvre les portes du pouvoir. Rappelons également l'aide du Roi à la bourgeoisie en favorisant les chartes de communauté.

En réalité, il semble que la position adoptée par les bourgeoisies européennes ait dépendu largement des

### *Ouverture des Etats Généraux à Versailles le 5 mai 1789*

rappports de forces existant, à l'époque, à l'intérieur des différents Etats. L'idée générale était que l'on s'alliait avec le moins fort contre le plus fort : en France, avec une monarchie encore faible contre le pouvoir seigneurial ; en Angleterre, avec l'aristocratie contre une monarchie forte née de la conquête. Soulignons à ce sujet l'importance des voies toutes différentes que, dès l'origine, prendront l'histoire politique de la France et l'histoire politique de l'Angleterre. Comme l'a écrit très justement Jacques Chastenet dans "Le Parlement d'Angleterre" (Fayard 1946) : "La constitution anglaise fait corps avec l'histoire du peuple anglais, elle est cette histoire même sous son aspect politique". La monarchie capétienne a fait la France : cette monarchie a donc toujours été profondément nationale, les intérêts de la nation et ceux de la dynastie se confondant totalement. En Angleterre, au contraire, la conquête du pays par Guillaume de Normandie lui a donné une dynastie étrangère qui a gardé pendant longtemps des intérêts propres sur le continent. De plus, au moment où les ducs de Normandie commençaient à s'angliciser, le hasard des héritages apporta la couronne à une nouvelle dynastie française : les Plantagenet. Ces derniers étaient beaucoup plus occupés de leurs vastes territoires continentaux que de leur royaume encore barbare d'Angleterre. Cela explique que la Nation anglaise se soit formée en dehors de sa royauté et quelquefois en opposition avec elle. L'organe national par excellence fut donc en

Angleterre, non pas la Monarchie comme en France, mais le Parlement. Cette forte position morale a donné au Parlement anglais une importante puissance politique.

Sur le continent, dans la plupart des Etats européens, on constate une évolution vers la monarchie absolue et le déclin, puis la disparition des Assemblées d'états. En France, les derniers Etats généraux avant 1789 se tiennent en 1614 ; de même en Espagne, par exemple, les Cortès perdent de leur importance au XVII<sup>e</sup> siècle et finissent par n'être plus réunis.

### **L'apogée des Parlements (XIX<sup>e</sup> siècle)**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la conjonction de données politico-sociales et idéologiques va permettre la naissance et le développement des Parlements modernes dans l'Europe continentale. Parfois, la césure avec les Assemblées d'états ne sera pas très nette et variera suivant les Etats. En France, le Parlement verra son importance augmenter à travers la monarchie limitée, puis l'orléanisme, pour devenir enfin l'élément essentiel des institutions politiques. Cette apogée du Parlement peut être grossièrement située dans les trente cinq années qui précéderont la première Guerre Mondiale. Là encore, on peut considérer le rôle de la bourgeoisie comme l'un des facteurs les plus déterminants de cette évolution.

Au cours de cette période, dans une première phase, le Parlement a été pour la bourgeoisie, d'une part *un instrument de lutte contre la souveraineté monarchique* dont l'absolutisme était désormais jugé trop lourd par elle et, d'autre part, *l'élément d'un compromis avec l'aristocratie*. Dans une dernière phase, il deviendra *un instrument de lutte contre la montée des masses populaires*.

Le Parlement apparaît tout d'abord comme *un élément d'évolution des monarchies*. Il se développe dans le cadre d'une opposition entre deux légitimités : celle de la naissance et celle de l'élection. Le Parlement sera une sorte d'instrument d'opposition, de limitation d'un exécutif dont la légitimité reposait sur des bases toutes autres que les siennes.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du développement économique qui a favorisé son expansion, la bourgeoisie a l'impression qu'elle est désormais assez forte pour prendre le pouvoir. Cependant, une telle entreprise risque de lui faire courir deux sortes de dangers : à court terme il faut encore compter avec l'aristocratie, à long terme elle serait débordée par les masses populaires.

L'aristocratie garde encore trop d'influence sur les campagnes, sur l'Eglise et sur l'armée, pour qu'elle puisse être négligée. Un recours au suffrage universel avec des masses inéduquées et en partie encadrées par l'aristocratie, aurait des conséquences désastreuses pour la bourgeoisie. Un suffrage restreint, assurant l'expression libérale de la Nation, s'impose donc pour elle. Les Assemblées réactionnaires de 1848 et 1871, élues au suffrage universel, démontreront d'ailleurs le bien-fondé de ce point de vue. Dans ces conditions, le Parlement deviendra l'élément d'un compromis entre une aristocratie encore dominante, mais en déclin, et une bourgeoisie montante. Ce compromis (terme d'ailleurs bourgeois, emprunté au langage commercial) s'établira plus ou moins tôt selon les Etats, et évoluera sous la pression des facteurs socio-économiques. Il permettra à la bourgeoisie, dans un premier temps, de pénétrer dans la vie aristocratique et monarchique puis, ensuite, de la transformer. *Le Parlement favorise donc la transition entre l'aristocratie et la bourgeoisie*. L'une des vertus du Parlement est de permettre le reclassement des forces politiques en déclin. Ainsi, le reclassement politique de l'aristocratie sera facilité par l'existence de Chambres Hautes. Cette évolution sera d'ailleurs très bien comprise par des hommes comme Tocqueville ou Broglie après avoir été souhaitée par La Fayette ou Rochambeau. Cet élément d'acceptation de l'évolution est essentiel à l'apparition et au bon fonctionnement des Parlements modernes.

En effet, si l'on a pu constater l'existence d'un lien étroit entre les Parlements et le développement de la bourgeoisie, il faut également souligner celui qui existe entre les Parlements et un certain équilibre dans la lutte des classes. En d'autres termes, il est nécessaire que la lutte des classes soit limitée, que leurs oppositions ne

soient pas trop irréductibles, que le parti au pouvoir ne cherche pas à écraser les autres. C'est seulement quand les différentes classes acceptent de coexister que le compromis devient possible et durable. Il est indispensable que les principales forces en présence admettent de s'affronter dans le cadre du Parlement sans chercher à le détruire. Dès lors, le Parlement ne pourra naître et se développer que lorsque les conservateurs et les libéraux se seront suffisamment rapprochés pour accepter une lutte modérée.

Le Parlement n'a pas été seulement pour la bourgeoisie un instrument de limitation de la monarchie et l'élément d'un compromis avec l'aristocratie, il lui a permis également de *freiner l'entrée des masses populaires dans la vie politique*.

Nous avons vu précédemment que, à court terme, l'introduction du suffrage universel aurait sans doute été défavorable à la bourgeoisie : les éléments conservateurs de l'aristocratie et de l'Eglise encadraient encore trop largement les masses rurales. L'âge d'or des Parlements fut aussi celui du suffrage restreint. Dans bien des pays, la crise du Parlement correspond à l'introduction du suffrage universel. Le Parlement est une institution qui a généralement connu son apogée quand le prolétariat ne votait pas.

Plus tard, même si dans certains pays le suffrage universel amplifie la pression du prolétariat, le Parlement permettra à la bourgeoisie d'y résister. Là encore, il sera l'élément d'un compromis, mais cette fois, entre de nouvelles forces. Une partie des conservateurs s'est embourgeoisée et la lutte entre aristocratie et bourgeoisie a décliné. Le compromis s'établira, dès lors, entre la bourgeoisie et les forces progressistes. Une fois de plus les Chambres Hautes serviront à maintenir un frein conservateur dans le Parlement.

Par ailleurs, en entrant dans les Parlements, le prolétariat lui-même s'embourgeoise. Bien des parlementaires, initialement socialistes, terminent leur carrière à droite. Dans une de ses pièces, de Flers disait de l'un d'eux : "Est sorti du peuple et bien décidé à ne plus y entrer !" De cela restera d'ailleurs longtemps une vieille méfiance des partis socialistes à l'encontre des Parlements. Dans le sein de cette institution d'origine bourgeoise, truffée de banquiers et d'hommes d'affaires, ils craindront le pourrissement de leurs parlementaires.

Il est apparu jusqu'à présent que, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la Première Guerre Mondiale, le Parlement s'était avéré être un excellent instrument de transformation des structures politiques. Si la naissance et le développement des institutions parlementaires répondaient à de nouvelles données politico-sociales, ces dernières furent servies par des *données idéologiques* également favorables. Toutes ne sauraient être ici rappelées, un certain nombre de points peuvent être néanmoins soulignés.

L'anglomanie politique de l'époque, suscitée en partie par Montesquieu et ressentie par des souverains tels que

Louis XVIII et Louis-Philippe au cours de leur exil, explique l'influence du modèle anglais sur les Parlements renaissant au XIX<sup>e</sup> siècle sur le continent. Le mot même de Parlement, désignant une assemblée politique, venait de la terminologie anglaise. Plusieurs raisons justifiaient cet engouement pour les institutions britanniques. Tout d'abord, l'image d'un pays calme depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et dont le XIX<sup>e</sup> verra l'apogée, modéré et moderne, victorieux de l'Empire français, laisse penser que ses institutions sont bienfaisantes. En outre, alors que les Assemblées d'états avaient disparu sur le continent, la Grande-Bretagne, par contre, avait maintenu leur continuité régulière et périodique tout en développant leur rôle. On en déduit la solidité qu'elles peuvent apporter à un régime. A cette époque d'ailleurs, naît la fausse légende d'institutions qui ont évolué lentement et sans à coup.

Le modèle du Congrès des Etats-Unis, Parlement fonctionnant dans un régime républicain, eut moins d'influence pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le succès de "La Démocratie en Amérique" qui le fera connaître intervient quand le XIX<sup>e</sup> siècle est largement entamé. Ensuite, l'imitation d'un Parlement fédéral dans un Etat républicain était difficile pour les Etats généralement unitaires et souvent monarchiques (exceptions faites de cas comme la Suisse ou la France en 1848, par exemple). De plus, le système des Etats-Unis, où ne se posait pas le problème de l'aristocratie, n'apportait pas le modèle d'un compromis à la lutte européenne entre la noblesse et la bourgeoisie.

Notons enfin l'influence durable qu'a laissée le modèle révolutionnaire du Parlement français sur la gauche. Pour elle, la Convention, assemblée élue au suffrage universel, et, en théorie, souveraine (elle le fut bien peu dans la pratique), restera l'image de la démocratie gouvernante.

En fait, un Parlement expression de la "souveraineté nationale" correspondait beaucoup mieux à la philosophie de la bourgeoisie qui installa les Parlements. On donnait une expression à la légitimité démocratique tout en écartant du suffrage les masses populaires avec la théorie de "l'électorat fonction".

Il convient enfin de noter combien l'*idéologie économique* du XIX<sup>e</sup> siècle a pu favoriser la naissance et le développement des Parlements au XIX<sup>e</sup> siècle. L'âge d'or des Parlements est aussi celui du libéralisme non seulement politique mais économique. Si ce n'est contre la hausse des prix, on ne souhaite pratiquement aucune intervention économique de l'Etat. Il y a même une sorte de "pré-poujadisme" qui domine la vie des Parlements au XIX<sup>e</sup> siècle ; il est toujours mauvais que l'Etat intervienne, dépense... Instrument qui aurait été mal adapté à des tâches économiques et sociales, le Parlement correspondait, par contre, tout-à-fait bien à la législation que l'on voulait créer : lois civiles et Droits de l'Homme. Des liens, d'ailleurs étroits, se noueront entre la bourgeoisie libérale et les Parlements. Enfin, le libéralisme économique favorisera même le compromis bourgeoisie - aristocratie

en permettant le reclassement économique d'une partie de la noblesse.

### Crise des Parlements entre les deux Guerres Mondiales

Dans l'intervalle des deux Guerres Mondiales les Parlements entrent dans une phase de déclin. Les causes de cette crise générale des Parlements sont multiples et ses effets sont variables suivant les Etats.

A des causes principalement *politiques et économiques*, s'ajoutent des causes *sociologiques* plus profondes.

Signalons tout d'abord le choc que produisit la première Guerre Mondiale et les difficultés nouvelles qui en résultèrent. La volonté de changement qui suivit l'importante coupure de la première Guerre Mondiale se manifesta dans les arts, les techniques mais non en politique.

Devant la dimension nouvelle des problèmes que posait, par exemple la reconstruction, les Parlements semblaient désarmés, inadaptés aux récentes mutations.

Quelques dix ans plus tard, les Parlements apparaîtront tout aussi désarmés devant la Grande Crise économique qui ébranle les fondements même du libéralisme et de l'économie capitaliste. Le développement de la législation déléguée traduit l'impuissance et la démission partielle des Parlements.

Plus largement, pour des raisons à la fois sociologiques, politiques et techniques, le compromis nécessaire au bon fonctionnement des Parlements s'établira plus difficilement. La période de la première Guerre Mondiale marquera, pour plusieurs pays l'irruption des masses dans la politique par l'adoption du suffrage universel. (Il existait déjà dans certains pays, par exemple ; en France depuis 1848 ; en Allemagne depuis 1871 sur le plan de l'Empire, mais pas toujours dans les Etats ; également en Suède, Belgique...) Une telle nouveauté était peu favorable à une institution qui avait été prévue pour un club et non pour des masses. Il en résultera un nouveau style, mais aussi un problème que certains Parlements arriveront à résoudre en intégrant ces masses. (La Grande Bretagne, notamment, en passant des partis de cadres à ceux de masses).

D'autre part, avec la fin de la première Guerre Mondiale entrent en jeu ou se développent les partis socialistes. Exception faite de certains pays comme la Finlande où, dès 1916 ils étaient majoritaires, les socialistes étaient encore généralement très faibles avant la première Guerre Mondiale. Pendant longtemps, dans plusieurs pays, le conflit entre capitalistes et socialistes sera trop fort pour que le compromis soit possible. L'intégration des socialistes dans le système des Parlements sera souvent très lente et entourée de méfiance.

Le multipartisme et l'impossibilité, plus ou moins durable suivant les pays de former des majorités cohérentes apparaîtront comme les traits communs de cette crise des Parlements. Il faut remarquer, en outre, l'in-

fluence de causes parfois plus techniques. L'adoption, par exemple, de la représentation proportionnelle dans la majorité des Etats (1) favorisera l'atomisation des partis et l'expression des partis extrémistes. A cette multiplication des partis contribueront également, d'une part la rupture entre socialistes et communistes et, d'autre part, la naissance des partis fascistes.

Munich, ce sera le cas des pays de l'Europe de l'Est.

Ensuite, des *éclipses* se produiront pour des Parlements classiques : Italie, Allemagne, Espagne et Portugal.

Dans les autres pays, d'une façon générale, on constatera *des difficultés de fonctionnement* des Parlements, plus ou moins durables et plus ou moins graves. Dans ces pays d'ailleurs, il faudrait pouvoir dissocier exactement les difficultés de l'ensemble des institutions en place et celles qui furent propres aux Parlements. En effet, l'intervention des exécutifs, par exemple, ne fut en général pas très heureuse. Quoi qu'il en soit, tout sera rejeté sur le Parlement, organe suprême, incarnation du régime. Ce fonctionnement défectueux se manifestera sous plusieurs aspects.

Tout d'abord, on se heurtera à la difficulté ou à l'impossibilité de réunir une majorité cohérente et de la conserver. En Grande-Bretagne, ce sera la dislocation du bipartisme et l'apparition du tripartisme, tandis qu'en Allemagne, le centrisme sera dévoré par les extrêmes. Il en résultera une instabilité gouvernementale générale à tous les pays : Grande-Bretagne après 1922. Allemagne avant le nazisme, Belgique, France, Suède, Danemark etc...

Cette instabilité gouvernementale sera parfois accompagnée d'une instabilité parlementaire : on espérait résoudre l'instabilité gouvernementale par des dissolutions (Grande-Bretagne et Allemagne par exemple). En France et en Belgique, on assiste même à des changements de majorité parlementaire en dehors de toute élection.

A cause de tout cela, s'étend dans l'Europe entière l'impopularité des Parlements. En Allemagne, dans les deux ans qui précèdent l'arrivée au pouvoir de Hitler, le Parlement semble si totalement impuissant et discrédité qu'il ne se réunit presque plus. Cette impopularité existe, non seulement dans la droite anti-parlementaire, mais aussi chez les néosocialistes et les communistes (au moins jusqu'à ce que l'Internationale communiste reprenne à son profit l'idée du Front commun lancée par Doriot avant son exclusion du P.C.F.). Ce discrédit des Parlements classiques sera d'ailleurs également favorisé par la mode du corporatisme, très en vogue à cette époque.

De plus en plus, il apparaît aux individus que le contact entre le Parlement et la Nation est rompu. Cette impression est accentuée par la "démocratie médiatisée" qu'engendre la représentation proportionnelle. Tout autant que l'impopularité des Parlements se développe celle des partis jugés incapables de résoudre les problèmes. Il en résulte une attirance pour le fascisme, pour l'impression qu'il donne de renouveau, de réponse à la crise, de troisième voie entre le capitalisme et le socialisme. En Espagne, la chute du Front populaire a laissé le sentiment que les Parlements étaient incapables de lutter non seulement contre la crise économique, mais aussi contre les régimes totalitaires. Cette impuissance des

*Vue intérieure de la salle de l'Assemblée Nationale  
sous la Seconde République*

Enfin, la versatilité des libéraux pendant toute cette période favorisera la désorganisation de la vie des Parlements. Si la crise de conscience des radicaux français, est particulièrement marquée chez nous, presque tous les pays la connaissent, même si elle y revêt généralement moins d'importance.

Les conséquences de cette crise des Parlements entre les deux Guerres Mondiales seront variables suivant les pays. Elle se traduira tantôt par une *disparition de fait* tantôt par des *difficultés aiguës dans le fonctionnement* des Parlements.

Tout d'abord, les *disparitions définitives* se produiront dans des pays où les structures socio-économiques permettaient mal l'acclimatation des Parlements classiques. Si l'on excepte la Tchécoslovaquie jusqu'à

démocratiques que l'on attribue aux parlements sera également fortement ressentie, par exemple, lors de l'occupation militaire de la Rhénanie par Hitler.

### Restauration partielle du prestige des Parlements

Après la deuxième Guerre Mondiale, les *Parlements occidentaux sortent de la phase de déclin* et de crise qu'ils avaient connue entre les deux Guerres Mondiales, sans pour autant retrouver l'importance qu'ils eurent avant 1914.

Après 1945, on ne remet plus en cause globalement les Parlements : la crise générale qui les avait atteints prend fin. Ils bénéficient à la fois d'une *restauration morale* et d'un *rétablissement matériel*.

Si l'on excepte le cas de l'U.R.S.S., la victoire de la deuxième Guerre Mondiale est celle des pays où les Parlements classiques ont subsisté. Surtout, et c'est la grande différence avec l'avant-guerre, après la révélation des atrocités de l'Allemagne hitlérienne, le fascisme est pris en horreur. Ensuite s'ajouteront la terreur stalinienne à partir de 1948 et l'établissement du rideau de fer.

De tout cela résulte l'impression assez répandue que l'institution parlementaire n'est sans doute pas très satisfaisante mais à tout prendre préférable aux autres. Finalement, il n'y a pas de véritable remise en cause des Parlements, bien que personne ne soit absolument convaincu de leur capacité à gouverner très efficacement (souvenirs de leur impuissance devant la crise de 1929 et devant la montée du fascisme). De plus, pendant les années qui suivront, l'absence de crise grave du capitalisme favorisera les Parlements. La crise du capitalisme entre les deux Guerres Mondiales avait expliqué, en partie, la crise de la droite, son désarroi et, parfois sa venue au fascisme.

A cet appui moral que retrouvent les Parlements s'ajoute, en général, un rétablissement matériel.

Rétablissement matériel tout d'abord dans les pays qui les avaient abandonnés : Allemagne et Italie, Portugal et Espagne beaucoup plus récemment. L'extraordinaire redressement opéré par l'Allemagne, avec un régime comprenant un Parlement classique, aura une grande influence sur le renouveau des Parlements en général. On en retirera le sentiment qu'une telle institution n'est pas incompatible avec une tâche de reconstruction et de développement.

Les débuts de Parlement italien, avec des communistes modérés et une majorité démocrate-chrétienne sous la conduite d'Alcide de Gasperi, laisseront également une impression favorable.

Dans d'autres pays, cette restauration matérielle se traduira simplement par un retour au bon fonctionnement des Parlements : par exemple, en Grande-Bretagne (où les libéraux n'étaient plus gênants) mais aussi dans les pays scandinaves et notamment en Suède et en Norvège, ou encore, en Belgique jusqu'au renou-

veau du problème linguistique.

Jusqu'en 1958, le seul pays qui donnera la nette apparence d'un Parlement en crise sera la France. Encore faut-il rappeler le bref enthousiasme que souleva l'institution à la Libération et ne pas oublier l'efficacité du travail accompli pour le redressement économique d'un pays affecté par quatre ans d'Occupation et pour le démarrage de la construction européenne.

Il reste à signaler enfin la courte tentative de renaissance ou de création de Parlements classiques dans les futures démocraties populaires.

En dépit de cette restauration morale et matérielle après la deuxième Guerre Mondiale, *les Parlements ne retrouvent pas le prestige qu'ils avaient du temps du libéralisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*. Bien qu'en général, il n'y ait plus de crise des Parlements, on considère aujourd'hui leur rôle comme moins important qu'autrefois.

Cette affirmation doit être cependant nuancée, au moins en ce qui concerne le Congrès des Etats-Unis. Ce dernier semble être l'un des seuls à ne pas participer à l'effacement relatif des Parlements Occidentaux. Son contrôle étroit des crédits et son rôle dans la politique étrangère ont même fait parler d'un renouveau. Par exemple, l'utilisation "d'executive agreements", comme pour les accords de Yalta, serait vraisemblablement aujourd'hui très critiquée. Dans cette reprise d'importance du Congrès américain, outre ses efforts d'adaptation à la situation politique d'un Etat développé et l'existence d'un régime présidentiel, les énormes moyens de travail dont il dispose tiennent évidemment une grande place.

Cet exemple du Congrès des Etats-Unis a depuis une vingtaine d'années largement orienté les recherches, tant en France qu'à l'étranger, de tous ceux qui souhaitent redonner aux institutions parlementaires le lustre qu'elles avaient autrefois connu. On a donc eu une tendance un peu excessive à croire qu'en augmentant les moyens humains et techniques mis à la disposition des Parlements et en apportant quelques améliorations aux méthodes de travail on atteindrait l'objectif poursuivi.

Certains progrès ont été réalisés, mais la situation des Parlements de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas été restaurée. C'est à vrai dire parce que la solution des difficultés rencontrées par les institutions parlementaires ne saurait être trouvée dans de simples améliorations de méthodes et moyens de travail des assemblées. Les remèdes appropriés ne pourront être découverts qu'à la suite d'études approfondies des facteurs sociaux, économiques, politiques et idéologiques qui, après avoir expliqué la naissance et l'évolution des institutions parlementaires indiqueront les conditions de leur adaptation.

Jean-Charles de VINCENTI

(1) Elle existait déjà en Belgique et ne fut pas adoptée par la France et la Grande-Bretagne.

# LE SACRÉ DANS LES SOCIÉTÉS MODERNES : DÉCOMPOSITION OU RENAISSANCE ?

par Jean-Marie DOMENACH

**D**ans une société religieuse, on ne parle du sacré qu'avec prudence et respect. Dans les sociétés modernes, le sacré suscite au contraire une volonté acharnée de profanation qui s'exprime soit par des transgressions symboliques, soit par sa réduction rationaliste à une causalité simple et univoque. Toute réflexion sérieuse sur le sacré ramène à une ambiguïté fondamentale : est sacré (*sacer*) ce qui ne peut être touché sans souiller ou sans être souillé - contradiction insensée à première vue, dont on comprend qu'elle exaspère des esprits imprégnés par la logique identitaire. Longtemps, la science a répugné à admettre qu'une chose puisse apparaître sous des aspects différents et même contradictoires, jusqu'à ce qu'elle découvre qu'une même entité physique est à la fois particule et onde, et que certains phénomènes s'inversent à partir d'impulsions infimes (1). Notons cette évolution paradoxale : alors que les sciences de l'homme traquent impitoyablement le religieux dans ses manifestations individuelles et sociales où elles ne voient que des mystifications, les progrès des sciences de la nature nous renvoient à des contemplations vertigineuses, soit vers l'infiniment petit, soit vers l'infiniment grand, qui réveillent les sentiments primitifs du sacré : vénération, terreur, désir de se mettre en harmonie avec cet effet en-deçà et cet au-delà, de communier avec des forces vitales qui dépassent notre entendement...

## I

*Le sacré semble exclu de notre vie publique. Pour la première fois dans l'histoire du monde, des sociétés vivent en dehors de toute référence apparente au sacré (2). Les enfants qui y grandissent n'ont plus d'occasions de rencontrer aucune manifestation du sacré, même les plus communes, comme les uniformes religieux et militaires. La ville exclut la nature de son enceinte pour la reconstituer artificiellement à des fins d'hygiène et de divertissement. Dans les constructions récentes, les lieux de culte sont relégués à la périphérie, alors que les insignes du sacré étaient normalement situés au centre, et ils sont réduits à des proportions et à une architecture vulgaires, lorsqu'ils ne sont pas dissimulés, comme des lavatoires. L'eau, le feu, les saisons de la nature, et aussi celles du corps, sont occultées par des artifices techniques. Certes, la conscience confuse d'un*

certain sacré subsiste au cœur même d'une culture qui le refuse, mais de façon négative, sous forme d'interdits, de tabous qui échappent aux explications raisonnables (3). Même la prohibition de l'inceste a été expliquée par le souci d'éviter la dégénérescence d'un groupe, et ainsi le sacré a-t-il fourni un tremplin à la tentative la plus radicale qui ait été faite pour éliminer non seulement le religieux mais le sens : le structuralisme de C. Lévi-Strauss passe du démontage du sacré collectif à la négation de toute signification extérieure aux nécessités vitales de l'échange. Cette logique devrait d'ailleurs nous conduire à nous demander dans quelle mesure le sacré, malgré sa disparition publique, demeure la garantie secrète de toute signification. Dans une telle perspective, la poésie resterait parmi nous comme la dernière manifestation du sacré, témoignant de l'irréductible principe métaphorique, qui, malgré la banalisation du langage, garde à celui-ci un statut qui empêche qu'on le confonde avec un simple produit de l'informatique.

On notera aussi la survivance d'un vague sentiment de respect devant la mort. Certes, le rituel du décès et des obsèques a perdu beaucoup de sa solennité, sauf dans le cas des chefs d'Etat, mais nos sociétés répugnent à l'idée que le cadavre pourrait être un déchet, sentiment que pourtant rien ne justifie dans la culture dominante. Curieusement, la décomposition du sacré dans les sociétés avancées vient buter sur ce rite primitif qui est, pour les ethnologues, l'indice de l'avènement de l'*homo sapiens* : le culte des morts. Le culte de la vie, qui a envahi notre civilisation, se trouve dans une contradiction troublante avec les derniers rites qui entourent la mort. Il est possible d'ailleurs que ce soit ce sacré funèbre qui, par des voies détournées, continue à alimenter la permanence du sacré au sein d'une société qui le rejette de toutes ses forces, scientifiques, morales et même religieuses.

Ce sacré rémanent continue d'inspirer clandestinement des comportements qui contrastent avec la gestion rationnelle de nos sociétés. On le discerne dans bien des domaines, depuis l'hystérie des sectes jusqu'à la prolifération des jeux du hasard, en passant par des domaines comme la médecine et la météorologie, où une science souvent défaillante sert de support à des considérations sur le destin, dont les manifestations bienfaisantes et malfaisantes vont à l'encontre de toute justice et de toute

raison. Ce ne sont là, cependant, que les bribes d'un sacré dont l'ambiguïté fécondante n'est plus claire : source d'interdits, mais aussi source d'énergie, de confiance, de régénération... Le premier aspect a mieux résisté que le second au travail réducteur de la modernité. En effet, celle-ci disposait de ses énergies propres : celle qu'elle puisait dans sa tâche d'émancipation des individus et des peuples ; celle que la technique libérait, en puisant dans les profondeurs de la terre. Mais la modernité, ayant coupé les attaches avec la transcendance, ne parvenait plus à justifier ses interdictions et ses sanctions. D'où son effort pour substituer à Dieu l'autorité du Peuple et de la Loi, puis ces idoles qui se sont substituées à la démocratie : la nation, la race, la classe. Or nous vivons l'effondrement de ce sacré, et nos sociétés ne savent plus sur quoi fonder le respect des règles communes et les peines qui sanctionnent leur violation. Le malaise qui entoure la répression judiciaire, la condition pénitentiaire, la peine de mort, en est un signe évident.

L'émancipation que la modernité a décrétée et entreprise dans tous les domaines n'a pas atteint que le sacré public, mais aussi ce sacré antérieur à toute forme sociale qui investissait la nature. Libérés des contraintes de la nature environnante, les hommes des sociétés développées se libèrent également des contraintes de leur propre nature. La contraception en est un exemple éclatant : les menstrues perdent l'aspect sacré qu'elles ont revêtu dans toutes les civilisations pour devenir un choix offert à la liberté des femmes (4). Cependant cette liberté est parfois perçue comme épuisante et lourde de contraintes nouvelles. La disparition des normes traditionnelles provoque un trouble profond et le sacré résiduel tend à se cristalliser sur la morale. " Il envahit l'éthique, transforme en valeurs absolues des notions comme celles d'honnêteté, de fidélité, de justice, de respect de la vérité ou de la parole donnée. Au fond tout se passe comme s'il suffisait pour rendre *sacré* quelque objet, quelque cause ou quelque être, de le tenir pour une fin suprême et de lui consacrer sa vie, c'est-à-dire de lui vouer son temps et ses forces, ses intérêts et ses ambitions, de lui sacrifier au besoin son existence" (5). Ainsi naissent des sacrés divers, détachés de cette totalité énergétique qui constituait le sacré primitif. Ce sacré moderne se caractérise par une conscience aigüe de sa relativité. A la limite, il apparaît, lui aussi, comme une possibilité offerte à des choix essentiels. Jusque dans le sacrifice, il témoigne du caractère auto-référentiel de la modernité : "On meurt pour ce qui n'existe pas" (A. Malraux).

Nous pouvons observer ce paradoxe dans nos sociétés : d'un côté, elles tolèrent et quelquefois encouragent une profanation générale ; d'un autre côté, une partie de ses membres s'enferment dans des sacralisations exaspérées et sectaires, se réfugient dans une dissidence individuelle ou groupusculaire. Ces paradoxes nous poussent à réfléchir plus profondément sur la nature du sacré, son rôle, ses origines et son avenir. Est-il un phénomène en voie d'extinction ? Est-il nécessaire au fonctionnement

des sociétés et, dans ce cas, nos sociétés modernes, après l'avoir détruit, seront-elles contraintes de le reconstituer ? Que vaut alors ce sacré de remplacement qui ne peut plus s'autoriser de religions dominantes ? Ne risque-t-il pas de se retourner contre la raison et la dignité humaine, comme ce fut le cas avec les régimes totalitaires ? Ces questions nous conduisent à une autre qui concerne les sociétés de civilisation chrétienne : toute resacralisation, si souhaitable qu'elle apparaisse pour la politique et la morale, ne tourne-t-elle pas forcément à la régression païenne là où le christianisme se trouve à son tour contesté et affaibli par une évolution qu'il a déclenchée et qu'il ne parvient plus à contrôler ni même à comprendre ?

## II

Le XVIII<sup>e</sup> siècle avait attaqué le sacré par l'insolence ; le XIX<sup>e</sup> a continué par la science. Les philosophes des Lumières apercevaient le côté ridicule et infondé des rites. Les savants éclairaient l'obscurité où se réfugie la superstition - cette pénombre où le divin pénètre l'humain : fatalité, monstres, demi-dieux... Entre l'homme rendu à son libre-arbitre et la divinité renvoyée à une abstraction céleste, l'humanité peut revendiquer ses droits "inaliénables et sacrés" proclamés "en présence et sous les auspices de l'Être suprême", comme dit la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ce nouveau sacré, parce qu'il se déploie dans un univers rationnel, est plus exigeant, plus impératif que le précédent : hymnes, symboles, exaltation des idées révolutionnaires, uniformes, et surtout cette séparation entre les purs et les impurs qui continue de marquer les idéologies totalitaires. Jadis, le sacré enveloppait la politique, il la bornait. Maintenant il l'inspire et il donne un pouvoir formidable à l'idéologie d'Etat. Mais, n'ayant plus de justification religieuse, il se trouve soumis à des aléas continuels et obligé de s'imposer par la violence de masse. L'adhésion qu'il exige n'est pas celle du serment à des principes hétéronomes et immuables, elle doit être constamment renouvelée envers des doctrines et des personnalités changeantes dont le pouvoir charismatique est sujet à l'éclipse et à l'échec.

Contre ce nouveau sacré qui surgit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un autre s'élève, surtout en Allemagne : le sacré antique, la nostalgie de l'époque où les dieux se mêlaient aux hommes. Hölderlin se tourne vers la Grèce des Titans pour y retrouver la poésie originelle. Le romantisme, injustement méprisé aujourd'hui, avait senti que la source du sacré n'était pas dans le christianisme, mais, au contraire, dans le paganisme indo-européen. Il y a un étonnant malentendu historique à la source de la démocratie telle que l'entend la Révolution française : le christianisme n'est pas le détenteur du sacré, mais son destructeur. Ce malentendu s'explique si l'on se rappelle que l'Eglise romaine s'est installée dans les vestiges du sacré païen pour le civiliser, le coloniser. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'on peut comprendre le rôle essentiel joué par le judaïsme à l'avant-garde de la modernité profanatrice : religieux, les juifs incarnent le radicalisme du Dieu unique contre la re-sacralisation

catholique ; déjudaïsés, ils se portent à la pointe des arts, des sciences, de la philosophie que paralyse le respect des normes et des traditions. Ainsi l'ambivalence du judaïsme va-t-elle répondre à celle du sacré. Le destin glorieux et maudit du judaïsme depuis deux siècles n'est compréhensible qu'en relation avec les avatars du sacré moderne. L'interdit qui pèse sur la réflexion concernant le rôle du judaïsme a pour cause le malaise d'une société qui n'ose pas regarder en face son propre sacré.

L'antisémitisme est sans excuses, mais il n'est pas sans causes. La principale, je l'aperçois dans la fragilité du sacré chrétien, pris entre l'inspiration évangélique et la sécularisation qui le condamnent également. Lorsque celle-ci croit avoir achevé son travail et que le besoin d'un nouveau sacré se fait sentir, le romantisme hésite entre un "nouveau christianisme" (Saint-Simon), un "Evangile éternel" (J. Michelet) et la réactivation d'un sacré païen, celui de l'*Ur* : la race, les forêts, le sang. Victor Hugo a réussi à faire coexister les deux sacrés dans son œuvre, mais, dans la pratique, tout s'est passé comme si l'homme ne pouvait se libérer de l'un sans tomber dans l'autre. Cependant, l'avènement de la production-consommation de masse semble devoir nous sortir de cette alternative par une désacralisation pacifique et totale. C'est précisément pourquoi le moment est venu de considérer la question en face, dans une radicalité dont les siècles précédents étaient incapables, et de nous demander si, réellement, des sociétés peuvent se passer entièrement du sacré.

### III

Lorsqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ethnologie ose aborder la question du sacré, elle l'étudie là où il demeure sous sa forme primitive : dans les tribus sauvages dont il règle la vie (6). Elle croit découvrir, à l'origine du phénomène, une force confuse à laquelle les indigènes attribuent la création et la distribution des forces vitales : le *mana* (expression mélanésienne) (7). C'est une entité anonyme et collective, qui relie les membres du clan entre eux, avec leurs ancêtres et avec la nature. Le dieu totémique, concluera Durkheim, est l'expression du clan ; en somme, c'est la société qui se divinise elle-même par totems, génies et divinités interposés et s'offre à l'adoration de ses membres (8). M. Mauss ira plus loin : "Est conçu comme un sacré tout ce qui, pour le groupe et ses membres, qualifie la société." (9).

Ainsi les ethnologues, reprenant à leur niveau, la démarche de J.J. Rousseau, voient dans le sacré le moyen de résoudre l'énigme de la formation sociale. De même que Rousseau supposait à l'origine de toute société un contrat implicite, de même ils supposent une sorte de contrat, non plus raisonnable mais mystique. Cependant, au lieu d'une hypothèse, ils croient énoncer des faits. Leurs explications peuvent être insuffisantes, mais leur conclusion est, par elle-même, révolutionnaire : le sacré n'apparaît plus comme une réalité mystifiée et aliénante (Marx, Engels) mais comme une architecture réelle de la société, ce qui les conduit à penser que le lien social est de nature religieuse, - affirmation

contemporaine des tentatives de créer un sacré laïque et républicain. Auguste Comte s'était placé dans la même perspective : les hommes font société à l'intérieur d'une réalité englobante qui comprend les morts et la totalité du cosmos. Mais qu'advient-il lorsque les sociétés cessent de faire confiance aux rites religieux ? Comte institue une Eglise et une religion de l'humanité. Il propose même une alliance entre cette Eglise positiviste et l'Ordre des Jésuites, conscient à la fois des progrès irrésistibles de la connaissance rationnelle et de ses effets désastreux sur l'ordre social.

Que peut-être une religion auto-référentielle, une religion de la société ? Cette question a reçu beaucoup de réponses pratiques, mais aucune réponse théorique parce que toute transcendance implique une référence extérieure. L'hypostase de la société débouche sur la tyrannie et le totalitarisme, puisqu'il n'existe plus d'autre souverain qu'une loi qui émane du peuple, c'est-à-dire de la majorité. Le fascisme, le nazisme et le stalinisme ont supprimé les libertés fondamentales. Le socialisme, que Popper et Hayek ont interprété comme un retour au totémisme tribal, semble condamné à un déclin inexorable par l'affaiblissement de sa référence sacralisante, la classe ouvrière. Pour la première fois dans l'histoire, des sociétés se trouvent privées de sacré social ainsi que de la possibilité d'en fabriquer de nouveaux. Ce phénomène, occulté aux Etats-Unis par la persistance d'une religion civile issue du christianisme produit en Europe un vide social (10) évident aussi bien dans les régimes libéraux que dans les régimes socialistes. On dirait que le sacré primitif, n'étant plus remplacé par un sacré moderne, n'est remplacé par rien, et que s'accomplit ainsi la prophétie nietzschéenne du nihilisme.

L'intérêt exceptionnel de la pensée de René Girard tient à deux raisons :

— elle relie l'explication des origines du sacré à celle du vide social que l'on observe dans la société contemporaine ;

— elle rend pleinement compte de l'ambiguïté du sacré, que les ethnologues de 1900 ne parvenaient pas à expliquer. Thèse radicale que je résumerai ainsi (11) :

1<sup>o</sup>) D'accord sur ce point avec les ethnologues, Girard estime que ce n'est pas la religion qui produit le sacré, mais le sacré qui engendre la religion, et, comme ceux, il situe le sacré au cœur de la cité.

2<sup>o</sup>) Cependant il remonte en deçà du *mana*, donnant du sacré une explication causale et non auto-référentielle. C'est la violence qui est à l'origine du sacré, car elle entraîne les hommes dans une série indéfinie de vengeances ; pour arrêter cet engrenage, il faut que les citoyens s'unissent dans la dénonciation et l'expulsion d'une victime. "La société cherche à détourner vers une victime relativement indifférente, une victime "sacrifiable", une violence qui risque de frapper ses propres membres, ceux qu'elle entend à tout prix protéger". (*La Violence et le sacré*). Cette victime substituée permet la réconciliation de la cité, qui est ainsi délivrée du mal.

L'opération initiale est donc le sacrifice d'un "bouc émissaire".

3<sup>o</sup>) Ce mécanisme explique l'ambivalence de la victime : maudite puisqu'elle incarne le mal, elle est émouvante, puisqu'elle est choisie parmi d'autres, à des signes particuliers, et elle s'avère bienfaitrice puisque son élimination délivre la cité de l'enchaînement de la violence.

4<sup>o</sup>) Les rites commémorent cet acte fondateur : "Le rite est la répétition d'un premier lynchage spontané qui a ramené l'ordre dans la communauté parce qu'il a refait contre la victime émissaire, et autour d'elle, l'unanimité perdue dans la violence réciproque" (R. Girard, *ibid.*).

5<sup>o</sup>) Le sacrifice originel est donc un fait réel, et non une supposition, un symbole, une légende. Girard met à l'origine du sacré une réalité qui se trouvera plus tard occultée par le travail de la mythologie puis de l'histoire. Voilà définitivement renversé l'ordre classique selon lequel la société engendre la religion, laquelle engendre des rites, dont le sacrifice. Pour Girard, le sacré a pour origine la nature violente de l'espèce humaine qui, pour faire société, invente la réponse du sacrifice, lequel sera réitéré par les rites religieux.

6<sup>o</sup>) Cependant l'avènement du Christ a définitivement compromis ce mécanisme, puisque la Victime est avérée innocente. Le Fils de Dieu est né et a vécu hors de la violence, et s'il y a finalement succombé, c'est pour inaugurer une ère nouvelle où il devient impossible de sacrifier. Dans la Passion, le sacrifice, pour ainsi dire, se trouve sacrifié et par là il devient impossible de prolonger le sacré rituel. Si l'on offre encore de fausses victimes à de faux dieux, on ne peut plus le faire innocemment, et le "tous contre un" ne se reproduit qu'au prix de persécutions réelles.

7<sup>o</sup>) Or les chrétiens ont admis difficilement que la nature véritable du sacrifice soit ainsi dévoilée. L'Église s'est efforcée de conserver une interprétation sacrificielle de la Passion, peut-être par paresse d'esprit, peut-être simplement parce qu'il fallait des siècles pour révéler "ces choses cachées depuis le commencement du monde".

8<sup>o</sup>) Le sacrifice a donc perdu progressivement son pouvoir, ce qui rend de plus en plus difficile l'élimination de la violence. Incapables de sacrifier, et donc voués à des meurtres collectifs, - incapables de repousser la violence par la pratique de l'amour évangélique, nous sommes pris dans un *double bind* dont nous ne pouvons sortir que par la renaissance plénière de la Révélation et de l'impossibilité définitive de sacrifier. Les victimes se multiplient, mais si nous sommes encore capables de les haïr, nous ne sommes plus capables de les respecter. La justice a perdu son caractère sacré et ses verdicts se transforment en vengeances... Le cycle est réamorçé, et il n'y a plus moyen de l'arrêter. Si le Sacré ne peut plus endiguer la montée de la Violence, nous n'avons plus le choix qu'entre nous convertir ou être emportés par la catastrophe.

Ainsi R. Girard pousse-t-il à son terme l'explication

scientifique, réductrice, du sacré. Il se situe dans la ligne du rationalisme désacralisateur qui n'hésite pas à voir dans la religion une "chose sociale", comme disait Durkheim, un produit que la société fabrique pour ses propres besoins. Mais, d'un autre côté, en humanisant radicalement le sacré, il nous renvoie à la transcendance chrétienne, prenant à contre pied des ethnologues qui avaient cru, en expliquant les rites et les mythes, inclure le christianisme dans un discrédit sans appel.

#### IV

L'aspect le plus étonnant pour moi de la thèse girardienne est cette convergence qu'elle établit entre l'effort désacralisateur de la modernité et le christianisme que celle-ci combattait. Selon Girard, rationalisme et christianisme concourent à la désintégration du sacré, mais sans avoir conscience de cette opération commune. C'est en poussant à bout l'interprétation réductrice de la religion qu'on arrive au fait historique de la violence fondatrice, et c'est en poussant à bout le christianisme qu'on arrive au dévoilement de la mystification sacrificielle. Théorie lumineuse parce qu'elle rend compte de l'origine du sacré, de son ambivalence et des conséquences de son affaiblissement. Théorie réconfortante pour des croyants parce qu'elle annule l'antagonisme entre foi et science, et tire le christianisme du mépris où le tenaient les théories des sciences sociales pour l'installer au centre d'une interprétation rationnelle de l'histoire.

Je ne puis discuter ici la validité scientifique de cette théorie, mais elle soulève deux questions que je souhaite aborder en terminant, car elles me semblent au cœur de la problématique actuelle du sacré.

— Le christianisme est-il aussi anti-sacrificiel que le prétend René Girard ?

— En admettant qu'il le soit, peut-on concevoir qu'une société fonctionne en dehors de tout sacré ?

A la première question, des théologiens (s'il en reste) sont plus compétents que moi pour répondre (12). Mais la seconde question nous concerne directement, croyants et incroyants, et c'est peut-être la plus grave que nous devons affronter ensemble. En effet, à mesure que progresse la modernité, c'est-à-dire la prise de conscience par chacun d'un destin irremplaçable, le sentiment de participer à une totalité s'affaiblit ; les liens sont coupés entre l'individu et son environnement, ainsi qu'entre les citoyens. Nos sociétés perdent leur cohésion d'autant qu'elles ne se sentent plus menacées, comme autrefois, par les barbares et les ennemis héréditaires. Dans ce domaine extérieur, le sacré entraînait aussi séparation et ambivalence : l'ennemi appartenait à un groupe exécré tandis que les citoyens manifestaient leur piété à l'égard du génie de la Cité. Les progrès de la communication et de l'interdépendance se traduisent par la perte de ces repères sacralisés, qui jalonnaient un territoire, une cité, une culture. La notion de sacré apparaît identique dans toutes les cultures indo-européennes : noyau de sentiments contrastés (de la vénération à la terreur, de l'enthousiasme oblatif à l'in-

terdiction) que structure la bipolarisation du bénéfique et du maléfique. Même si les vocables qui l'expriment relèvent d'étymologies différentes, comme si chaque sacré voulait ainsi préserver sa spécificité contre la menace de l'assimilation, celle-ci s'opère avec une faculté surprenante lorsque les conditions politiques et culturelles s'y prêtent. Ainsi l'Empire romain devint-il une constellation de divinités. Ce sont les sacrés modernes qui se révèlent incompatibles parce que leurs idoles recèlent des contenus idéologiques entre lesquels aucune conciliation n'est possible.

Le mélange ethnique et culturel qui caractérise notre époque s'opère dans des conditions plus difficiles que celles du Bas-Empire. L'affaiblissement des croyances aux divinités tutélaires et aux héros éponymes fait porter sur les individus tout le poids de l'identité collective. On n'imagine pas que, comme au temps de Constantin et de Clovis, un peuple se rallie à la religion dominante parce que son prince ou son Empereur a constaté la supériorité du dieu étranger sur le dieu indigène. D'où la montée du racisme que favorise le vertige du vide social. L'individu privé du sacré commun est contraint de sacréaliser ou lui-même ou son groupe ; c'est bien pourquoi la sacréalisation moderne emprunte à l'idéologie plutôt qu'à la poésie, phénomène dont le nazisme nous a donné l'exemple éminent. Ce sacré moderne, artificiel, global, terroriste, progresse sur un terrain évacué par l'ancien (13). Le respect des faibles et des hôtes s'efface, ainsi que les distinctions structurantes homme-femme, guerrier-civil, prêtre-laïc. En cas de guerre nucléaire, la population entière est promise à l'holocauste, et le terrorisme ne distingue pas davantage entre combattant et non combattants. L'holocauste est le contraire du sacrifice : il concerne l'ensemble (*holos*) d'un groupe ethnique ou d'une population, alors que le sacrifice consiste dans le choix d'une victime émissaire.

Nous avons de la peine à penser les rapports entre mort de masse et civilisation de masse. A chaque âge de l'histoire, la guerre a pris des formes qui correspondaient à un certain niveau technique et culturel. Il est normal qu'une civilisation dominée par la production et la consommation massive se défende par des armes de destruction massive. Cependant, il est de plus en plus difficile d'envisager qu'une guerre entre nations puisse aboutir à la destruction de la quasi totalité des ressources humaines. L'holocauste, bien qu'il n'ait rien à voir avec le sacrifice, éveille cependant une horreur sacrée, aussi bien celui des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, que celui que pourrait produire l'emploi d'armes nucléaires. A un moindre degré, les catastrophes déclenchées par la technique (désertification, pollution, empoisonnement par gaz toxiques, épidémies nouvelles), associés quelquefois à la violence inexplicable de la nature, posent le même problème, ainsi que les manipulations génétiques, qui nous mettent au seuil de la "procréation artificielle". Le respect attaché à la vie humaine, qui débordait aux deux extrêmes : vers le cadavre et vers l'embryon, a reculé devant le progrès technique et les considérations d'utilité ou de plaisir

individuel. Lorsque les normes traditionnelles doivent être justifiées et apparaissent injustifiables, il n'existe plus beaucoup d'obstacles à opposer à la violence qui menace également l'humanité, l'individu et la nature. La profanation n'épargne ni la nature ni la vie humaine. Dans ces conditions, est-il possible de reconstruire un enclos sacré, dans lequel se regrouperaient un minimum de normes et de valeurs ? Est-il possible encore d'édicter des interdits qui frappent non seulement telle conduite ; mais tel objet, tel outil déclarés abominable ?

Ces questions sont trop nouvelles et trop graves pour qu'on puisse les traiter à fond. Elles n'ont donné lieu, jusqu'à présent qu'à des réactions réflexes. Qu'est-ce donc que l'écologie sinon le rappel de l'insertion de l'homme dans un ensemble avec lequel il entretenait des relations à la fois vitales et symboliques ? Il est cependant paradoxal que des foules se mobilisent pour défendre quelques arbres alors que les massacres et les famines se multiplient sans provoquer d'indignation profonde. Sans doute la nature du sacré explique-t-elle cette contradiction : le paysage de notre enfance prend une valeur à nos yeux, mais non pas les paysages étrangers, offerts à la consommation par le tourisme. Ma parenté s'impose à moi, comme objet de respect et d'amour, sans aucune justification (et précisément, c'est la paternité et la maternité que visera probablement l'ultime assaut de la désacralisation), mais l'humanité est une totalité indistincte qui exige, pour être respectée, un acte de foi. Il n'y a pas de sacré abstrait : ni la vie, ni l'espèce humaine, ni la nature. Le sacré, dans la vénération comme dans l'exécration, désigne des objets précis, et, par là, il en exclut d'autres. Nous rencontrons ici l'aporie à laquelle se heurte toute pensée politique qui se donne pour but non point une nation ou un groupe défini mais la totalité humaine. Or le progrès technique, la menace nucléaire et l'élargissement de la communication et de la conscience dessinent à notre horizon des buts œcuméniques. L'affaiblissement du sacré dans les sociétés avancées a pour sanction l'affaiblissement du lien social : un vide se creuse qui se manifeste par l'anomie, la délinquance, la drogue, la dénatalité. En contre-partie, ces sociétés, privées de totems et de tabous, sont disponibles pour une conscience planétaire.

La thèse girardienne répond à la menace de la destruction totale en nous plaçant devant l'alternative : ou bien la violence envahira l'espace social, ou bien vous vous convertirez à l'amour évangélique... Mais sa radicalité se heurte à des obstacles majeurs. D'abord, même pour des chrétiens, il est difficile d'imaginer que les non-chrétiens et les athées puissent rapidement adhérer à cette alternative. D'autre part, cette perspective apocalyptique nous prive de toute médiation institutionnelle, de tout moyen politique d'agir pour résorber la violence et créer des institutions raisonnables. Rendre transparent le mécanisme social, arracher les sociétés aux convulsions de la crise sacrificielle, c'est une utopie chrétienne, même si elle se fonde sur une analyse scientifique. Le socialisme à ses débuts en présentait la version séculaire, qui a abouti à une violence supplémentaire et au totalitarisme. Il me

semble hélas impossible d'instituer une Internationale évangélique.

Nous voilà parvenu à ce point crucial de la modernité où il apparaît que le christianisme et l'athéisme ont également travaillé à la destruction du sacré. Sans doute, le christianisme est-il "la religion de la sortie de la religion" (14). Le désenchantement (*Ent-Zauberung*) est presque achevé et l'homme se retrouve face à lui-même dans l'ambivalence du sacré : contraint à la fois de s'adorer et de se maudire. La montée du narcissisme trouve ici sa raison profonde. Mais aussi cet ennui et ce sentiment de décadence qui sont difficiles à comprendre dans des sociétés qui détiennent une puissance de production et de destruction sans précédent.

Peut-on concevoir, peut-on instituer un sacré de remplacement ? Cette question semble ridicule à ceux qui, avec R. Girard, estiment que la Révélation chrétienne a définitivement compromis le pouvoir de sacrifier et par conséquent de ranimer le sacré. Pourtant, nous assistons au sein du catholicisme à un retour du sacré dont, il est vrai, nous ignorons encore s'il se réduira à une sorte de reflux intégriste ou s'il annonce la venue d'un christianisme enfin délivré de sa querelle avec la modernité. Celle-ci, en effet, semble à bout de course et elle demande au christianisme une garantie pour le respect et la survie de ces valeurs fondamentales sans lesquelles les démocraties contemporaines craignent de ne pouvoir survivre. Qu'est-ce qui prouve qu'un homme en vaut un autre ? Au nom de quoi respecter l'enfant, le malade, le vieillard ? Quelle dignité garde la mort ? Pourquoi le corps humain ne peut-il être considéré seulement comme une machine intégrée dans le circuit de la consommation ? On pourrait continuer la liste de ces questions que nos sociétés sont acculées à se poser et auxquelles elles n'ont pas de réponse. Ou bien l'on reconnaîtra que la démocratie n'a pas d'auto-fondement, d'autre garantie qu'elle-même et l'on entrera dans une ère d'"auto-institution" (C. Castoriadis) qui exige des vertus et une imagination dont je n'aperçois pas les prémisses, ou bien l'on admettra que ce sacré a une origine extrinsèque et qu'il relève de la religion. Mais les deux hypothèses ne s'excluent pas et l'on peut même imaginer qu'un jour elles se concilieront. Il est remarquable que l'Eglise, après avoir dévalorisé l'homme en regard de son Créateur, se trouve poussée à le réévaluer jusque dans sa nature organique, parce qu'elle détient cette transcendance que la modernité a détruite et qui confère au corps humain sa dignité de créature. Ceci apparaît dans le débat suscité par le droit à l'avortement et deviendra plus évident encore lorsque les manipulations génétiques contraindront nos sociétés à des choix à la fois éthiques et politiques. Alors la condition de créature n'apparaîtra plus comme subordonnée et dévalorisante mais comme éminente et protectrice dans un monde où la production et la consommation s'étendent à la vie elle-même.

Le sacré démocratique est le produit d'un christianisme qui s'est divisé pour n'avoir pas su garder l'intégrité

du message. Il est aujourd'hui attaqué du dehors par le réveil des nationalismes et rongé du dedans par le progrès de l'individualisme. La démocratie est contrainte d'adosser ses principes à un sacré dont elle se refuse encore à reconnaître la nature. C'est ce sacré, d'origine chrétienne, qui maintient la cohérence de nos cités ; c'est lui qui fonde le discours œcuménique des Droits de l'homme ; c'est lui qui protège tant bien que mal les corps et les âmes, à la fois contre la servitude totalitaire et contre l'avidité par l'argent et par l'*ubris* (15) technique. Ce n'est qu'un sacré de transition, de médiation. Mais il a résisté au déclin des religions, et le déclin actuel des idéologies laisse émerger son assise fruste et immuable, aussi vieille que l'espèce humaine et toujours nécessaire à son effort de se tenir debout.

Jean-Marie DOMENACH

(1) cf. la théorie des "catastrophes" de R. Thom : *Paraboli... (Il Saggiatore)* ; *Paraboles et catastrophes* (Flammarion).

(2) Une exception : le Japon. La référence au sacré y coexiste avec la société industrielle, qu'elle semble même stimuler. Ceci devrait être étudié soigneusement.

(3) Une anecdote : il y a une vingtaine d'années, comme je garais ma moto sur un trottoir qui longe le Palais de l'Élysée, un policier me dit : "Ne faites pas ça. Ce trottoir est sacré". Je lui demandais si le trottoir d'en face l'était aussi. Il me répondit que non. Il avait d'instinct le sens du sacré par contiguïté. Il est vrai qu'à l'époque ce Palais était habité par Ch. de Gaulle, qui incarnait pour la plupart des Français, la mythologie nationale.

(4) Il est remarquable que plus on touche au corporel, au physiologique et plus le sacré se trouve concerné. Le rapport entre le sacré et la génération est le plus enraciné qui soit. Certainement, la dénatalité dans les sociétés avancées témoigne de l'épuisement du sacré comme source de vie. Là est l'explication profonde de ce que ni les démographes ni les sociologues ne parviennent à expliquer.

(5) R. Caillois : *L'Homme et le sacré* (Paris, PUF, 1939).

(6) On trouvera un résumé de cette approche ethnologique dans : J. Riess : *Les Chemins du sacré dans l'histoire*, (Aubier, 1985).

(7) R. H. Codrington : *The Melanesians* (1891).

(8) E. Dürkheim : *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* (1912).

(9) M. Mauss : *Sociologie et anthropologie*.

(10) Deux livres importants ont paru en France en 1984 avec deux titres analogues : Y. Barel : *La Société du vide* (Seuil) ; G. Lipovetsky : *L'Ère du vide* (Gallimard).

(11) cf. R. Girard : *La Violence et le sacré* (Grasset) ; *Le Bouc émissaire* (Grasset). On trouvera un résumé de la thèse de R. Girard dans J. M. Domenach : *Enquête sur les idées contemporaines* (Seuil). Traduction italienne : *Indagine sulle idee contemporanee*, (Rusconi, 1982).

(12) J'ai cependant esquissé une réponse critique dans l'ouvrage collectif : *Violence et vérité* (Grasset 1985) où l'on trouvera commentée et discutée la pensée de R. Girard

(13) Il est remarquable que des sentiments liés au sacré sont tombés en désuétude, ou ne sont plus employés que négativement. Ainsi *Ruck-los*, *Reck-less* (anglais) alors que *Ruch* et *Reck* se sont affaiblis ou ont disparu. De même en français, *vergogne* (*verecundia*) n'est pratiquement plus employé que dans la locution négative : *sans vergogne* qui correspond à *ruch-los*.

(14) M. Gauchet : *Le Désenchantement du monde*, (Gallimard, 1985).

(15) *ubris* : démesure humaine qui défie les dieux.

# LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

## UNIVERSITE ET VERITE

**D**ans le délire politique, sociologique, psychologique qui entoure le conflit actuel à propos de l'université, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler quelques faits et de dissiper quelques illusions.

D'abord les faits : l'explosion des effectifs, trente mille étudiants au début de ce siècle ; quatre-vingt mille avant la dernière guerre ; un million aujourd'hui.

Pour faire face à cet afflux d'étudiants, il a fallu grossir les moyens. Depuis quinze ans, l'argent dépensé dans les universités représente une proportion constante de la production nationale : environ 5 F pour 1 000 F de production. Mais à l'intérieur de cette dépense globale, on a vu s'accroître très rapidement les dépenses de personnel, tandis que les crédits d'équipement et d'entretien diminuaient. L'augmentation des dépenses de personnel a résulté, elle-même, moins de l'augmentation du nombre des enseignants (45 000 il y a dix ans, 49 000 aujourd'hui) que du vieillissement de ceux-ci. Vieillesse qui a entraîné non seulement un alourdissement des charges, mais aussi un blocage des débouchés pour les jeunes enseignants. En résumé, on a trop recruté d'un seul coup à la fin des années soixante.

Conséquences : on a rogné sur toutes les autres dépenses, provoquant ainsi une véritable paupérisation de l'enseignement supérieur. Impossible de réunir la documentation nécessaire à un travail sérieux, délabrement des locaux, paiement misérable des vacances... Ne soyons pas surpris si les universités françaises perdent du prestige à l'étranger : nos meilleures têtes n'ont pas les moyens de travailler, de publier, de lancer de nouvelles recherches, toutes choses aussi importantes que l'encadrement d'étudiants toujours plus nombreux, accueillis sans discernement et souvent congédiés sans diplôme.

Faut-il avoir peur, après cela, de parler de sélection ? Immense hypocrisie : la sélection existe depuis longtemps, mais elle est faite dans l'ombre mécaniquement, par le système plus que par une volonté. Sélection sociale : on a plus de chance d'accéder à l'université si l'on est fils - ou fille - de cadre que si l'on est fils d'ouvrier. Sélection géographique : un diplôme obtenu dans une modeste université de province n'aura jamais la valeur pour une entreprise de celui acquis dans une université prestigieuse. Sélection par les filières de l'enseignement secondaire, la filière scientifique, ouvrant seule les portes des grandes écoles, fussent-elles commerciales.

Au lieu de nier la sélection, regardons en face celle qui existe et changeons-la si c'est utile et si on le peut. Assez de faux débats sur de fausses réalités.

4/12/1986

## L'ECONOMIE APRES LES GREVES

En quoi la crise sociale que nous traversons peut-elle affecter les perspectives de l'économie française en cette année 1987 ? C'est un peu tôt pour le dire avec certitude car rien n'est encore définitivement réglé. Toutefois on peut faire le catalogue de ce qu'il était possible d'espérer et mesurer les risques.

Premier espoir, la confirmation des succès remportés contre l'inflation depuis trois ans. Certes le pétrole ne baisse plus et le dollar ne devrait pas tomber beaucoup plus bas. Il n'était donc pas sûr que les prix conserveraient leur rythme très modéré de 1986 (moins de 2,5 %). Mais on pouvait espérer se maintenir autour de 3 %. Si la crise sociale fait grimper les salaires et baisser le franc, on risque d'anticiper une reprise de l'inflation. Nous serions repartis vers 4 ou 5 % de hausse des prix ce qui ne tarderait pas à rogner le pouvoir d'achat imprudemment distribué. C'est le principal danger.

Deuxième espoir de l'économie française en 1987, la reprise des investissements, y compris dans la construction de logements. L'amélioration des résultats financiers des entreprises, la baisse des taux d'intérêt et la nouvelle loi sur le logement étaient les fondements de cet espoir. Celui-ci peut être contrarié par un climat d'incertitude sociale et politique.

Troisième espoir, le rétablissement de nos échanges avec l'étranger qui ont été la grande déception de 1986. Cet espoir serait ruiné par une nouvelle dévaluation du franc qui pourrait résulter d'une poussée des prix et de la perte de confiance.

Enfin, quatrième espoir, une Bourse toujours prospère qui aurait pu absorber un nouveau lot de privatisations. Si la confiance se perd ce sera plus difficile.

Comme on voit les enjeux sont de taille. Je ne sais si le gouvernement s'est mal expliqué ou si les Français n'ont pas compris - peut-être les deux - mais tout se passe comme si nous nous bouchions les yeux pour ne pas voir et les oreilles pour ne pas entendre. Prenons garde, nous nous sommes pas seuls au monde.

5/01/1987

## EMBARRAS SYNDICAL

Il n'y a pas que les usagers et le gouvernement, que les grèves actuelles mettent dans l'embarras. Les syndicats eux-mêmes n'y sont pas à l'aise. Pour plusieurs raisons.

D'abord, ils n'en ont pas eu l'initiative. Le mouvement est parti d'en bas. Dans des secteurs comme les chemins de fer où le syndicalisme est fortement implanté, c'est rare. On a vu naître des comités de coordination extra syndicaux. Or ce sont les syndicats qui négocient avec la direction. Ils ont dû le faire sous surveillance de comités dont la représentativité était elle-même incertaine. Cela ne crée pas un climat favorable à la recherche de compromis.

Deuxième raison de l'embarras des syndicats, ils se disputent entre eux alors que leurs troupes souhaiteraient des actions unitaires. On a entendu la CGT accuser publiquement les autres centrales de pousser à la reprise du travail. Au sein de chaque confédération il y a, souvent, plus que des nuances entre le sommet de l'organisation, les diverses fédérations et les syndicats locaux.

Enfin la politisation du conflit est très inégalement appréciée. La CGT y pousse en essayant d'engager toutes les entreprises publiques dans la même bataille. Cela oblige à centrer la revendication essentiellement sur les salaires, c'est-à-dire sur le point où le gouvernement s'est lui-même mis le dos au mur. Là encore, compromis difficile. En outre, dans l'opinion cette politisation peut paradoxalement renforcer le gouvernement qui pourra dire : tout cela est politique et ne concerne pas vraiment les préoccupations des gens.

Ajoutons que la paralysie des services publics - si elle se produisait - ne tarderait pas à bloquer la vie des autres entreprises, c'est-à-dire à provoquer du chômage technique. Ce qui ne serait pas apprécié par les autres salariés.

Comme quoi une grève qu'on ne voit pas venir devient une grève qu'on ne sait pas comment finir.

6/01/1987

## HOLD UP ?

L'Etat est-il complice d'une sorte de hold-up légal en offrant les actions de la Compagnie financière de Paribas au-dessous de leur valeur réelle, à partir de cette semaine sur le marché ?

C'est la critique que les socialistes adressent au gouvernement au moment de cette privatisation particulièrement symbolique. Dans la grande vague des nationalisations de 1981-82, François Mitterrand visait principalement les banques et, parmi elles, les compagnies financières, Suez et Paribas. Symboles du pouvoir de l'argent.

Cinq ans plus tard, bien malin qui pourrait démontrer que ces nationalisations ont radicalement changé les

mœurs de la vie financière. En vérité, pour un pays comme la France, engagé dans la vie des affaires internationales, il est absurde de s'interdire la souplesse des grandes banques privées, c'est-à-dire ayant le même statut que leurs concurrentes étrangères et que leurs entreprises clientes.

Paribas va donc retrouver un statut qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Incarne-t-elle le pouvoir de l'argent ? Bien sûr. Pouvoir qu'elle partage avec d'autres. Une économie de marché est un composé de pouvoirs : celui de l'Etat, celui des banques, celui des entreprises, celui des usagers, celui des syndicats etc. La liberté, ce n'est pas l'absence de pouvoirs, c'est leur diversité.

Paribas est-elle bradée ? De fait, les actions sont proposées à un prix que l'on peut estimer inférieur d'environ 10 % à leur valeur actuelle. Cela se justifie de deux manières. D'abord, pour attirer les petits épargnants (ils ont la priorité), il faut un rabais. Ensuite, la valeur actuelle ne préjuge pas de la valeur future. On peut espérer que les patrons de Paribas feront de bonnes affaires ; cela n'a pas toujours été le cas. Il y a un risque, sinon ce ne serait pas une entreprise. Dans ces conditions, il n'y a rien de scandaleux à ce que le contribuable, par l'intermédiaire de l'Etat, consente une prime à l'épargnant. D'autant que c'est souvent la même personne.

19/01/1987

## MALADE DU DOLLAR

Le dollar nous tombe sur la tête. Rien ne semble pouvoir arrêter sa chute. Il est tout près de 6 F à Paris : on l'a vu au-dessous de 150 yens à Tokyo et tout près de 1,80 marks à Francfort.

En deux ans, il a donc perdu 40 % de sa valeur par rapport au franc. L'accord de stabilisation avec le yen, conclu fin octobre entre Washington et Tokyo, ne résiste pas à l'ouragan, malgré les achats massifs de dollars par les Japonais.

Pourquoi cette chute depuis quelques semaines alors que les autorités monétaires des grands pays - qui avaient décidé en septembre 1985 de faire baisser le dollar alors trop élevé - étaient parvenues, jusqu'alors, à contrôler la descente de la monnaie américaine ?

La principale explication réside dans le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis qui prend l'ampleur d'un gouffre. Dans les derniers mois, les Américains n'ont couvert que la moitié de leurs achats à l'étranger par leurs ventes à l'extérieur. Peu de pays (jamais la France) ont connu un tel déséquilibre.

Normalement, la baisse du dollar devrait freiner les achats à l'étranger et favoriser les ventes américaines au dehors. Ce n'est pas le cas parce que, si le dollar baisse par rapport aux grandes monnaies, il ne baisse pas par rapport à celles des jeunes nations industrialisées d'Asie (Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan, Singapour...) et

d'Amérique latine. Or ces nations vendent beaucoup aux Etats-Unis.

En outre, il y a toujours un délai entre le moment où une monnaie baisse et celui où les comptes extérieurs se redressent.

Cette baisse du dollar n'a pas que des effets négatifs : elle freîne les coûts des produits que nous payons en dollars (le pétrole, par exemple, lequel serait sinon à la hausse à cause du froid). Mais elle perturbe la vie financière internationale. Quand la monnaie du monde fait des bêtises, le monde risque d'en faire aussi.

20/01/1987

## FRAGILE EQUILIBRE

Personne ne pavoise et pourtant la France a équilibré son commerce extérieur en 1986. On n'avait pas vu cela depuis longtemps. En décembre nos échanges ont été excédentaires, ce qui a permis de terminer l'année, un milliard au-dessus de zéro.

Tout le monde sait que le résultat malgré les apparences est médiocre. En effet, grâce à la baisse sur le pétrole et sur le dollar, nous avons économisé 80 milliards de francs sur notre facture pétrolière. Autrement dit, dans les mêmes conditions qu'en 1985, nous aurions eu l'an passé un déficit de 80 milliards de francs, le plus élevé des dix dernières années, 1982 exceptée.

Pour parler simple, nous avons vidé la manne pétrolière, sans en tirer profit pour redresser notre situation dans la compétition internationale. Alors que les Japonais et les Allemands en profitaient pour grossir encore leurs excédents.

Cette dégradation se lit sur le solde de nos échanges de produits industriels. Lequel est tombé de 80 milliards d'excédents en 1985 à une trentaine de milliards l'an passé. Si l'on déduisait les ventes d'armes le solde serait même nul.

Que s'est-il passé ? Deux choses. D'abord les Français ont nettement plus consommé en 1986 qu'en 1985 grâce à une progression du pouvoir d'achat. Or dès que nous achetons davantage nous le faisons pour une bonne partie à l'étranger. Regardez vos vêtements, votre magnéscope, votre lecteur de disques-compacts. Deuxième raison, nous avons perdu des marchés à l'extérieur, non seulement dans les pays pétroliers qui ont eu moins d'argent mais aussi dans les pays européens.

Le diagnostic est clair : les entreprises françaises n'ont pas comblé leur retard sur les firmes étrangères. Rattraper ce retard est notre priorité absolue, notamment pour recommencer à créer des emplois.

21/01/1987

## L'ALLEMAGNE SANS MIRACLE

On vote dimanche en Allemagne. On donne la majo-

rité sortante (coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux) gagnante à coup sûr.

L'amélioration de la situation économique Outre-Rhin pèse évidemment d'un grand poids dans la balance électorale. A l'échelle internationale, l'économie allemande est aujourd'hui la plus saine et la plus prospère, avec l'économie japonaise.

Le chancelier Kohl peut présenter un bilan très positif. Sous son règne, la production aura progressé, bientôt, cinq années de suite. Certes, à un rythme modéré. Mais tout de même plus rapide que le nôtre. Les déficits publics ont été nettement résorbés ce qui a permis, d'abord, de libérer l'épargne pour qu'elle s'investisse dans le secteur productif et, aujourd'hui, de réduire les impôts. Les Allemands, eux, n'ont pas mis la charrue avant les bœufs : ils ont d'abord réduit les déficits, puis diminué les impôts. Nous prétendons, nous, faire les deux à la fois ; c'est plus difficile.

Cet assainissement des finances publiques a favorisé la reconstitution des bénéfices des entreprises ; grâce à quoi celles-ci ont pu financer leur modernisation. Depuis cinq ans, les investissements augmentent plus vite en Allemagne qu'en France. Rien d'étonnant donc si la compétitivité est plus grande que celle des firmes françaises. Conséquences : les ventes allemandes en France sont beaucoup plus importantes que les ventes françaises en Allemagne ; notre déficit industriel avec notre voisin est passé ainsi de 40 à 50 milliards de F.

Grâce à cette efficacité de leurs entreprises, les Allemands ont recommencé à créer des emplois depuis 1983, alors que nous continuons d'en détruire chez nous. Le chômage frappe 8 travailleurs sur 100 là-bas, 11 sur 100 ici.

La leçon de tout cela, est qu'il n'y a pas de miracle, seulement un enchaînement d'actions dans le bon ordre. Ce que les Allemands ont fait, nous sommes parfaitement capables de le faire à condition d'être déterminés et patients. Pas besoin de chefs politiques charismatiques, ni de doctrine géniale. Du travail et de la persévérance.

23/01/1987

## LE FOND ET LA FORME

Dans cette affaire de loi sur la flexibilité du temps de travail, distinguons bien le fond et la forme. La bataille autour de l'ordonnance que François Mitterrand avait refusé de signer en décembre, de l'amendement par lequel le gouvernement avait fait passer son projet in extremis au Parlement et de l'annulation de cette procédure par le Conseil constitutionnel, concerne la forme.

Si le gouvernement avait procédé dès le début par la méthode ordinaire du projet de loi celui-ci serait voté depuis longtemps. C'était une erreur de donner au chef de l'Etat puis au Conseil constitutionnel, des occasions de mettre des bâtons dans les roues, non sans raisons juridiques d'ailleurs.

En revanche, sur le fond, le dossier du gouvernement est beaucoup plus solide. Il s'agit de donner plus de souplesse aux entreprises pour organiser le travail en fonction du volume des commandes. Quand celles-ci affluent, on allonge les horaires ; quand elles diminuent, on les réduit. En compensant ceci par cela. C'est-à-dire en atténuant le coût des heures supplémentaires payées théoriquement 25 % plus cher au-delà de la 39<sup>e</sup> heure. S'il y a du travail pour 35 heures par semaine pendant la moitié de l'année et pour 43 heures pendant l'autre moitié, c'est comme si on travaillait tout le temps pendant 39 heures. Mais cela coûte plus cher puisque toute heure au-delà de la 39<sup>e</sup> doit être payée plus cher. Ce qui renchérit le prix du produit et affaiblit la position de l'entreprise française dans la concurrence.

Voilà ce que le projet gouvernemental permet de corriger. Souvent dans les entreprises on se met d'accord sur une cote mal taillée ; c'est-à-dire que l'on donne un petit plus mais pas autant que la loi actuelle le permet. La nouvelle loi légalisera des pratiques déjà en cours. Ne dramatisons donc pas. L'évolution vers plus de souplesse, commencée déjà sous le gouvernement de la gauche, va se poursuivre. Le droit finira par s'aligner sur le fait. Trois mois plus tôt, trois mois plus tard, il n'y a pas de quoi perdre son sang froid.

26/01/1987

## L'EUROPE DU CHOMAGE

Alors que le chômage est à peu près stable dans la Communauté européenne depuis un an, il continue d'augmenter en France. Tel est le principal enseignement des chiffres qui viennent d'être publiés.

En douze mois le nombre des chômeurs a augmenté de plus de 5 % chez nous, dont un pour cent en décembre, soit 25.000 chômeurs de plus en un mois.

Pourtant l'année 86 n'a pas été si mauvaise : la production a augmenté deux fois plus vite qu'en 1985 ; les créations d'emplois ont presque équilibré les suppressions ; des mesures ont été prises en faveur de l'emploi des jeunes.

Cela n'a pas suffi. D'après les comparaisons européennes calculées par les services de la Communauté, c'est au Luxembourg (petit pays, il est vrai) que le chômage est le plus faible : 1,5 % de la population. Plus significative est la situation en Allemagne et au Danemark, où le chômage tourne autour de 7,5 % de la population. Notons que cela n'empêche pas les syndicats d'Outre-Rhin de revendiquer la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaires. Si c'était chez nous, on dirait que les syndicats sont irresponsables...

La France, d'après les comparaisons européennes (les chiffres seraient différents si l'on prenait les statistiques nationales) a un chômage proche de celui de la Grande-Bretagne, autour de 11,5 % de la population. Les Pays-Bas et la Belgique ont entre 12 et 13 % de chômeurs.

L'Italie, 14 % mais avec beaucoup de travail noir. L'Irlande, plus de 18 %. L'Espagne, le Portugal et la Grèce sans doute davantage, mais les chiffres ne sont pas sûrs.

En résumé l'Europe vit toujours avec le cancer du chômage, mais le mal s'aggrave chez nous plus qu'ailleurs. Une autre façon, plus optimiste de dire les choses, serait de constater que si cela va un peu mieux chez certains voisins, cela pourra aussi s'améliorer en France.

27/01/1987

## DIALOGUE SOCIAL

A défaut de pouvoir sortir des billets de banque, Jacques Chirac a tenu des propos convaincants sur le dialogue social.

Le Premier Ministre va donc recevoir les syndicats et le Patronat. Ce qu'il aurait fait de toute façon, même s'il n'y avait pas eu les grèves. Seulement son problème n'est pas de recevoir des syndicalistes (il le fait discrètement depuis longtemps). C'est de savoir quoi discuter avec eux.

Il est bloqué sur les salaires du secteur public s'il veut ne pas déborder le déficit budgétaire, ne pas donner le mauvais exemple aux patrons du secteur privé et s'il veut convaincre les marchés financiers que le franc est solide malgré les apparences. De ce côté là, donc, il est lié.

Du côté de l'emploi, autre sujet chaud, il peut rediscuter du projet de flexibilité du temps de travail qui a été successivement recalé par le Président de la République et par le Conseil Constitutionnel. Mais s'il fait des concessions aux syndicats sur ce sujet, il recônnait du même coup qu'il avait eu tort de présenter son projet et il donne un point à François Mitterrand.

D'autres questions concernant l'emploi peuvent être abordées. Pour l'essentiel elles se ramènent à savoir comment poursuivre le traitement social d'un mal dont on n'a toujours pas trouvé le remède économique. Extension des TUC aux adultes, développement des petits boulots, mise en œuvre des nouvelles formes d'apprentissage.

Ce dernier point est peut-être le plus important. Si l'Allemagne a moins de jeunes chômeurs que nous, c'est parce que l'apprentissage en entreprises y est beaucoup plus développé. Voilà un bon chantier de négociations, non seulement pour le gouvernement et les syndicats, mais aussi pour le patronat.

La marge de manœuvre reste étroite entre la tourmente monétaire qui menace le franc, la hausse des prix qui va s'accélérer, le surcroît de dépenses budgétaires après les grèves et la promesse de continuer à alléger les impôts. On ne pourra pas tout faire sans tricher. Et l'on peut se demander si, en fin de compte, le gouvernement ne sera pas contraint de renoncer à certaines promesses fiscales.

30/01/1987

# A LA RECHERCHE DES INTELLECTUELS

## (au fil de plusieurs de leurs livres)

par René PUCHEU

**C**omme le Beaujolais, les trois cents fromages, la Tour Eiffel et les Châteaux de la Loire, les *intellectuels* sont une curiosité française. Certes, il y a eu et il y a des intelligentsia un peu partout dans le monde. Il reste que les intellectuels français semblent, bel et bien, uniques en leur genre.

On l'a dit et constaté de tous temps et de tous pays. De Tocqueville, déjà ! à Otto Abetz, soi-même : "Il y a trois puissances en France : les grandes banques, la Franc-Maçonnerie et la NRF". Et, plus récemment Théodore Zeldin - "l'incontournable" anglais !. Il affirme : "Quiconque veut connaître la France devrait rendre visite à un intellectuel parisien". Car les chefs de l'intelligentsia sont à la France ce que les chefs de l'Eglise anglicane sont à l'Angleterre, et parce que les *intellectuels* ont inventé la France.

Les *intellos*, plus forts que les Capétiens ? Holà ! Cette appréciation montre, en tout cas, que les intellectuels ont su en imposer. Protestations, pétitions, manifestations ont impressionné la planète. Y compris, vraisemblablement ces solennels procès périodiques à l'occasion desquels un intellectuel de haute renommée joue le grand intellophage et, prenant la nation, voire le monde, à témoin articule un réquisitoire majeur contre les *intellectuels* et leurs abaissements. On assista à cela, en 1906 (Péguy étant procureur), en 1927 (Julien Benda), en 1955 (Raymond Aron), en 1977 (Régis Debray). Sans compter Georges Suffert, dans l'entre-deux (1974) et Jean-Paul Aron (l'hiver dernier, à la radio). Comme la défense et l'illustration contre les

outrages prend à chaque fois, des mois voire des années, quelle pub !

Oui mais,... N'est-ce point le passé cela, me demandera-t-on ? La page n'est-elle point tournée ? Depuis 1978, sinon sous l'acidité de Louis Pauwels et du "Fig-Mag", du moins, sous le coup de boudoir de Soljenitsyne, les intellectuels ont disparu. On a titré qu'ils étaient en "grand désarroi" (L'Express, 1981). On a parlé de "Grande Lessive" (Le Point). A un moment donné, il a, même, semblé qu'il n'y avait plus qu'un intellectuel en France : Max Gallo, ministre !

Il ne faut rien exagérer. Si la pétitionniste s'est atténuée, les intellectuels ne sont ni disparus ni muets. A la page 2 du "Monde", ils continuent à "lire" la société et à la réformer, en un court article. Ils font de même dans "Le Nouvel Obs", entre deux annonces pour les messageries roses. Dans les colonnes de "L'Expansion", ils conseillent les Grands Décideurs. Etc... En fait, les intellectuels ont changé de look et de manière. Ils jouent mezzo voce. Michel Crozier avait prévu cette adaptation, dès 1979 (cf. Commentaire, Eté 79, n° 6).

Les intellectuels sont là ! Autant que toujours. Peut-être, "autrement". C'est pourquoi, il a paru utile de présenter quelques livres actuels et quelques ouvrages-clés retraçant les grandes aventures des intellectuels français et permettant d'aller plus profond en eux. Car ces hommes sont souvent, déconcertants, en leurs faits et gestes. L'ouvrier, le patron, le paysan, nous apparaissent "naturels". Face à l'*intellectuel*, on a, toujours, envie de s'écrier : "Comme, c'est bizarre !" Pourquoi, donc ?

Qu'est-ce, donc, qui le fait courir ? Essayons de le découvrir.

## UNE IDENTITE FLOUE

Donc, pleins feux sur les intellectuels ! Et, dès l'abord, voici la preuve que ces humains sont loin d'être simples ! Dans tous les ouvrages qui leur sont consacrés, on commence par débattre et définir *qui* a droit à "l'appellation contrôlée" ou non *d'intellectuel*.

"Tous les hommes sont intellectuels" dit Gramsci et, en ce domaine Gramsci, c'est le Pape ! Soyons honnête ! Aussitôt, Gramsci ajoute : "Mais tous les hommes ne remplissent pas dans la société la *fonction d'intellectuel*". C'est, ici, en vérité, que la difficulté commence. Car, pour certains, tous ceux qui participent à la "fonction intellectuelle" ne sont pas des intellectuels. Exemple : quand, dans sa très savante étude de "L'Homo Academicus" (Ed. Minuit 1984), Pierre Bourdieu écrit : "Les professeurs d'université présentent... plus souvent que les écrivains et les intellectuels...", cela signifie, bel et bien, que les professeurs d'université qu'il est difficile d'exclure de la "fonction intellectuelle" ne sont pas automatiquement, *ès* qualité des "intellectuels". Pas plus que les "écrivains".

Dans cette quête d'identité, le mieux est de suivre, François Bourricaud - in "*Le bricolage idéologique*" (P.U.F.) - qui distingue les *intellectuels par qualification* c'est-à-dire les diplômés - qui sont légion et dont le nombre ne cesse d'augmenter comme l'a remarqué (dès 1942) J. Schumpeter - et les *intellectuels par vocation*, autrement dit : "Ceux qui se reconnaissent ou sont reconnus à cause de leur *goût* ou de leur *passion* pour quelques-uns des problèmes les plus généraux concernant l'organisation de la vie sociale et de la condition humaine" (op. cit). En France, quand on dit "*les intellectuels*" on pense à cette dernière catégorie. Pierre Nora dit, de son côté, et fort joliment : "L'intellectuel, c'est celui dans le discours de qui le public entend directement ou indirectement l'écho des fins dernières" (Le Débat n° 1)

Rassurez-vous ! On ne va pas raffiner ! Couper les intellectuels en quatre ! Malgré tout, deux précisions à ce point. D'abord, il ne faut pas croire que l'on choisit d'être intellectuel. On n'est pas intellectuel, seulement par "vocation", volonté, libre choix. On doit, non moins, être "consacré" par l'opinion de l'intelligentsia : "L'on est intellectuel que sur des critères électifs (P. Nora). Il faut être reconnu intellectuel par les intellectuels. En second lieu, il est indispensable de remarquer que la gent-intellectuelle, c'est un monde ! Complexe. Plus hiérarchisé que n'importe quelle caste de l'Inde. L'intelligentsia, c'est un "ordre" ! La démocratie et l'égalitarisme, c'est "ad extra" ! Pas simples mais pas fous les intellectuels !

La summa divisio, c'est celle faite par Régis Debray. Il y a la Haute Intelligentsia (= HI), longtemps cantonnée sur la "rive gauche" entre Saint Germain des Prés et

Montparnasse. Mais, qui, désormais, déborde en essayant au Monde, au Nouvel Obs, au Matin, au Centre Pompidou, aux Halles avec la FNAC, rue Saint-Martin avec Esprit, à La Villette, enfin. Et puis, il y a la BI (= Basse Intelligentsia), le peuple des enseignants, formateurs, animateurs, militants, répandus sur l'ensemble de l'hexagone et au-delà.

Evidemment ! A l'intérieur de chacun de ces degrés, que de sous-degrés ! Les hiérarchies angéliques de Byzance, étaient moins subtiles. Il y a, à l'intérieur de la HI, notamment, les "grands intellectuels", créateurs et producteurs d'œuvres. Il y a les simples "agents de la circulation", il y a les Normaliens, les non-Normaliens etc, etc ! Pour vous faire une petite idée des "structures élémentaires" de cette tribu lisez, si ce n'est fait, "*Les Intellocrates*" de H. Hamon et P. Rotman. (Ramsay). C'est simplifié, mais c'est indicatif.

Vraiment compliqués, ces gens ! Ajoutez à la difficulté d'identification, à l'hyper-complexité de la hiérarchisation, le flou de la position et du rôle. Depuis Gramsci, la discussion continue - ces temps-ci, elle semble s'atténuer - : les intellectuels sont-ils une superstructure ou des "acteurs" sociétaux à part entière ? forment-ils une classe au-dessus des classes ou sont-ils un appendice de la classe dominante ? forment-ils une ou plusieurs castes ? Si ces questions - non négligeables - vous intéressent, voyez et lisez : J. Leenhardt et Barbara May "*La force des mots*". "*Le rôle des intellectuels*" (Ed. Megeris 1982). Il serait lassant d'en dire davantage.

## UN SIECLE, EN TROIS TEMPS

Pour prendre une vue d'ensemble des débats et des combats des intellectuels, au cours de ces dernières décennies, voici deux ouvrages praticables :

● "*La Rive gauche. Du Front Populaire à la guerre froide*" d'Herbert R. Lottman (1981 Points n° 161). Ce reportage bien conduit, riche en informations sur "les années trente", les "années allemandes", "1944 et après", se lit agréablement.

Deux limites, néanmoins. Les frontières chronologiques ; l'avant et l'après nous intéressent. Les sentiments de l'auteur. Respectables mais c'est un dévot ! Il n'y en a que pour les "intellos", Saint Germain des Prés, NRF ou Seuil brevetés. Aucune distance critique ni aucun approfondissement. Les intellos, vus de Saint-Sulpice ! A telle enseigne que l'hagiographie donne de mauvaises pensées. Et quoi ? Tandis que la BI acclame Aragon contre Drieu, celui-là n'exécute-t-il pas celui-ci par dépit sexuel plus que par passion idéologique ? Oh ! que ce monde souvent, est déconcertant de passions bizarres... et d'autres fois de futilités ! Les "intellos" sont, vraiment, des hommes. Pas des surhommes !

● "*Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*" de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli (Armand Colin 1986). Solide base documentaire pour voyager en "intelligentiasie". En 250 pages, assorties de bibliographies à jour, on traverse presque cent années,

rythmées en dix périodes.

Trois limites. Le ton de l'écriture, type manuel universitaire, rend les intellectuels monotones. Dans la vie, ils sont plus rigolos ! La description l'emporte sur l'analyse. Du coup l'on suit mieux les débats que l'on ne rencontre les hommes. On apprend peu sur le "fonctionnement" de "l'homo intellectualis". D'autant que l'étude escamote synchroniquement et diachroniquement, la typologie des intellectuels. Ainsi, n'est pas assez marquée l'irruption, au moment du mendésisme, d'un nouveau type d'intellectuel : "l'intellectuel-cadre" ou le "cadre-intellectuel". "*L'intellectuel-responsable*", comme le nomme Pierre Bourdieu. Enfin, la périodisation en dix périodes - défendable - occulte les mouvements de moyenne durée. En fait, les intellectuels ont, depuis cent ans, vécu en trois temps : le temps des passions et des disputes (1890-1944), le temps de l'orthodoxie et du conformisme (1945-1978), le temps du désenchantement (depuis 1978).

En plus, on se laissera aller sur ces deux livres, à un mouvement de mauvaise humeur et à manifester un doute.

Evidemment, les intellectuels catholiques sont, soit ignorés soit réduits à la marginalité. Pour être reconnu *intellectuel*, il faut être *laïc*. C'est ça la tolérance des intellos !

Vraisemblablement, toute histoire, structurée autour de la dichotomie Gauche/Droite, suscite une lecture appauvrie des intellectuels. Elle doit laisser échapper quelque chose d'essentiel dans la culture française. Elle est même dangereuse pour le crédit des intellectuels. Inévitablement, elle les transforme en marionnettes.

Il n'est qu'à lire le florilège, rassemblé par *Serge Quadrupani* dans "*Les infortunes de la Vérité. Mensonges ; erreurs et revirements politiques chez les Intellectuels français de 1934 à nos jours*" (*Olivier Urban 1981*) pour être assuré que cet acharnement à appliquer un clivage électoral à l'analyse culturelle est ravageur. La méthodologie de l'histoire des intellectuels est à revoir.

Au surplus, P. Ory et J.P. Sirinelli en sont conscients. Leur conclusion se termine par un petit discours de la méthode pertinent. Ils suggèrent l'étude "d'itinéraires", "l'observation des structures de sociabilité" et l'attention donnée aux "générations" même si "les générations intellectuelles sont des ensembles touffus, aux contours incertains..." D'accord ! Au passage, notons - avec un certain sourire - que le fait "génération" est à la mode, dans les sciences humaines. Comme en 1905. Dans *Jean Barrois* et à la NRF naissante !

A ces trois "entrées" dans le monde des intellectuels, on préconisera d'en ajouter deux : la "généalogie" et la radioscopie des grandes heures, que suggère l'essai de *Jean-Paul Aron* "*Les Modernes*" (*Gallimard 1984*).

## CLEMENCEAU NI ZOLA N'ONT RIEN INVENTÉ

"Généalogie" ? Car l'intellectuel n'est pas né et venu

au monde par la grâce de Clémenceau, le 23 janvier 1894. L'intellectuel 1894-1979 a de grands ancêtres.

Au Moyen-Age ? Pas sûr. "*Les intellectuels au Moyen-Age*" de *Jacques Le Goff* (*Points*) sont, plutôt, des "intellectuels par qualification" puisque ce sont les universitaires - que l'intello "à la Zola et à la Sartre". Pour que Marsile de Padoue et Ockham eussent été de ce type, il eût fallu que le "pouvoir culturel" n'appartint au "pouvoir spirituel". Trop tôt !

"Comment, vers le milieu du 18<sup>e</sup> siècle, les hommes de lettres devinrent les principaux hommes politiques du pays..." Toqueville dresse en ces termes l'acte de naissance des intellectuels. Fait décisif. Véritable révolution culturelle. Etudiant le développement, entre 1750 et 1850, d'une "littérature de doctrine" - genre nouveau - *Paul Benichou*, en deux remarquables livres - "*Le sacre de l'écrivain* (*Ed. J. Corti*) et "*Le temps des prophètes*" (*PUF*) - a mis en lumière l'ampleur du changement. En ce temps-là naît une foi nouvelle. A laquelle, il fallut un "sacerdoce nouveau". Ce fut le "philosophe", "l'homme de Lettres".

"Certes les différences sont évidentes entre les deux types rivaux du Prêtre et du Philosophe... Elles n'empêchent que la promotion des écrivains à la législation des valeurs et au gouvernement de l'opinion ne prenne place dans l'histoire du pouvoir spirituel" (*Le Sacre...* p. 46)

Dans cette optique, on comprend les airs de secte et les accents d'Inquisition des sociétés de pensée, soulignées par *Auguste Cochin* dans *L'esprit du Jacobinisme* (*PUF 1979*).

Cette nouvelle foi élaborera des théologies diverses les unes "libérales", les autres "romantiques" - néo-catholique, scientifiques et surtout humanitaristes -. Son "clergé" adoptera des profils successifs : l'Homme de lettres - porteur de lumières et critique -, le Poète - inspiré - le "Poète-Penseur" chantant "tradition, progrès et régénération" (op. cit. 469) ; Victor Hugo !

Le plus récent avatar : Coluche ! Oui, vraiment, les "Resto du cœur", l'humanitarisme du show-bizz, l'idéologie des Droits de l'Homme, c'est dans cette lignée qu'ils prennent sens. L'intellectuel n'a pas eu de génération spontanée.

## LES TROIS EPREUVES MAJEURES

La "généalogie" permet la mise en perspective et donne des lignes d'intelligibilité. La radioscopie de certains moments chauds, privilégiés peut révéler les secrets de ces hommes complexes.

En ce siècle, en France, trois moments méritent l'attention : "L'Action Française", le Fascisme, le Communisme.

"*Maurras. La destinée et l'œuvre*" (*Ed. Plon 1984*). *Pierre Boutang*, en ce livre, ne se contente pas d'analyser la pensée de Charles Maurras ; il essaye de nous livrer son "cœur". Approche d'un disciple. Livre "filial",

émouvant. Subjectif - "je crois ce Maurras le plus vrai possible, mais il reste le mien" - "Il était près de Kierkegaard et de Pascal" croit-il. Déchiré entre "la logique" et la "pitié". En tout cas, à la lumière de ce Maurras, on comprend pourquoi le jeune Malraux préfaça un livre de Charles Maurras, "Mademoiselle Monck".

Complémentaire, dans "L'Action Française" (Ed. Stock) Eugen Weber a diagnostiqué pourquoi Maurras a, en définitive, toujours renâclé devant la prise, voire l'exercice du pouvoir : "La politique est un art d'improvisation, une entreprise limitée et opportuniste étrangère au rationalisme systématique de Maurras et l'habileté à prendre des décisions séparées peut se révéler plus importante que les grandes lignes dans lesquelles on prend lesdites décisions" (p. 578).

Et d'ajouter : "Incapables d'admettre les implications totalitaires des changements qu'ils recommandaient, se refusant à accepter l'étatisme moderne et les conditions qu'il imposait et, plus spécialement, les réformateurs extrémistes, les hommes d'Action Française campaient sur les plaines dénudées de purisme académique excommuniant l'un après l'autre ceux de leurs partisans qui voulaient appliquer tel aspect de la doctrine au détriment de l'autre ou qui se déclaraient prêts à payer le prix de l'efficacité politique" (p. 578).

Cette attitude culmina en ce soir du 6 février 1934 où de passionnés disciples de Maurras - dont Brasillach, je crois bien - le supplient :

"Maitre, Paris est en fièvre. Il n'y a plus de gouvernement, tout le monde attend quelque chose. Que faisons-nous ?

"Je n'aime pas qu'on perde son sang-froid", répondit Maurras.

Et le "maitre" se mit, sans broncher à écrire son article pour le lendemain. Quant à ces disciples, résolument, ils s'en allèrent vers le fascisme et la collaboration (rapporté par A. Hamilton "L'illusion fasciste").

Au gouvernement de Vichy ou autour de lui, y aurait-il eu des militants AF, s'ils avaient demandé à Charles Maurras un ordre de mission ? Très peu probable, si l'on en croit les diverses études sur Charles Maurras. C'est qu'il n'y a pas loin de l'esthétique à la "politique pure". Mais de l'Idée politique à la politique concrète, quels gouffres ! Max-Weber l'a très bien souligné. Celui-ci n'était pas *intellectuel* français.

Les intellectuels et le *Fascisme* ont donné lieu à de nombreuses études. Cependant, c'est Marguerite Duras, en quelques lignes de "L'Amant", qui nous a révélé l'essentiel. Commentant une soirée chez les Ramon Fernandez, elle confie : "Collaborateurs, les Fernandez. Et moi, deux ans après la guerre, membre du PCF. L'équivalence est absolue, définitive. C'est la même chose, la même pitié, le même appel au secours, la même débilité du jugement, la même superstition, disons qui consiste à croire à la solution politique du problème personnel" (p. 85).

Aveu capital. A travers les oppositions idéologiques, une certaine connivence des cœurs. Voilà qui en dit long sur le rapport de l'intellectuel-militant à la politique. Voilà qui explique les ahurissants passages d'un bord à l'autre (à commencer par Fernandez) qu'a relevé S. Quadruppani (op. cit.). Voilà qui explique, enfin, qu'aujourd'hui, Drieu, Brasillach etc reviennent aux vitrines des libraires et que dans "Libé", ils soient loin d'être maltraités.

Confiance décisive. Avec elle, vole en éclat une certaine idée habituelle, populaire, naturelle - sous un certain biais - de l'intellectuel. Or l'intellectuel ne peut être tenu pour le préposé à l'intelligence sereine, objective "siriusiaque". Non, que l'intellectuel soit un idiot. Mais, d'une part, c'est un homme. Qui pense, certes. Mais avec ses tripes, sa chair et ses os. D'autre part, si l'intellectuel en tant que *savant* privilégie l'esprit expérimental, *l'intellectuel-intello* est un "idéologue". Or "ce que le public attend de l'idéologue, c'est qu'il l'aide à "changer la vie" non à comprendre le monde" (François Bourricaud op. cit.). Comme le mythologue, pour exercer sa fonction, il "bricole" les idées et les faits. "Le bricolage permet de *faire comme si* pouvaient être conciliées l'exigence de positivité et celle de totalité" (id. p. 29). La différence entre *idéologie* et *philosophie* a été analysée par Etienne Borne dans *Les Nouveaux Inquisiteurs* (PUF, 1983, p. 112). Par une toute autre approche que François Bourricaud, Etienne Borne met en lumière que "l'idéologue" n'a pas la même fonction que le philosophe.

A propos de Brasillach, Jean d'Ormesson observe (dans "Au plaisir de Dieu") : "Jamais l'intelligence, jamais le talent, jamais le génie n'ont empêché de se tromper. On dirait qu'ils aident, au contraire, à s'enfoncer plus loin dans toute la profondeur et le sombre éclat de l'égarement". Mais, pourquoi aller chercher midi à quatorze heures ? L'homme est "homo sapiens", mais non moins "homo demens", dicit Edgar Morin. Et, surtout : "Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas", "Les raisons viennent après" etc. Signé Pascal. Même si les clercs sont des hommes quelconques !

L'intellectuel, homme parmi les hommes. Sans "plus" ni moins. C'est à partir de ce regard sans illusion que l'attitude de nombreux intellectuels *face au stalinisme* et que l'hégémonie stalinienne sur l'intelligentsia, dix ans durant, échappe à l'absurde. Car l'attraction non seulement des intellectuels de vocation, mais des "intellectuels de qualification", pour le socialisme est sans mystère ! Schumpeter l'a expliquée. En plus, en France, de Jules Michelet à Lucien Herr, à Normale Sup, le socialisme, c'est "branché" : Léon Blum ? Sans mystère ! Le stalinisme, en revanche ! Entre les deux, il y a un fossé. La meilleure preuve est, bel et bien, que Léon Blum est le type d'homme que le PCF déteste. Annie Kriegel en a bien analysé les raisons.

Qui veut affiner, compliquer le diagnostic de Marguerite Duras doit lire l'étude de *Jeanine Verdès-Leroux* sur

"Le PC, les intellectuels et la culture (1944-1956) : Au service du Parti" (Fayard 1983). Dans le prolongement de David Caute "Le Communisme et les intellectuels français ; 1914-1966" (Gallimard 1967) - Mais, plus directement intéressante, de notre point de vue. Puisque la question focale en est : pourquoi, ce basculement de la génération 44-47 dans le PC ?

Ces 584 pages sont foisonnantes de renseignements tant sur la sociologie des intellectuels communistes et leurs motivations, étudiées avec le constant souci de discerner ce qui leur est spécifique et ce qui tient à leur condition d'intellectuel que sur le subtil et vertigineux "système d'échanges" entre le PC et ces intellectuels. De nombreuses interviews exploitées avec une méthode stricte et une sorte de délicatesse font de ce livre un document humain.

Etant donné notre propos, on délaissera les intéressants apports sur le PC et les intellectuels. Sur les intellectuels et le PC : simplement deux conclusions. Dans le PC, peu de créateurs ; ceux qui y furent avaient créé avant. Exemple : Aragon. Donc, le PC ne fut pas le "parti de l'intelligence". Une légende qui se dissipe. En outre, l'intelligentsia communiste était bigarrée et diversifiée. A capital scolaire et universitaire très variable. Depuis ces Normaliens dont Emmanuel Leroy-Ladurie décrit l'aventure au PC, dans son livre de souvenirs "Paris-Montpellier" (Seuil) jusqu'à cette masse d'intellectuels que recourant à une catégorisation de Max Weber on nomme les "intellectuels-prolétariodes". Surtout une question : pourquoi, les intellectuels communistes acceptèrent-ils les deux sacrifices suprêmes : le renoncement à l'idée de vérité ; l'humiliation permanente, venant d'une direction ouvriériste et rageusement anti-intellectualiste ?

L'habile système de gratifications - les nombreuses possibilités de publication, et d'édition, publicité, louanges critiques etc - joua. Egalement, la tendance de l'intellectuel à mettre "chapeau bas devant la casquette". "A genoux devant l'ouvrier", ironisait Flaubert. Inclination intrinsèque à l'intellectuel si l'on en croit Kolakowski (in "L'esprit révolutionnaire"). Non moins, la mauvaise conscience de l'intellectuel de gauche, relevée par Robert Escarpit : "La situation de l'intellectuel de gauche est ambiguë et volontiers culpabilisante. Georges Orwell a une fois pour toutes énoncé son paradoxe de base en 1942 : "Nous vivons de ce que nous volons au coolie asiatique et ceux d'entre nous qui sont "éclairés" estiment que les coolies doivent être libérés ; mais notre niveau de vie et, par conséquent, nos "lumières" exigent que le vol se perpétue". (in "Vivre la Gauche" Flammarion 1977).

Oui mais... au fin du fond, le facteur le plus profond, c'est l'angoisse de la solitude :

"L'activité intellectuelle est une activité solitaire pour laquelle tous les modes de sanction sont douteux ou arbitraires. Ce qui définit fortement l'intellectuel de gauche quelle que soit son origine socio-familiale, c'est qu'il s'interroge sur son utilité. L'appartenance au PC

transformait cette situation... (lui permettait) l'inscription de son travail dans une aventure collective (op. cit. p. 339)

Le P.C.F. et, plus généralement, l'engagement politique, les manifs, les pétitions comme exorcisme de la solitude qui est inhérente au travail intellectuel ? Pas simples les intellos !

## JEAN-PAUL ? BOF !

Troisième voie pour les approcher, outre la "généalogie" et les moments-clés, quelques remarquables itinéraires. Les parcours des super-intellectuels. André Malraux a été, abondamment "biographié" par Jean Lacouture, André Brincourt etc. André Gide donne lieu à une monumentale étude : "André Gide et le premier groupe de la Nouvelle Revue Française" (3 vol Gallimard 1977, 1986). Et Sartre ? Il n'est pas oublié.

Annie Cohen-Solal lui a consacré 725 pages, grand format : "Sartre" (Gallimard 1985). De quoi le suivre pas à pas. Ou presque. A travers sa "marche vers le génie" (1905-1939), sa "métamorphose dans la guerre" (39-45), les "années Sartre" (45-56) et une quatrième partie dite "un homme qui s'éveille" où on le voit parcourir le monde en "sulfureux ambassadeur" (à Cuba, au Brésil etc), soutenir les "porteurs de valise", descendre dans la rue etc, avant de n'en plus finir de finir "à l'ombre de la Tour" (Montparnasse).

La relation est honnête. Une once de guimauve hagiographique de ci de là. Bof ! Est-ce Sartre qui a "piégé" le Général de Gaulle ou celui-ci en l'érigant en "intouchable" ? Cependant Annie Cohen-Solal ne dissimule pas son effarement devant le Sartre au Congrès de Vienne des Partisans de la Paix (1952) et en URSS.

Etrange "petit homme", longtemps habillé en petit bureaucrate très petit-bourgeois. Certes, la vie de n'importe qui, sous la plume d'un biographe talentueux, devient romanesque. Reste que la vie a gâté Sartre et qu'il a su en rajouter. Le petit Poulou "enfant blond, en costume marin", amoureux de sa mère que lui "vole" un Polytechnicien, c'est bon pour le feuilleton. Le cocktail à l'abricot, bu avec Raymond Aron et d'où naît l'existentialisme, c'est bien pour la légende. La "salle des machines" (A. Cohen-Solal) de la rue Bonaparte où la maman Mancy-Sartre repasse les chemises, où Jean Cau s'affaire tandis que Le Castor régent, que les cercles de femmes frémissent et que le super-man produit à la chaîne à coup de cafés sur cafés, de whisky sur whisky et d'orthédrine, c'est dantesque !

Pourtant, il n'est pas certain que Sartre résiste à la biographie. Aucune ne pourra éviter de récapituler les énormes bourdes politiques que l'intellectuel hégémonique a, avec aplomb, enfilées. Après Zola, l'intellectuel prit des airs nobles. Après Sartre, le voici démystifié. En outre, Jean-Paul ne suscite, guère, la sympathie. De ce clan rayonne une sorte de "racisme de l'intelligence" pour reprendre une notion de Bourdieu. Et, sous la "rage

de vivre" de l'homme, il y a du tueur. Qui explose contre Camus, Merleau-Ponty, Aron etc. Au moins au regard de "l'humaniste" - c'est-à-dire du "con" - que je suis...

Mais, qu'est-ce, donc, qui a fait courir Sartre ? Qu'est-ce qui a fait son succès ? Deux impulsions. La haine du bourgeois. Une haine traditionnelle dans la tradition romantique française. "Le salaud" sartrien, avatar du bourgeois selon Flaubert (F. Bourricaud). Sartre, militant avec les maos, va avec du Flaubert, plein l'imagination, discerne A. Cohen-Solal. C'est la conjugaison de cette rancune personnelle avec l'imaginaire collectif, venu du 19<sup>e</sup> siècle ou d'avant qui a fait le public de Sartre. Egalement, la "mauvaise conscience" de l'intellectuel de gauche, au moment où le système scolaire commençait à en fabriquer à la pelle.

"L'intellectuel progressiste a des complexes vis-à-vis du manuel et veut faire de sa fonction sociale un instrument pour changer le monde... Pour justifier son privilège et son salaire, l'intellectuel est contraint de penser dans le nouveau, de faire croire qu'il produit sans cesse des concepts et des codes indispensables au cheminement de la raison et au bonheur des hommes". Il y a du vrai dans ce diagnostic rude de S. Quadrappani (op. cit). En plus, l'intellectuel de gauche refuse de vivre "l'injustice et la violence... comme un paradoxe ou un scandale...", il "entend les vivre comme quelque chose à propos de quoi, c'est obligatoire de faire quelque chose" (F. Bourricaud). D'où le besoin de Sartre de coller au PC, aux "porteurs de valise", aux maos etc.

L'intellectuel est un personnage dramatique. Parfois, tragique.

## L'INTELLECTUEL NOUVEAU EST ARRIVE

Un élément supplémentaire, toutefois, dans l'ignouï succès de Sartre. Ce surgissement presque impromptu et fracassant tient, aussi, au fait qu'avec Sartre un intellectuel nouveau est arrivé. Le new-look n'était pas que sur la rive droite, chez Dior. Sartre fut *l'intello new-look*. Consciemment ? Inconsciemment ? Naturellement, pour sûr. "Nanti de la légitimité du philosophe, il va littéralement investir tous les champs annexes : cinéma, théâtre, roman, critique, journalisme, politique... à un moment de réceptivité extrême, dans un pays éreinté". (Annie Cohen). Le philosophe, tout azimuth. En plus, voici le philosophe qui double son "savoir-penser" d'un "savoir vivre". "Au Ritz, jusqu'à trois heures du matin, il s'enivre avec Hemingway" etc. Du coup, "l'existentialisme, autant qu'une philosophie allait être style de vie, danse, façon de s'habiller", de se coiffer - ah ! les cheveux ! - En Sartre, l'intellectuel devient star.

Et si la grande innovation sartrienne, c'était ce phénomène ? Pour Jean Negroni, point de doute. Dans "*Le Savoir-Vivre intellectuel*" (Ed. O. Urban 1985), essai-polémique, émaillé d'un choix de textes révélateurs et vitriolants, il campe Sartre en Jean-Baptiste et en "symbole de la mutation de l'espèce universitaire". Selon sa thèse, avec Sartre finit la dichotomie de l'imaginaire

bourgeois qui opposait l'*intellectuel* ascète - "tête à claques, ... à côté de ses pompes..." à l'*artiste*, enfant terrible, mondain, jouisseur, bohème. A celui-là, la tête ! A celui-ci, la bouffe et le sexe. Avec Sartre, l'intellectuel commence à glisser vers l'artiste. C'est "l'entrée dans la vie".

Après Sartre, d'autres iront plus loin. Ils professeront une soif de "vivre pour vivre", ils raffineront dans l'art de vivre, "snobant les brasseries... il se met (l'intellectuel) aux fourneaux". Dans les années 80 les médias feront le reste. Bernard-Henry Lévy cultivera sa chemise. Le look deviendra valeur. Piquante hypothèse. Que l'on peut inverser. Dans les années 80 l'artiste deviendra philosophe. Coluche, c'est ça.

"Salut l'artiste" ! Ajoutons que, selon Negroni, cette évolution n'est pas innocente et qu'en la suivant l'intellectuel s'est fait "piéger". Sartre croyait convertir la société en buvant et baisant. Il a, en réalité, correspondu au passage "d'une économie de rareté à l'économie promotionnelle du désir". Tel est pris qui croyait prendre ! La société n'avait plus besoin de "clercs". Il lui fallait des artistes. Hypothèse, certes, que cela. Mais, suggestif et éclairant. A suivre... Pourvu que "l'intello" en reste à l'artiste et ne vienne pas au mannequin !

Cette mue de l'intellectuel, on la trouve soulignée dans une autre étude, mais abordée sous un tout autre biais. Et sur un autre ton. Dans "*Le Pouvoir intellectuel en France*" de Régis Debray (Ramsay 1979), pas de place pour l'humour. L'Apocalypse, plutôt ! Renforcée par une once de nostalgie d'une "Belle Epoque". Comme si les intellectuels d'antan étaient mieux ! Ils n'étaient ni pires ni meilleurs. Différents, vraisemblablement parce qu'il n'y avait ni micros ni télé. Encore qu'à lire le Péguy de 1906 et "L'Avenir de l'intelligence" de Charles Maurras de la même année, voire Sainte-Beuve, on incline à relativiser le changement.

Malgré tout, en gros c'est vrai que l'autorité intellectuelle a, dans un premier âge, dû être acquise par la chaire universitaire (1880-1930) - sauf pour les écrivains pour lesquels le roman et le feuilleton étaient décisifs : Zola. Ensuite il y a eu la revue et l'édition (1920-1960). Aujourd'hui les médias, c'est capital (depuis 1968). En fait, plutôt que de succession de titres de crédit, on a assisté à une accumulation. Le nec plus ultra, actuellement c'est d'occuper une chaire, d'avoir une revue et d'éditer, de paraître à la télé. Raymond Aron, en fut un bel exemple. Dans les "Intellocrates", H. Hamon et P. Rotman ont mis en évidence que la République des Lettres était un haut-lieu de "cumulards". Quel milieu !

## LA REPUBLIQUE OU LA JUNGLE ?

En tous cas, "*Le pouvoir intellectuel en France*" oblige à saisir autrement les intellectuels qu'en leur âme et conscience et en chair et en os. Il accule à les analyser en tant que pouvoir et dans leurs relations de pouvoir. Car non seulement les intellectuels sont des humains intégreaux, avec passion et intelligence. Ils sont, aussi,

non des prophètes, prêchant dans le désert, mais des "clercs", intégrés dans des "appareils idéologiques" et y manœuvrant. Comme tout un chacun. Précisément, les stratégies de domination, le jeu des ambitions dans "le pouvoir culturel", est-ce différent ?

Pour le déterminer, il faut distinguer, selon la "summa divisio" : BI (= Basse Intelligentsia), HI (= Haute Intelligentsia).

En ce qui concerne celle-là, peu d'informations. "*Tant qu'il y aura des profs*" de H. Hamon et P. Rotman (*Actuels*) ne fournit qu'un éclairage très partiel. Les "formateurs", les "animateurs" ne donnent lieu qu'à des études confidentielles. Surtout, le militant, cet homme-clé, reste inconnu. A part "*Le métier de militant*" de Daniel Mothé (*Seuil*) déjà ancien, peu d'investigations. Une approche intéressante, toutefois de B. Chouvier "*Militance et Inconscient*" (*P.U. Lyon 1982*) ou la militance comme "mode de régulation adaptatif". Ne manque pas d'intérêt.

Pour ce qui est de la H.I. on y voit plus clair. Au fil des livres, deux constatations et une question.

— *les stratégies pour la "gloire temporelle"* sont pour un intellectuel, bien compliquées ! Les Rastignac doivent faire la percée sur trois "marchés" aux dynamiques différentes. Pour dire comme Boudon et Bourricaud : "le marché A", celui des pairs : compétence et jargonage. "le marché B", le grand public, bon look, bon genre, style Pivot, le "marché C", celui des "maîtres des machines" éditoriales et audio-visuelles : adaptabilité et copinage. Ici jouent, à plein, les "réseaux".

Stop ! Surtout pas de scandale ! Les intellectuels sont des hommes, comme les autres

— *la compétition est féroce*. François Mauriac prétendait que la Politique était un royaume d'agneaux à côté de la République des Lettres. Aucune raison pour que cela se radoucisse. Si le public culturel s'élargit, chaires et tribunes ne sont pas en expansion. "Il y a quinze mille postes d'assistants dans les universités, il y a trois cents places de conseillers, attachés ou directeurs de collections dans les maisons d'édition, il n'y a que trente postes importants d'éditorialistes, chroniqueurs ou critiques dans les mass-medias ; où l'on ne recrute pas sur concours mais sur relations" (R. Debray). Face à un tel goulot d'étranglement, comment les couteaux resteraient-ils au vestiaire, entre intellectuels ?

Et dire que l'on avait prédit qu'avec la télé, la démocratie culturelle serait à l'horizon ! Or, "on avait autrefois une Monarchie absolue et une République des Lettres, on a maintenant une république politique et un despotisme des lettres" prétendait, il n'y a pas si longtemps, Pierre Nora ("*Le Débat*" n° 1, 1980). L'horizon de la liberté pour toutes et tous de "prendre la parole" est, aussi, bouché que toujours !

— une question : *le pouvoir intellectuel peut-il n'être pas un jeu de loups ?* A lire l'article capital de Pierre Nora, déjà cité, on est pris de doute. "Les images les plus

aimables s'attachent à l'évocation de l'intellectuel lettré, joueur, fair-play". "Oui mais...". "Il y a une contradiction profonde entre le rôle progressif et modérateur que l'engagement des intellectuels dans le combat pour davantage de démocratie leur a donné depuis deux siècles, et le carnassier transcendantal qu'au plus profond de soi fait d'un homme la vocation prédatrice et antinaturelle de penser et d'écrire. Ce n'est pas au Pouvoir politique que s'oppose essentiellement un intellectuel, c'est aux autres intellectuels... Chaque intellectuel poursuit la mort de l'autre ; on nous a fait ainsi". Beau texte. Noble confiance. bien sûr, il y a du masochisme d'intello dans ce diagnostic. Mais, aussi, une part de vérité tragique. Etre intellectuel, c'est être un pouvoir. Et le pouvoir ne rend pas sage, même si on l'exerce au nom de la "sagesse".

Bien d'autres livres eussent pu être lus ou cités. Les intellectuels sont narcissiques ; ils aiment parler d'eux-mêmes. Nous auraient-ils dit autre chose ? J'en doute !

On vous l'avait bien annoncé, pas simples les intellectuels ! Peut-être, avons-nous mieux découvert que s'ils ne sont pas si simples c'est qu'il n'est pas simple d'être intellectuel. De se faire "l'écho des fins dernières". Spécialement, quand celles-ci ne révèlent plus une foi "révélée". Les intellectuels sont des hommes. Hélas ! Il n'empêche, s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer. Nos sociétés ont besoin d'eux. Tantôt peut qu'ils fulminent ou délirent de leurs "chaises longues" où de leurs piscines du Lubéron. Tantôt pour qu'ils soient "sages". Non comme une image. Comme Socrate !

René PUCHEU

***Outre les livres et articles analysés ou évoqués ci-dessus, on peut évidemment lire avec intérêt des autres études. Notamment :***

*Albert Thibaudet : La République des Professeurs (Grasset, 1924) reste important - Stanley Hoffman : Essais sur la France (Seuil, 1974) p. 178 et suite, est représentatif du regard des années 60 sur l'intellectuel. Sur Barrès - Jean-Marie Domenach : Barrès par lui-même (Seuil) - Sur Emmanuel Mounier : Emmanuel Mounier par Etienne Borne ; Mounier par lui-même par Jean-Marie Domenach.*

*Sur des lieux stratégiques de l'intelligentsia - Daniel Lindenberg : Lucien Herr, le socialisme et son destin (Calmann-Lévy, 1977) - P. Assouline : Gaston Gallimard (Gallimard, 1982).*

*Signalons que J. Verdès-Leroux vient de prolonger son étude : "Le P.C., les intellectuels et la culture : 1956 à nos jours" (Fayard).*

---

**Erratum** - Dans l'article de René Pucheu "Le retour de la France", paru dans notre précédent numéro, une omission et une inversion de lignes ont rendu incompréhensible la fin du paragraphe situé en haut de la page 31. Il fallait lire non pas Michel Winock rejoint Pierre Chaunu, mais : "A lire Michel Winock, on craint que l'heure n'ait pas sonné de l'œcuménisme politique".

# UNE DÉCISION DÉCONCERTANTE

par Pierre AVRIL

**L**a décision du Conseil constitutionnel sur "l'amendement Seguin" fait penser à ce que Bainville disait du traité de Versailles. Elle est trop forte pour ce qu'elle a de faible, et trop faible pour ce qu'elle a de fort.

Trop forte pour ce qu'elle a de faible ? En fondant sa censure sur la distinction des projets et des amendements et sur "les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement", le Conseil s'est livré à une appréciation qui relève du droit parlementaire et non de la norme constitutionnelle. La Constitution ne traite en effet de la recevabilité des amendements que dans des cas précis (articles 40, 41, 44, alinéa 2 et 3, et 45, alinéa 3 et 4), et la jurisprudence antérieure semblait renvoyer aux assemblées elles-mêmes le soin de se prononcer dans les autres cas en application de leurs règlements (*Table analytique des décisions 1959-1984*, page 440). Le qualificatif *inhérent* révèle d'ailleurs cette extension du contrôle au delà des strictes dispositions constitutionnelles. Il s'agissait certes de sanctionner une pratique quelque peu scabreuse et de protéger les droits de la minorité, en particulier son droit d'amendement qui ne pouvait s'exercer dans ces conditions à l'égard du texte subrepticement introduit par le gouvernement en fin de délibération. Mais cette considération perd de sa force dans le cas précis, car le Conseil protège un droit qui n'aurait pu s'exercer en tout état de cause s'agissant d'un domaine dans lequel le gouvernement était autorisé à légiférer par ordonnances. L'article 41 lui permet en effet de s'opposer à tout amendement "contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38" et il aurait été applicable dans l'hypothèse où le texte de l'ordonnance aurait été présenté sous la forme d'un projet, tant que le délai de six mois fixé par la loi d'habilitation du 2 juillet 1986 n'était pas expiré.

Trop faible pour ce qu'elle a de fort ? La décision est décevante au regard de l'obligation du vote personnel qui est trop notoirement méconnue pour que la dérobade du Conseil ne laisse pas une impression de malaise. Au lieu de répondre au moyen invoqué (la loi a été adoptée en violation de l'article 27 de la Constitution, disposition "claire et précise", ainsi que le souligne le recours), il feint de s'interroger sur la sincérité du scrutin, comme s'il s'agissait du contentieux d'une élection municipale. Le compte rendu du débat était pourtant parfaitement explicite, puisque le président du groupe socialiste avait invité le président de séance à faire respecter l'article 27 et que celui-ci lui répondit en invoquant "l'accord entre les présidents de groupes" sur les conditions d'exercice du vote personnel. "*En vertu de cet accord, un tel vote ne peut intervenir que s'il a été décidé au préalable par la conférence des présidents*" (4<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1986, page 7959). En d'autres termes, la conférence des présidents peut réviser à sa guise la constitution en rendant facultatif ce qu'elle déclare obligatoire, et le Conseil constitutionnel n'y trouve rien à redire. On aimerait savoir ce qu'en pense M. Michel Debré qui fut à l'origine de l'article 27.

L'occasion était pourtant inespérée d'assainir le fonctionnement des assemblées, comme l'avait vainement tenté le président Edgar Faure en 1973. Avant de se lamenter rituellement sur le sort malheureux du Parlement, ne conviendrait-il pas de demander aux élus français de se conformer à une règle respectée partout ailleurs et, tout simplement, de faire d'abord leur métier de législateurs ? Peut-être les embarras pratiques seraient-ils plus que compensés par le nouvel équilibre qui en résulterait au bénéfice de l'institution.

Pierre AVRIL

# SUR LES ÉVÉNEMENTS DE DÉCEMBRE-JANVIER

## CE MYTHE : L'APOLITISME

par Etienne BORNE

**A** en croire les plus prestigieux de nos sociologues si experts à déchiffrer prospectivement et prophétiquement les derniers mouvements sociaux, depuis les manifestations de la jeunesse scolaire jusqu'aux interminables grèves des transports en commun, nous serions déjà entrés dans une société radicalement nouvelle dont ces mouvements nous auraient offert les délicieuses prémices. Un mot disait tout, inventé par l'instinct divinatoire de la jeunesse et répercuté par mille bouches, celui d'*apolitisme* dont Alain Touraine nous a donné une étincelante exégèse ("Le Monde" du 20/12/86).

Il suffira de reprendre les péremptories formules d'une prestation qui mérite de faire date ; par l'efficace vertu de ce mot d'*apolitisme*, la politique libérale et la politique socialiste sont ensemble "déconstruites" ; qu'on ne parle plus de bonne ou de mauvaise politique ni même de bonne ou mauvaise société, car c'est la politique en elle-même qui est le mal, et il n'y a même plus de société, il n'y a que "les gens", avec leurs singularités, leurs problèmes concrets, c'est-à-dire immédiats. Faire de la société de l'avenir une non-société, étonnante découverte d'une sociologie d'avant-garde.

On ne s'attardera pas à remarquer que l'homme étant ce qu'il ne peut pas cesser d'être, une non-société ou une anti-société est aussi une société et une non-politique ou une anti-politique est aussi une politique. Loin de dépasser l'opposition, décrétée obsolète, du libéralisme et du socialisme, la société socialement désintégrée du rêve tourainien représenterait la victoire décisive d'un ultralibéralisme, poussant la déréglementation jusqu'à l'abo-

lition de toute contrainte, sur un socialisme dont l'intention doctrinale a toujours été de renforcer les liens sociaux par l'organisation des disciplines collectives. Recueillons avant qu'elle ne s'éteigne dans un ciel devenu plus noir la plus belle fusée du feu d'artifice : "Nous ne voulons plus, écrit superbement Alain Touraine, changer de prince, mais vivre sans prince".

Des mouvements comme ceux du printemps 68, qui avaient jeté dans de mêmes trances des commentateurs extasiés ou ceux que nous avons vécu à la fin de l'automne et au commencement de l'hiver dernier (et il y a bien des uns aux autres un changement de saison), ces mouvements ne sont pas tributaires des seules analyses politiques ; ils traduisent d'une manière erratique, désordonnée, irrationnelle la crise profonde d'une civilisation matérialiste, mécaniste, privée de signification intrinsèque, dont les échecs révoltent le cœur et dont les succès ne sauraient satisfaire l'esprit. Mouvements qui quoiqu'aient pu en dire des acteurs qui se mystifient eux-mêmes, ne sont nullement apolitiques. Une contestation massive et publique est une force qui intervient dans un rapport de forces, qui non seulement change le paysage politique mais pèse dans la dynamique des forces. Des turbulences de cette ampleur, manifestations et grèves, viennent de plus profond et portent plus loin que la politique proprement dite. Elles n'en sont pas moins et pleinement des faits politiques.

Événement historique, mai 68 a fait beaucoup rêver toute une génération, mais après quelques vicissitudes très dialectiques, il n'a réalisé et, sur un assez court

terme, que le plus politique de ses slogans : "dix ans, c'est assez" ; déstabilisant le général de Gaulle, l'événement n'a pas aboli toute principauté, mais il a amené les Français à changer de prince, un peu plus vite cependant que prévu.

Aujourd'hui manifestations et grèves ont éclaté au dedans d'un système politique caractérisé par la coexistence conflictuelle de deux princes, et ces mouvements donnent un considérable avantage à celui des deux qui, se dégageant de toute responsabilité dans la conduite des affaires intérieures, parle et agit comme un tribun du peuple qui, installé au sommet de l'Etat, appuierait de cette haute autorité toutes contestations et revendications parties de la base. Si bien qu'on est en droit de craindre ou d'espérer que le slogan "tonton, tiens bon, nous arrivons", qui fut essayé lors de la manifestation originaire de la FEN le dimanche 23 novembre et qui ne brille pas par son apolitisme, soit aussi porteur d'avenir que l'a été en mai 68 le slogan des "dix ans c'est assez". Et même y aurait-il eu un "spontanéisme des masses" dont les appareils syndicaux ou politiques auraient perdu le contrôle, quitte, ensuite, à les accompagner résolument, cette sorte de dérive donne des chances imméritées à des leaders plus ou moins improvisés, car il n'est pas de matière en fusion qui ne requière structure et forme, et qui, trotskystes ou gauchistes, sont les plus fantastiquement idéologues des militants politiques. Bonne manière de meubler l'attente d'un royaume dépolitisé et sans princes, les chevaliers de l'impossible utopie interviennent dans la bataille des princes, rendent plus virulent l'antagonisme entre la majorité parlementaire et l'opposition socialo-élyséenne. Il est assez lourd, le bilan politique de cet apolitisme qui vient réchauffer les plus manichéennes de nos tensions politiques.

Le mythe de l'apolitisme ne séduirait pas aujourd'hui comme naguère tant d'esprits neufs et de cœurs sincères s'il n'exprimait un refus confus, mal élucidé de ce qu'il y a d'artifice et d'archaïsme dans notre vie politique et d'inhumainement lointain dans les pouvoirs d'Etat. Et ici comme là, il y a beaucoup à redresser, à rénover et à vivifier.

Mais quelle amère folie que de jeter l'enfant avec l'eau du bain, de mettre pêle-mêle en question les partis, les syndicats et l'Etat par-dessus le marché, et surtout d'imaginer qu'il est possible et urgent de remplacer le prosaïque et éprouvant labeur de l'action politique par l'enthousiasme d'une fête ininterrompue. En novembre 86 comme en mai 68, même aspiration à une spiritualité sauvage qui transfigurerait les travaux et les jours, même illusion d'une convivialité apolitique qui angélise le copain ou le pote, satanise l'autorité et les pouvoirs, et dont l'immanquable destin est une retombée accélérée dans les lourdeurs politiques.

Ne sont pas absolument comparables les mouvements tumultueux de mai 68, souvent proches de l'émeute et les presque sages défilés de novembre 86. Hier une volonté de "s'éclater" dans l'instant et le désir, une fière déclaration de guerre à la société sans âme, qui ornait d'un

panache romantique les barricades du Quartier Latin ; aujourd'hui une peur bien explicable de ne pas trouver sa place dans une société contestée plus en détail qu'en gros. Cohn-Bendit qui comme son maître Marcuse croyait aux marginalités créatrices ne pourrait reconnaître les enfants de mai 68 dans ces jeunes manifestants qui bien éloignés d'une "tant aimée révolution" selon le titre d'un livre nostalgique, semblent bien en récusant sélection et méritocratie, céder à la précoce et prosaïque tentation d'un égalitarisme petit-bourgeois. Dans les deux cas pourtant, une irruption de romantisme juvénile qui donne des états d'âme à beaucoup d'adulte, qui est certes un phénomène considérable, qui certes nous interpelle pour parler une langue de police, et dont il s'agit de savoir s'il est une vitalisation d'une démocratie, enfin directe et vivante, ou à l'opposé sa maladie infantile, dont il lui faut guérir pour vraiment vivre.

Les media qui ont systématiquement donné dans l'idolâtrie de la jeunesse ont fait tout ce qu'il fallait pour que s'avère vrai le deuxième terme de l'alternative. Qu'on n'oublie pas l'avertissement du poète classique : "détestables flatteurs, présent le plus funeste que puisse faire aux rois la colère céleste". Les flatteurs de la jeunesse lui ont dit et répété qu'elle était reine, couronnée de générosité (la belle merveille lorsqu'on n'a pas tout à fait vingt ans et qu'on est encore à l'abri des duretés de l'existence), qu'elle avait cette jeunesse deux fois raison parce qu'elle était la jeunesse et parce qu'elle martelait d'un pas assuré les pavés de nos villes. La démocratie c'est le dialogue et la concertation ; que l'on méprise et remplace par l'ultimatum dès lors qu'on est certain avant tout débat d'avoir absolument raison. La démission devant la jeunesse n'est pas la bonne manière de lui apprendre la démocratie.

Le dialogue entre les générations, leur reconnaissance réciproque ne vont pas sans tensions entre les interlocuteurs. Jeunes et adultes ont à apprendre et souvent douloureusement les uns des autres. Un adulte qui ne sait pas résister à des réclamations abusives ne sert pas la jeunesse, car on ne s'appuie que sur ce qui résiste et on ne se fait flatteur que pour éviter d'être un interlocuteur, c'est-à-dire de savoir à la fois écouter et affronter. Sans compter que, dans le pire des cas, le flatteur cache sous un masque servile un propos de maître et de manipulateur.

L'agenouillement devant la jeunesse fait plus ordinairement des personnages de comédie. Mais la comédie peut devenir tragédie ; souvenons-nous de la jeunesse germanique d'entre les deux guerres désorientée par un entassement de malheurs, prise de transe messianique et qui n'acceptait plus qu'on lui enseignât Goethe, Kant et l'humanisme de la grande tradition allemande, il lui fallait des nourritures plus épicées, super-nietzschéennes ou ultra-hégéliennes. Bien des maîtres démissionnèrent, se taisant avant même qu'on le demandât et la part la plus tumultueuse de la jeunesse eût, ce qu'elle ne voulait pas ou peut-être ce qu'elle savait pas qu'elle voulait dans la profondeur de son désespoir, un destin dramatique, le nazisme, la guerre.

Les temps sont autres, mais la leçon demeure. La sacralisation de la jeunesse n'est que fumée de théâtre, bien faite pour cacher ce qui menace. Aujourd'hui, c'est une certaine forme d'anarchie, qui par le libre cours, donné entre autres aux égoïsmes corporatistes et à la défense féroce des situations acquises, déchire le tissu social et national qu'on ne reconstituera pas par des accommodages de savetiers. Lorsque chacun ne se soucie que de sa tribu, la société descend de toute évidence vers la régression tribale. Un sociologue qui n'est pas Alain Touraine mais qui est saisi par la contagion de l'optimisme sociologique décrit notre société, sans trop s'émouvoir, comme le règne d'un néo-tribalisme. Il faudrait ajouter que là où il n'y a plus que des tribus, c'est l'Etat démocratique, cette conquête de la plus vraie modernité, qui est en péril. Et il semble bien que seul un grand sursaut national pourrait interrompre une déca-

dence dont les signes de toutes parts nous assiègent.

La sociologie d'avant-garde se fait souvent gloire d'avoir jeté à la décharge la philosophie et les philosophes. Pourtant Platon au VIII<sup>e</sup> livre de sa "République" avait parfaitement expliqué qu'une certaine sorte de démocratie sauvage, frénétiquement égalitaire, faisant naître des promesses de bonheur jamais tenues, dans la subversion des normes et l'écroulement des hiérarchies, jouait sur des airs de fête le rajeunissement juvénile de l'Etat, dont elle était en réalité, l'avant-dernière dégradation, et qu'elle menait par des chemins de fleurs au pire des régimes politiques, celui que les Grecs nommaient tyrannie et que nous autres, modernes, appelons plutôt totalitarisme.

*Synthèse d'articles publiés dans "La Croix" et "Démocratie Moderne" réécrits par l'auteur.*

## PARIS, PÉKIN et ALMA-ATA

par Jean-Marie DOMENACH

Comme l'écorce terrestre où elle s'accroche, l'humanité est ébranlée de temps en temps par des secousses qui se propagent d'un continent à un autre, sans qu'on puisse apercevoir le feu central, sinon par de brèves éruptions qui jaillissent, ici et là, des fissures sociales. A peine s'achèvent en France les démonstrations d'étudiants et de lycéens que des défilés analogues sillonnent les grandes villes chinoises et que, dans le Kazakhstan soviétique, des jeunes manifestent aussi contre la direction du Parti. Le feu central, c'est sans doute ce qu'on appelle chez nous la modernité : l'excitation de l'esprit critique, l'impatience de la liberté et la frustration permanente du désir d'être heureux. On n'en est certes pas au même niveau d'insatisfaction à Pékin et à Alma-Ata qu'à Paris. Mais c'est bien le même ferment qui travaille en priorité la jeunesse étudiante parce qu'elle subit plus durement la contradiction entre l'idéal qu'on lui impose et la réalité qu'elle commence à vivre.

Gardons-nous cependant d'exagérer des phénomènes qui ne sont pas nouveaux, mais que nous connaissons mieux grâce aux progrès de l'information. Les révoltes, les protestations, les grèves n'ont jamais cessé en Union soviétique et en Chine depuis l'instauration du communisme. La découverte tardive du totalitarisme et sa systématisation intellectuelle empêchent nos compatriotes

de voir que l'oppression exercée par l'Etat sur la société n'est jamais complète, même là où elle est la plus forte, dans les camps de concentration, comme le montrent tant de témoignages, de Soljenitsyne à Georg Csikos (1) ; et cela est encore plus vrai en Chine, où le régime n'est pas parvenu, comme en Russie, à disloquer la société.

Mais, entre ces deux pays, il y a une autre différence : les peuples allogènes, qui ne représentent que 6 % de la population en Chine, atteindront bientôt la moitié de la population totale de l'Union soviétique. La révolte d'Alma-Ata visait moins le pouvoir communiste que le pouvoir des Russes, devenus majoritaires au Kazakhstan. Tous les empires ont connu des difficultés avec les ethnies périphériques. Les trotskistes, s'ils ont quelque importance en Sorbonne, en ont moins en Union soviétique que des nationalistes qui attendent le moment opportun de révéler leur puissance. Les difficultés économiques, les catastrophes techniques, la guerre qui se prolonge en Afghanistan obligent Gorbatchev à des concessions, comme en témoigne le retour de Sakharov à Moscou. S'il devait lâcher davantage, que se passerait-il, de Varsovie à Vladivostok ? Un jour, peut-être, les marges nationales de l'Empire conjureront leurs révoltes avec celles des marges politiques et culturelles, et les portes de la prison des peuples s'ouvriront.

Quarante ans après la prise de pouvoir communiste, dix ans après la mort de Mao Zedong, la jeunesse intellectuelle chinoise s'indigne du contraste existant entre le discours officiel et la réalité ainsi que de la corruption croissante. "Planter des arbres et creuser des puits", comme le recommande un membre du politburo, ne suscite pas son enthousiasme, et elle pose la même question que la jeunesse européenne : "Pourquoi ?". Le *Quotidien de la jeunesse*, qui avait lancé une enquête sur le sens de la vie, a reçu 40 000 réponses. Une autre enquête, en juillet 1985, réalisée par la municipalité de Harbin, montre que les deux tiers des jeunes trouvent le discours officiel archaïque, mensonger ou ennuyeux. De fait, la dénonciation des "trois fléaux", à savoir la bureaucratie, le sectarisme et l'arrivisme, n'a pas cessé depuis dix ans en Chine. Le découragement mène les uns au scepticisme, au cynisme, à la délinquance ou au suicide. Il conduit les autres à une protestation d'autant plus vive que les conditions matérielles sont pénibles.

On connaît mal, en Occident, ce qu'est la vie quotidienne de la jeunesse étudiante en Asie communiste, particulièrement en Corée du Nord et au Vietnam, où l'on s'entasse à dix ou vingt dans des chambrées sans eau et sans électricité. Une pauvreté d'autant plus mal ressentie que les débouchés sont étroits et que les salaires des travailleurs intellectuels sont généralement inférieurs à ceux des manuels. C'est au point que des écoles, des facultés s'organisent pour subvenir à leurs besoins en fabriquant et en vendant des produits, voire en exigeant des droits d'entrée élevés pour des fils de la nomenklatura admis par faveur. Le choc est rude, et il le sera de plus en plus, entre une jeunesse qui veut s'instruire (on

estime à 20 millions le chiffre des "autodidactes" officiels en Chine) et une société dont de larges secteurs restent préindustriels.

La contestation s'est déroulée longtemps sous l'abri du marxisme qui, dans les pays non christianisés, joue le rôle d'une propédeutique à la notion de personne humaine. L'Occident arrive aussi, avec le cinéma, la musique et la danse : une autre idée de la vie, de la réalisation individuelle. Cette aspiration à la démocratie s'est développée d'autant mieux que les dictateurs successifs, et Deng Xiao Ping lui-même, l'ont utilisée pour acquérir ou renforcer leur pouvoir. Le Parti ne cèdera pas (on n'est pas à Paris !), mais le mouvement pour la démocratisation ne cessera de grandir, et il n'est pas exclu que la Chine, qui a secrété depuis longtemps ses hormones antitotalitaires, se libéralise peu à peu.

Ce sera plus difficile en Union soviétique, où la dissidence n'a que des points d'appui fragiles. Cependant, sans retomber dans l'optimisme des Lumières, nous devrions accorder plus de confiance à nos propres valeurs, et plus d'attention à la manière dont nous les vivons. La liberté d'information est notre bien le plus précieux. Si le cortège des étudiants de Shanghai s'est rendu devant le consulat américain, c'était pour prendre à témoin le monde entier. Les Droits de l'homme restent une idée neuve pour les trois quarts de l'humanité, aussi neuve que le bonheur. Ceux qui, dans l'Europe libre, les détournent à des fins démagogiques affaiblissent la cause dont ils se réclament.

*"L'Expansion" - 9/22 janvier 1987*

(1) Voir le livre récent de Georg Csikos, *Katorga* (Seuil).

## TURBULENCES DU SECTEUR PUBLIC

par Gérard ADAM

**L**es Français redécouvrent une tradition oubliée : les grèves en chaîne dans le secteur public, celles où l'utilisateur se trouve pris en otage entre les syndicats et l'Etat employeur, omniprésent derrière les directions d'entreprise.

La première caractéristique des mouvements actuels

est qu'il ne s'agit plus seulement d'un mécontentement général de plus sur les salaires (c'est la dominante à EDF), mais de revendications précises de certaines catégories qui jouent un rôle de catalyseur, voire de détonateur : le pilotage avec ou sans mécaniciens à Air Inter, les fins de carrière de conducteurs du métro, "la prime de

saisie sur ordinateur" des agents de la SNCF des bureaux de réservation sont significatifs de cette discussion catégorielle. Parfois, c'est le cas de la marine marchande, la revendication s'élargit à la recherche d'un véritable statut des salariés d'un secteur en reconversion. Enfin, il ne faut pas exclure, comme pour les cheminots du réseau Nord, des mouvements presque sauvages avec des objectifs mal précisés.

Ces turbulences du secteur public font contraste avec le calme des entreprises privées qui demeurent actuellement à l'abri des conflits, sauf lorsqu'il s'agit de l'emploi. Des raisons contradictoires expliquent ce contraste. Assurément, la sécurité de l'emploi joue pour beaucoup mais les chefs d'entreprises privées ne manquent pas de souligner que leurs modes de management social sont plus souples et finalement permettent de mieux répondre aux aspirations des salariés. En fait, ce qui est en jeu, c'est l'adaptation aux changements technologiques et économiques. L'existence de statuts (ou de pratiques très formalisées) rend difficile les transformations. Les directions hésitent perpétuellement entre l'immobilisme et les décisions unilatérales perçues comme des petits coups de pouce pour faire évoluer les conditions de travail ou de rémunération. Et aujourd'hui, les attitudes de refus des salariés paraissent l'emporter sur l'acceptation réaliste des nécessaires changements.

*"La Croix" 19/12/86*

Jusqu'à présent aucun gouvernement depuis la fin de la guerre n'a voulu aborder de front la question de la réglementation du droit de grève, notamment dans les services publics. Le préavis ne constitue qu'une barrière bien légère et sans effet quand le mécontentement débouche sur un conflit de longue durée. Les disposi-

tions sur le service minimum ne s'appliquent pas dans tous les services publics et risquent d'avoir des effets pervers importants en légitimant finalement la poursuite inconsidérée des grèves.

Sauf à imaginer un système d'interdiction ou de réquisition - mais que faire quand tous les salariés bafouent la réglementation - la vraie solution dans les pays démocratiques est de développer un vrai droit à la négociation dans les secteurs où la grève doit être limitée. C'est, par exemple, ce qu'ont fait les Etats-Unis avec leurs fonctionnaires.

Le défaut majeur de la pratique française dans le secteur public est qu'il n'y a guère de juste milieu entre les décisions unilatérales du gouvernement et les protestations excessives et sauvages des syndicats ou des salariés eux-mêmes. Une vraie société libérale n'est-elle pas celle où l'Etat-employeur accepte pour lui les règles qu'il a établies pour les entreprises privées.

*"La Croix" 9/01/87*

Ce qui est à l'origine des tensions actuelles : l'absence d'une véritable politique des relations sociales adaptée à une société en mutation technologique tout autant qu'en crise économique.

L'échec de la communication gouvernementale avec les étudiants puis avec les agents des services publics n'est pas technique, mais de l'ordre de la crédibilité et de la sensibilité. Ne pas cesser d'invoquer "les grands équilibres" sans manifester la moindre parole de compréhension à l'égard de ceux qui revendiquent, même à tort, c'est ignorer singulièrement l'histoire sociale française et la sensibilité ouvrière.

*"La Croix" 6/01/87*

## *Les livres de nos collaborateurs*

**Jacques Nantet**

Histoire du Liban

*Ed. Téqui*

**René Pucheu**

La politique

*Ed. Ouvrières*

**Raoul Girardet**

Mythes et mythologies politiques

*Ed. Seuil*

**Jean-Marie Domenach**

Approches de la modernité

*Ed. Polytechnique-Ellipses*

# LA MODERNITÉ DE GORBATCHEV

par Serge MICHEL

L'article paru sous ce titre dans le numéro précédent de *France-Forum* avait été rédigé, pour l'essentiel, en juillet-Août 1986. Depuis, une série d'événements nouveaux sont intervenus amenant à préciser et, éventuellement, corriger et réviser l'analyse proposée.

L'évolution politique de l'URSS au cours de ces derniers mois est l'objet d'un débat entre les observateurs, divisés sur la manière de l'interpréter. Doit-on considérer qu'il s'agit là du jeu politique normal d'une nouvelle équipe qui cherche à asseoir son pouvoir, avec un nouveau style et de nouvelles méthodes mais sans toucher au système ou, au contraire, d'un mouvement plus profond ?

Rappelons, une fois de plus, que nous n'avons aucun moyen de savoir ce qui se passe réellement derrière les murs du Kremlin et du Comité Central du P.C. de l'Union Soviétique. Toutes les "indiscrétions" qui "filtrent" à ce sujet sont diffusées dans un but délibéré de propagande et d'intoxication.

Il est naturel que les politologues avancent des hypothèses mais, s'agissant de l'URSS, ils travaillent sous les feux de la rampe et leurs interprétations, amplifiées et extrapolées par les médias, contribuent à former l'opinion publique et influent sur les décisions des responsables politiques. Si, jusqu'à présent, la presse française a fait preuve, dans l'ensemble, d'une certaine réserve dans ses commentaires, c'est à mettre à son actif n'en déplaise à Jean Daniel car l'Occident a quelque raison d'avoir "peur de se faire avoir" pour reprendre ses termes.

Il est également remarquable que les spéculations sur la vie politique interne de l'URSS, sur d'éventuelles dissensions entre différentes tendances à la tête du Parti soient exploitées par les dirigeants de l'URSS eux-mêmes, selon une vieille technique de la diplomatie soviétique. L'administration Gorbatchev s'en sert dans ses contacts internationaux avec une insistance et une complaisance appuyées, dans le but d'amener l'Occident à baisser la garde, à faire des concessions dans le domaine stratégique, à livrer des équipements technologiques de pointe et à mettre une sourdine au discours sur les droits de l'homme. Tactique payante car, de ci de là, s'élèvent déjà des appels à "venir en aide à Gorbatchev". Comme si la carrière du leader soviétique devait se jouer à Washington, Bonn ou Paris et non dans les profondeurs de l'appareil du Parti. On va même jusqu'à affirmer que si

l'Occident ne fait pas de concessions à Gorbatchev, celui-ci sera déposé par les militaires. Selon quelles procédures ? Mystère.

Parmi les informations officielles en provenance de l'URSS, il convient de faire le partage entre celles qui sont effectivement diffusées à l'intérieur du pays et celles qui sont destinées à l'extérieur. Sakharov descendant du train à la gare de Moscou, dialoguant avec les journalistes américains : beaucoup de téléspectateurs français ont cru que ces images étaient également apparues sur le petit écran soviétique. Il n'en était rien. En URSS même, le retour de l'académicien n'a été annoncé que par un communiqué sibyllin. De même que des magasins *Beriozka* bénéficiant d'un approvisionnement spécial sont ouverts aux seuls étrangers, on peut dire qu'il existe un réseau *Beriozka* de l'information, une partie des nouvelles qu'il donne étant réservée à l'exportation : services de l'agence TASS pour ses clients étrangers (y compris ceux qui résident à Moscou) bulletins de l'agence Novosti, hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*, briefings au Ministère des Affaires étrangères, etc.

C'est évidemment la fin de l'exil de Sakharov qui a suscité le plus grand nombre de commentaires. Dans le domaine des droits de l'homme, la politique suivie jusqu'alors avait été dans le droit fil de celle des prédécesseurs de Gorbatchev. Deux jours après la mort en prison d'Anatoli Martchenko, qui avait soulevé une grande émotion dans le monde entier, les autorités soviétiques soviétiques montaient sur le thème des droits de l'homme une véritable mascarade sur la place Pouchkine où quelques dissidents se réunissaient traditionnellement le 10 décembre pour une manifestation silencieuse. L'administration Gorbatchev a-t-elle compris alors qu'elle ne pourrait décidément pas évacuer la question et surtout organiser avec quelque chance de succès le Forum de Moscou sur les droits de l'homme qu'elle venait de proposer à la Conférence de Vienne sur l'application des accords d'Helsinki en se contentant de semblables mises en scène ? Le retour de Sakharov à Moscou, la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques en faveur desquels des campagnes ont été organisées à l'étranger, sont de nature à frapper l'opinion internationale. Mais dans l'état actuel de la question, peut-on y voir autre chose qu'un simple geste pour amadouer l'Occident ? Pour cela, il faudrait que soit décrétée une véritable amnistie de tous les prisonniers d'opinion, ainsi que l'a demandé Sakharov, et que

leur libération soit assortie de la garantie qu'ils ne seront pas renvoyés au goulag pour les mêmes raisons qui les y avaient conduits : cela suppose que soient ouvertes des enquêtes sur les conditions de leur condamnation et abrogés les articles sanctionnant les délits d'opinion. Gorbatchev a fait allusion à une réforme du Code pénal lors du plenum du Comité Central de janvier 1987. Le ministre de la justice a déclaré à Vienne (pas à Moscou, comme si cela ne concernait pas au premier chef la population soviétique) que des "décisions radicales" allaient être prises concernant les dispositions du Code pénal réprimant "l'agitation antisoviétique", pour préciser aussitôt qu'il n'y avait pas de prisonniers de conscience en URSS. On se doit donc d'attendre.

La politique culturelle est marquée par une certaine ouverture, telle le renouvellement des responsables de l'union des cinéastes et de l'union des écrivains. On ne saurait affirmer qu'aucune œuvre intéressante et même critique ne voyait le jour ces dernières années. Mais ce qui hier était regardé avec suspicion bénéficie aujourd'hui d'une certaine promotion. Des publications, des réhabilitations littéraires sont annoncées. Il est clair que Gorbatchev cherche à gagner l'appui de l'intelligentsia. Jusqu'où, à cette fin, est-il prêt à aller, et pour combien de temps, là encore, c'est l'avenir qui nous le dira.

De même, la presse soviétique ose aborder certains problèmes de société, tabous jusqu'à présent. Quant à la critique de la gestion précédente, il va sans dire qu'elle est largement encouragée. Les périodes de succession offrent décidément au régime soviétique l'unique possibilité de reprendre contact avec le réel : tout ce qui ne va pas peut être alors expliqué par les erreurs des dirigeants précédents sans que le système soit jamais remis en question. Ainsi ont été dénoncés successivement le culte de la personnalité stalinien, le volontarisme khrouchtchevien et, à présent, la "stagnation" brejnévienne. Il ne faut tout de même pas exagérer le changement : les lecteurs peuvent s'en convaincre eux-mêmes en parcourant la traduction française intégrale de la *Pravda* du 25 décembre 1986 (1).

Alors qu'il repose sur la promesse d'une société future parfaite, et d'une ère d'abondance, excusant les bavures et les contraintes "provisoires", le régime soviétique n'a plus aujourd'hui de perspective d'avenir ambitieuse à offrir à la population. Pour l'an 2000, il doit se fixer des objectifs modestes : faire en sorte que chaque famille soviétique puisse disposer d'un appartement individuel. Aussi, pour sortir le pays du marasme économique, Gorbatchev semble-t-il ne compter que sur un sursaut des esprits. Mais il a sans doute compris qu'il ne pourrait le provoquer à coup de slogans en langue de bois et qu'il y fallait quelques paroles vivantes. Tel est sans doute le sens de la politique culturelle. Reste à savoir quelle dose de ces paroles vivantes il est prêt à admettre.

On a beaucoup glosé sur la volonté de Gorbatchev de réformer l'économie, mais jusqu'à maintenant elle s'est surtout traduite par des discours et des déclarations d'intention. Peut-être le projet de loi sur l'entreprise

socialiste, dont la mise à l'étude a été annoncée au dernier plenum du Comité Central nous en apprendra-t-il plus. Quant à la portée de la loi du 19 novembre 1986 sur le travail individuel, elle a peut-être été surestimée, l'initiative économique individuelle étant déjà admise par divers textes législatifs et réglementaires antérieurs, le dernier, sur le travail artisanal, datant du 3 mai 1976. La nouvelle loi se contente d'en étendre la possibilité à un plus grand nombre d'activités. Théoriquement, elle est de nature à contrebalancer les effets négatifs du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1986 réprimant le travail noir et permet de légaliser un certain nombre de "petits boulots" indispensables, exercés jusque là clandestinement. Mais les conditions de son application sont très imprécises et risquent de dissuader nombre de ceux qui pourraient être intéressés et qui se trouveraient sous l'entière dépendance de l'Etat pour l'outillage, les locaux, les fournitures.

Le dernier plenum du Comité Central a fait couler beaucoup d'encre. Gorbatchev a notamment évoqué la possibilité de désigner les secrétaires des différents comités du Parti (au niveau du district, de la région, etc.) à bulletin secret, plusieurs candidats pouvant être présentés. Or cette suggestion n'a pas été expressément reprise dans la résolution finale. Pour les uns, Gorbatchev aurait été mis en minorité par la "nomenklatura", soucieuse de conserver ses places. Pour les autres, la proposition ne figurait pas dans le projet de résolution soumis à l'approbation du Comité Central et constituait un simple ballon d'essai lancé par Gorbatchev.

Celui-ci a également envisagé que, à l'occasion des élections générales, les différentes collectivités consultées pour désigner le candidat unique présenté par le Parti, puissent à l'avenir choisir entre plusieurs personnes. Le pluralisme de candidatures, d'une portée déjà limitée dans un système de parti unique et monolithique interdisant l'organisation de tendances en son sein, ne jouerait ainsi qu'au stade de la désignation des candidats et pas à celui de l'élection elle-même.

Si certaines choses bougent actuellement en URSS, les mesures dites de "libéralisation" réellement mises en œuvre jusqu'à présent restent encore timides et il est permis de craindre que leur effet ne soit atténué par l'inertie de la bureaucratie. Rien ne permet d'ailleurs pour le moment de penser que la nouvelle équipe veuille véritablement transformer le régime. Il ressort de son discours au plenum que Gorbatchev aspire à rendre au Parti toute sa vigueur. Cette politique rencontre des résistances dans l'appareil, car elle bouscule des situations établies, mais elle ne conduit nullement à reconnaître une quelconque autonomie à la société. La formidable offensive de charme engagée tous azimuts par l'URSS auprès de l'étranger doit inciter l'Occident à rester vigilant, attentif et à ne juger que sur des réalisations concrètes.

Serge MICHEL

(1) Numéro spécial d'Ici Moscou.

# NOTE SUBJECTIVE SUR EDGAR MORIN

par François FEJTO

J'ai fait la connaissance d'Edgar Morin début 1945, dans une cantine installée rue de Tilsit, où il déjeunait en compagnie de Clara Malraux qui me l'a présenté. J'ai eu une sorte de coup de foudre pour lui, bien qu'il ait été communiste, terriblement communiste, ayant cru à sa Vulgate avec toute la ferveur de sa jeunesse. Communiste, oui, mais pas fanatique, pour cela il avait trop le sens de l'humour et d'ouverture d'esprit. Je dirais plutôt qu'il était mystique. A partir de ce moment, nous nous sommes souvent vus, nous avons beaucoup discuté, mais jamais violemment, car moi, je considérais, par une expérience déjà longue, les communistes de son genre, comme des malades, mais point incurables. Et j'ai connu pas mal d'amis qui en sont guéris.

Mais Morin était, et je crois d'ailleurs qu'il est resté fondamentalement mystique, même avec ses excursions néo-teilhardiennes dans les sciences et l'épistémologie. Il était croyant communiste quand je l'ai connu, mais en même temps rationaliste.

Je me souviens qu'un jour, après la lecture de "Yoghi et le Commissaire" de Koestler qui m'a troublé (car malgré tout j'avais encore quelques illusions sur la perfectibilité du système soviétique) je lui ai proposé d'écrire une réfutation de Koestler. "Il est très habile, très convaincant, très bien documenté, et je crois que tu ne pourrais pas rendre plus grand service à ta cause, qu'en le démentant par des arguments sérieux". "J'y réfléchirai", répondit Morin. En fin de compte, il n'a pas écrit cette réfutation. Il n'était pas encore mûr. Il fallait 1948, (le schisme yougoslave), 1949 (l'affaire de Rajk) puis 1956 pour que l'eau du doute déborde chez lui du vase de la croyance. Je note entre parenthèses, que, fait

étonnant, les préoccupations marxistes semblaient complètement occulter dans son esprit les événements comme les révélations sur l'holocauste et la constitution de l'Etat d'Israël et cela bien qu'il n'ait jamais renié son judaïsme "marrane" et n'ait jamais appartenu à la catégorie des "Juifs honteux".

Ceci dit, en même temps que Kolakowski en Pologne, qui vint nous voir en 1957 à la rédaction d'"Arguments", il a compris alors, ce que n'est pas le socialisme et que ce qu'est l'URSS n'a rien à voir avec le socialisme. Il a dit, écrit, que l'identification des intérêts du prolétariat avec l'intérêt de l'Etat soviétique, qui est le fondement de l'idéologie stalinienne, est une mystification. C'était un grand pas en avant et je me réjouissais de son évolution dont il a rendu si magistralement compte dans son "Autocritique".

Mais qu'est-ce le socialisme ? Morin et nous autres, avons encore accordé notre confiance à ce mot sans savoir exactement ce qu'il signifie. C'est pour l'élucider, qu'a été créé "Arguments", dont le N° 1 portait les noms de Colette Audry, Roland Barthes, Jean Duvignaud et Edgar Morin. Mon nom y était joint plus tard. La revue se déclarait ouverte "à tous ceux qui se placent dans une perspective à la fois scientifique et socialiste". Ce dont rétrospectivement on peut conclure que tout en constatant "l'éclatement du stalinisme" et étant décidés "de reposer les problèmes", Morin, et sans doute les autres ex-staliniens qui l'entouraient, eux aussi, étaient encore loin de mettre en cause le concept "socialisme". C'est pourquoi j'ose dire que "la nature de la nature" d'"Arguments", pour parler le langage de Morin, restait encore mystique. Edgar Morin parcourut un long chemin jus-

qu'au jour où en Californie, il eut le "traumatisme libérateur", la catharsis obtenue grâce à un effort interminable de se connaître et reconnaître. Ce que j'aimais en Morin, indépendamment du stimulant de nos discussions idéologiques, c'était sa générosité, son amour de la vie, son amour de l'homme, combien opposé au mépris de l'homme de notre heideggerien ami, Axelos. J'aimais son élan vers "la quête essentielle", soutendue d'un messianisme peut-être inconscient mais apparent et son intelligence critique aigüe, bien armée pour combattre les siennes illusions et celles des autres. C'était sa lutte, à lui, avec l'Ange.

Je feuillette les quelques 26 numéros d'"Arguments" pour reconstituer les curiosités de Morin à cette époque. Dès le premier numéro, dans son article sur la négritude, on trouve un esprit de conciliation universelle. C'est ce qui nous reste tout de même du socialisme, pensais-je : nous croyons encore aux solutions. Ainsi Morin conseillait aux Noirs dans lesquels il voyait "la richesse anthropologique première" de passer "par le stade de la grande nation fédérative, vers l'universalité concrète d'une autre internationale". Ici le marxisme semble remplacé par cette bonne volonté de fraternité qui éclata majestueusement dans l'hymne à la joie de la Neuvième symphonie de Beethoven.

Dans le N° deux, on trouve déjà sous la signature modeste E.M. un très vif article : "Révisons le révisionnisme" où, au-delà de Staline et de Lénine, mis en cause par les révisionnistes de l'Est, il interrogeait déjà Marx aussi, en lui posant quelques questions gênantes, notamment : *dans quelle mesure la conception d'un homme qui surmonterait ses aliénations, n'est-elle pas elle-même une aliénation ?* Il a effleuré ainsi un des principaux thèmes de mon livre "Dieu et son Juif", que je publiai en 1960 et qui passa inaperçu, car à cette époque encore, ni Dieu, ni les Juifs n'étaient des thèmes à la mode à Paris. Morin découvrit aussi ce que Jules Monnerot avec la perspicacité d'un ennemi clairvoyant avait constaté une dizaine d'années auparavant, c'est-à-dire que l'idée de "l'homme total, réconcilié avec lui-même et la nature" était un mythe d'essence religieuse. Le communisme était, est une religion sécularisée.

Mais là je poserais une question à Morin : si intellectuellement il a exorcisé le mythe marxien, hérité des Lumières, du progrès et du perfectionnement ininterrompu, n'est-ce pas encore ce mythe, changeant de forme et de vocabulaire, qui anime la monumentale entreprise de faire la synthèse de l'épistémologie, de la biologie, de la sociologie, de l'anthropologie, - cette entreprise qui, comme il le dira "vise à la vérité, c'est-à-dire à une connaissance ne dépendant pas des conditions historiques, sociales et culturelles de sa formation". Ne voulait-il pas substituer à notre marche chimérique vers "l'homme total, la marche vers la complexité et une bienheureuse auto-organisation généralisée ? Cette nouvelle tentative de sortir de la préhistoire ne rappelait-elle pas les tentatives d'ordre religieux de sortir de l'époque pré-messianique ?

Je pose cette question non pas en tant que philosophe que je ne suis pas. Mais simplement comme un lecteur ami qui voudrait comprendre et qui aimerait trouver des raisons d'espérer alors "qu'il est si difficile, comme le dit Konwicki, de s'émerveiller devant l'homme en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle. Il est si difficile de l'aimer".

Mais je veux parler de Morin l'homme. J'ai rarement dans ma vie rencontré une personne aussi chaleureuse, fraternelle comme lui. Je lui dois en grande partie, comme aussi à Clara Malraux et de manière plus intermittente, à Duvignaud, d'avoir pu, à vingt ans d'intervalle, ressentir le même bonheur d'être en convivialité, que celui que j'ai vécu avant mon exil en compagnie d'Attila Jozsef et Paul Ignotus, en éditant à Budapest la revue "Szép Szó" que nous avons traduit par le mot Argument. Morin était chaleureux individuellement mais aussi collectivement à l'égard des exilés. Il s'est identifié avec les insurgés de Budapest, avec les ouvriers qui se groupaient en Hongrie dans des "soviets antisoviétiques" - j'aurais pu les appeler aussi anticommunistes, les jeunes ouvriers qui, il y a juste trente ans, avaient pris les armes contre le totalitarisme. Morin et "Arguments" m'ont en tout cas aidé à empêcher la confiscation de la révolte hongroise non seulement par la droite, mais aussi par nos amis trotskistes qui n'ont rien compris à ce qui se cachait derrière les noms de conseils ouvriers et des comités révolutionnaires - c'est-à-dire *la priorité de la volonté d'indépendance nationale dans toute la révolution*.

C'est dans le N° cinq d'"Arguments" que Morin, dont une des plus grandes vertus est sa curiosité multidimensionnelle, commença à s'intéresser aussi au DNA, aux thèmes galaxiques, à l'antimatière, à l'androïde. En même temps il a eu son mot à dire dans un débat sur Robespierre, anticipant ce que Furet en dira 25 ans plus tard. Il s'intéresse, avec Axelos, aux marxistes mi-hérétiques, comme Lukács, surpopularisé en France par Lucien Goldman, Lefebvre, Korsch, Marcuse, Gramsci. Ce qui m'étonne aujourd'hui en relisant la Revue Arguments, c'est l'éclectisme avec lequel elle a fait découvrir à l'intelligentsia française à la fois Heidegger le non-repent et le rebelle Kolakowski qui tendait à dégager l'éthique de ses superstructures marxistes. Puis, en 1958, Morin fut un des rares hommes de gauche pour entrevoir derrière l'image répandue du Général comme un futur dictateur fasciste, un gaullisme parlementaire, républicain, un gaullisme des élites, du Plan, un gaullisme de la paix en Algérie, un gaullisme de Commonwealth. Il a reconnu qu'il y avait du Mendès dans le général de Gaulle (N° 8 d'Arguments).

Je note que c'est dès 1959 (N° 14) que Morin a atteint l'étape où il s'est déclaré gêné par l'étiquette "marxiste". Bien qu'il fût encore hanté par l'exemple de Henri de Man qui avait fait le saut du néo-marxisme vers la collaboration avec le nazisme. C'était d'ailleurs notre hantise de tous, de ne pas faire le jeu de la droite et de l'extrême-droite. Nous avons jeté beaucoup de croyances par-dessus bord, mais nous voulions rester à

l'intérieur de la gauche, sinon du socialisme.

Burguière a parlé de l'apport de l'œuvre de Morin à l'histoire. Il y a aussi son apport au journalisme. Il a fait la leçon à nos reporters professionnels avec son livre sur la rumeur d'Orléans, à nos journalistes politiques avec ses analyses de mai 1968, puis à nos éditorialistes avec ses mises en garde adressées aux socialistes, que malgré ses sympathies, il a observé avec lucidité et avec inquiétude à cause de leur volontarisme illusionniste.

Enfin, en ne craignant pas de rivaliser avec notre fameuse pléiade de kremlinologues, feu Souvarine, Michel Tatu, Michel Heller, Carrère d'Encausse, Alexandre Adler, Lefort, Castoriadis, Lazitch, Alain Besançon, Yanakakis et Annie Kriegel, etc..., il a écrit dans un petit livre sur la nature de l'U.R.S.S. des phrases comme par exemple : "L'URSS est une puissance totalitaire *qui tend vers l'infini*" ce que tout le monde savait mais que personne n'avait formulé aussi clairement. Je suis bien d'accord avec lui quand il conclut de l'histoire des démocraties populaires depuis la mort de Staline, que la désagrégation du totalitarisme *est possible*, du moins dans les régions périphériques. Mais elle ne peut, hélas être que transitoire parce qu'il y a le "Centre" qui a assez de force et de détermination pour normaliser la situation et la restaurer. Donc tout dépend du Centre. On peut spéculer là-dessus. Je veux bien croire avec Morin, que "*l'Armée soviétique pourrait un jour ouvrir une sortie à la société.*" On n'y est pas encore!...

J'aime les pages où Morin met en évidence le rôle énorme de l'illusion, de la ruse, du mensonge dans le rayonnement de l'empire totalitaire. Il est vrai aussi que "rarement on a vu une telle haine, une telle fureur contre tous ceux qui ont pu apporter une parcelle de vérité sur la nature mensongère de l'URSS, de Ciliga à Gide, de Victor Serge à Trotsky, de Kravtchenko à Soljenitsyne". Il aurait pu ajouter "Arguments" aussi. Il citait la phrase

désabusée de Kadar à Dubcek, inconscient en juillet 1968, du péril imminent : "Mais vous ne connaissez donc pas ces gens-là ?", et qui a trouvé son écho dans la parole naïve de Waleja, après le coup du 13 décembre 1981 : "Ces gens là ne sont pas sincères et ne le seront jamais".

Morin a raison de s'étonner qu'après tout ce que nous savons maintenant, toute illusion n'est point morte encore dans notre intelligentsia. "Le caractère fondamentalement anti-ouvrier du totalitarisme communiste n'éclate pas à tous les regards". Ce que Morin dit des difficultés de l'élucidation, nous le ressentons tous. Mais je pense que la plus grande difficulté vient non pas du côté de l'Est et de ses agents, mais de nos erreurs, de nos faiblesses, de nos lâchetés, nous autres hommes de l'Occident et surtout de nos politiciens. Même nos historiens ont besoin qu'on leur rappelle quelque fois, quitte à inquiéter leur conscience, que les Européens qu'on appelle de l'Est alors qu'ils sont du Centre, n'ont pas renoncé à se sentir européens et ne se sont pas résignés, malgré la force supérieure du "Centre" soviétique, à être absorbés par une autre civilisation eurasiatique. Morin n'en a jamais douté. D'ailleurs comment aurait-il pu le faire, puisque en tant que lui-même *marginal* par choix, il ne pouvait que se sentir solidaire de ceux qu'une cruelle histoire a marginalisés.

De tout ce que j'ai dit de Morin, je crois que vous aurez compris que je ne l'aime pas seulement comme un vieux et fidèle ami, mais que je l'admire aussi comme un inlassable chercheur de la vérité et qui a toujours refusé de croire que cette vérité doit être fatalement catastrophique pour l'homme.

François FEJTO

*Exposé au colloque de Cerisy, consacré, en juin dernier, à l'œuvre d'Edgar Morin.*

# LA VIE LITTERAIRE

par Philippe SENART

*Pierre Grimal : Cicéron - François Fontaine : D'or et de bronze, Blandine de Lyon - Le dilemme de Taine - Pierre Guiral : Thiers - Yves Chiron : Barrès, prince de la Jeunesse - La correspondance de George Sand - De quelques autres livres.*

“**C**icéron, dit Montesquieu, avec des parties admirables pour un second rôle, était incapable du premier ; il avait un beau génie, mais une âme commune”. M. Pierre Grimal a publié un *Cicéron* (1) où il rend à cet homme dont l'action politique et les qualités morales ont été contestées, le premier rôle dans la Cité romaine et fait de sa personne le fondement et le symbole de la romanité dont notre culture se nourrit depuis deux mille ans. Il ne sépare pas l'orateur, le philosophe, l'homme d'Etat. Cicéron ne s'est pas imposé par la gloire des armes, mais par le discours et la réflexion. Il a personnifié les vertus de modération, de clairvoyance et de justice, il a représenté une autorité de nature morale, il a donné une justification à l'*imperium romanum*. M. Grimal le dit dans une formule moderne et frappante, il a permis aux Romains de *repenser l'Empire*. Cicéron, né à Arpinum en 106 avant J.C. dans une petite cité liée à la plus

ancienne histoire de Rome, incarne les valeurs municipales et traditionnelles de la République, mais en étendant son hégémonie de l'Espagne à l'Asie mineure et à l'Afrique du Nord, la Ville risque de perdre et son assise et son âme. Cicéron s'est attaché par ses écrits et son action, à promouvoir la multiplication, au sens religieux du terme, de la Cité romaine en d'innombrables exemplaires à la surface de la Terre connue. Chaque cité, chaque ville renvoie avec son Sénat, sa Curie, son Capitole au modèle éternel de l'Urbs. Cicéron a voulu donner un esprit municipal à l'Empire. C'est pourquoi M. Grimal peut dire qu'il a fondé un empire spirituel. Il a réfléchi, par une démarche corollaire, aux meilleures conditions du gouvernement. Le meilleur gouvernement possible, ce n'est pas contrairement à ce que nous pensons aujourd'hui, celui qui assure le bonheur aux hommes, c'est celui qui garantit la perennité de l'Etat, la durée de la Cité terrestre. Les civilisations sont mor-

telles, a dit Valéry. Cicéron a protesté contre cette idée. Les hommes passent, la Cité demeure. C'est en elle que l'Homme trouve, ici-bas, son immortalité.

\*  
\*\*

Comment Rome est passée de la civilisation de la Cité à la démocratie universelle instaurée en fait par l'édit du despote Caracalla conférant la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire, c'est la question que pose, c'est la préoccupation que manifeste M. François Fontaine dans chacun de ses remarquables ouvrages, de *L'Usurpation ou le roman de Marc Aurèle à Mourir à Selinonte, Douze Césars et D'or et de bronze* (2). M. François Fontaine écrit dans *D'or et de bronze* sous la dictée de Claudius Pompeianus, ami, parent, conseiller de Marc-Aurèle, des mémoires imaginaires. "Ma cité, ma patrie en tant qu'Antonin, confie Marc-Aurèle à Claudius Pompeianus, c'est Rome ; en tant qu'homme, c'est le monde". Claudius Pompeianus est un syrien d'Antioche. Il s'est dépouillé de l'homme oriental pour devenir un vrai romain. Or, c'est le moment où l'Empire bascule vers l'Orient et va perdre ses assises occidentales, où l'homme, l'homme romain affolé de magies exotiques ne cherche plus l'immortalité dans la perennité de la Cité englobant, dépassant, transcendant les destinées individuelles, mais dans l'approche personnelle, le contact intime avec des dieux porteurs de promesses et distillateurs de philtres également illusoire. La rencontre de Marc-Aurèle et de Claudius Pompeianus, du César hispano-romain et du chevalier gréco-romain est l'un des derniers grands moments de l'empire spirituel à l'établissement duquel s'est attaché Cicéron. Lorsque Marc-Aurèle mourra, le siècle des Antonins prendra fin et l'empire spirituel de Cicéron dont il a rayonné les lumières à travers le monde sombrera dans les aventures militaires et les délires mystagogiques. Mais, tandis que le centre de gravité du monde romain dérive vers le Levant et ses mirages, tandis que l'âge de bronze où il s'enfonce, se pare de faux ors, il y a encore "un avenir pour Rome" et il est, dit M. Fontaine dans une admirable formule, "davantage dans une Germanie qui se refuse que dans un Orient qui s'offre". Le grand dessein de la romanisation des peuples germaniques semble abandonné, on renonce à canaliser, à diriger vers des bassins de culture supérieure les courants bouillonnants de l'Europe du nord. Mais M. Fontaine veut poser la question au terme de son beau et bon livre : "Comment la civilisation occidentale qui est la nôtre se réinstallera-t-elle un jour sur les rives du Tibre, de la Seine, du Rhin, du Danube, de la Tamise ?" Il dit que "c'est une autre histoire", et nous attendons qu'il l'écrive. Déjà, cependant, il laisse entrevoir le rôle de l'Eglise catholique romaine dans la régénération de l'Empire. Les fièvres orientales ont été certes propagées à Rome par ceux que le petit-bourgeois Celse s'était fait une spécialité de dénoncer : esclaves, anarchistes, métèques se réclamant du Christ. "A quoi eût servi de se protéger, écrit M. Fontaine, contre l'ennemi du dehors, le barbare, puisque

l'ennemi du dedans, le chrétien était à l'œuvre ?" Mais, fait-il remarquer, les anarchistes, les provocateurs, les martyrs, venus de l'Orient, s'infiltrant en Occident, appartenaient presque tous à des tendances dissidentes marcionites, montanistes, qu'on qualifierait bientôt d'hérétiques et que l'Eglise de Rome déjà connue à l'époque de Marc-Aurèle sous le nom de Grande Eglise condamnait. C'est cette Eglise qui, restaurant les cadres traditionnels de l'Empire et lui insufflant son génie, rendra à Rome son empire spirituel ; bien plus, en amplifiera la mission. "Pourquoi veux-tu que les choses changent" demandait Marc-Aurèle à son secrétaire Chryseros. Rien ne sera changé avec les papes, sinon que Rome, pôle de l'Occident, en sera en plus la Providence.

A peine achevions-nous la lecture de *D'or et de bronze* que nous recevions le nouveau livre de M. François Fontaine, *Blandine de Lyon* (3) et ce livre amorce précisément "l'autre histoire" que nous réclamions, celle plus politique que spirituelle de la prise en charge de l'Empire défaillant par l'Eglise romaine naissante. M. Fontaine raconte dans *Blandine de Lyon* la persécution qui s'est abattue inopinément sur la petite communauté chrétienne de Lyon au temps du sage Marc-Aurèle et qui a servi de thème de propagande à l'Eglise dans les premiers siècles de l'évangélisation des Gaules. Lyon, ville de commerce cosmopolite, était la tête de pont en Occident des turbulentes dissidences orientales de Montan et de Marcion. Tout un catéchisme de la Gnose était répandu sur les bords du Rhône par les commis-voyageurs d'un christianisme d'outre-méditerranée incompatible avec les règles de la vie en société. C'est contre les excès de cette foi sauvage que le Pouvoir romain dut sévir, et c'est contre ces mêmes excès que l'Eglise de Rome s'appuyant sur les Irénée et les Photin, Orientaux, mais plongés dans le vieux fond de sagesse gauloise, dut mettre en œuvre une politique d'épuration et de codification d'où sortira le catholicisme occidental, héritier de l'Empire. M. François Fontaine a écrit dans *Blandine de Lyon* l'histoire des prodromes de cette mutation historique.

\*  
\*\*

Jean Anouilh a dit qu'il n'avait pas voté depuis 987. Comment, en cette année du millénaire capétien, interpréter cette boutade ? En 1849, Hippolyte Taine a mis plus de sérieux dans sa réponse à son ami Prévost-Paradol qui l'incitait à voter pour le candidat républicain : "Pour voter, il me faudrait connaître l'état de la France, ses idées, ses mœurs, ses opinions, son avenir. Donc, je m'abstiens". Pourtant, après le coup d'Etat et le succès du plébiscite, il mbrigène Prévost : "Es-tu si peu fidèle à tes principes que tu ne reconnais pas M. Bonaparte comme un pouvoir légitime... Les sept millions de voix ne justifient pas son parjure, mais lui donnent le droit d'être obéi. Respect à la nation même égarée. Nous allons souffrir à cause de notre grand principe mais nous ne l'en défendrons pas moins". Quel est ce grand principe ? Taine le proclame : "C'est le grand dogme de la souveraineté nationale". L'ami de Prévost-Paradol semble alors chercher sa voie entre le

légitimisme démocratique et l'absentéisme réfléchi. Sa passion pour l'étude ne risquait-elle pas de l'écartier de la vie, la collecte des "petits faits vrais" à laquelle il commençait de se livrer, d'accroître sa myopie et l'empêcher d'embrasser les grands ensembles qui composent la réalité ? En 1857, écrivant un ouvrage sur la philosophie, il écrit que la vie nationale ne l'intéresse pas et il demande avec insolence : "Est-ce qu'il y a seulement des Français ?"

C'est sur les Français, c'est pour les Français qu'au lendemain de 1870, le philosophe qui, avant la guerre, a adressé sa souscription au monument de Hegel en Allemagne et qui, dans la défaite, reconnaît qu'il ne savait pas qu'"on tenait tant à la patrie", se mettra à écrire "*Les Origines de la France contemporaine*". Il y étudie la France et, à travers la Révolution, le passage de l'Ancien Régime à l'Etat moderne, il cherche à découvrir par l'observation, par la réflexion, par une démarche toute empirique, non pas ce qui plait aux Français, mais ce qui convient à la France ; c'est qu'il ne veut plus "s'abstenir"... Au terme de cette enquête, enfin pourra-t-il voter ! Cependant, il ne voulait pas "être mêlé à la politique courante" et il demandait à Templier, le directeur de la maison Hachette, de ne le publier que "dans une période de calme". M. François Léger, éminent tainien, a-t-il choisi à dessein l'année du millénaire capétien pour rééditer (4) et faire relire les *Origines de la France contemporaine* ? Le temps est venu, peut-être, deux ans avant la célébration du bi-centenaire de la Révolution, événement que le Général de Gaulle n'aurait pas manqué de jumeler avec la commémoration de l'élection de Hugues Capet pour en tirer une leçon de continuité française, de réfléchir, dans le calme souhaité par Taine, à la difficulté qu'il y a à être, divisés congénitalement, profondément, passionnément entre les sollicitations contraires, les provocations à nous haïr de l'Histoire de France, des Français à part entière, disons plutôt en employant un terme plus exact, des Français *intégraux*. La Révolution est un bloc, a dit Clémenceau. Contre ceux qui veulent établir une distinction, comme un cordon sanitaire, entre 1789 et 1793, peut-être a-t-il raison. Malouet, l'un des témoins les plus lucides de son temps, n'a-t-il pas écrit que "la Terreur a commencé le 14 Juillet 1789", mais c'est l'histoire de France qui devrait être un bloc. Taine, lumineusement présenté par M. François Léger dans un très complet et très important texte liminaire, montre bien que la Révolution, en centralisant, en nivelant, en uniformisant, en extrayant un symbole abstrait de république indivisible et unitaire de l'ensemble concret des républiques qui composaient la réalité française, n'a fait que continuer, accomplir, couronner l'œuvre de la monarchie.

Le premier livre des *Origines de la France contemporaine* sur l'ancien régime est dépassé et même périmé au regard des acquis de la science historique moderne : "Sans m'en douter, écrivait Taine, j'ai fait un livre contre l'ancien régime", mais il avait compris que, comme le dit M. François Léger, "*l'Ancien régime était mort de son désaccord avec l'état de la société française*". La monar-

chie avait imprimé au développement de la société une impulsion, une avance sur laquelle, tout d'un coup, elle s'est trouvée en retard. Le Comte de Provence, le futur Louis XVIII, adjura le Roi, son frère, lors de l'assemblée des notables, de "prendre la tête de la révolution". Mais Louis XVI s'était écrié en montant sur le trône : "Qu'ont donc fait les Grands pour démériter ?" et il renversa le cours de l'Histoire de France en créant en 1787 des assemblées provinciales, en leur transférant une grande partie des pouvoirs des intendants, en décentralisant. Curieusement, la Révolution, dans un premier temps, suivit le Roi dans ce mouvement de renversement et de rupture. La Constitution de 1791 disloque, émiette la puissance publique, neutralise l'influx nerveux du pouvoir central. Elle aura pour résultat de ne produire à la périphérie du corps social que des agitations désordonnées. C'est ce que Taine a appelé l'*anarchie légale* et qui lui fait dire que la Constitution démocratique et royale de 1791 est "le chef d'œuvre de la raison spéculative et de la raison pratique". Le mouvement de 1789, libéral, décentralisateur, égalitaire, ne pouvait qu'avorter parce que précisément, il lui a manqué de s'appuyer sur des aristocraties territoriales. Les républiques municipales ont proliféré sur une table rase où toutes hiérarchies institutionnelles et naturelles, toutes magistratures avaient été abolies, elles sont sorties du néant et ne pouvaient qu'y retourner.

Taine démonte dans la seconde partie de son ouvrage consacré à la *conquête jacobine* les rouages de "la machine révolutionnaire qui fabrique une opinion artificielle et violente et lui donne les apparences d'un vœu naturel et spontané pour confier à la minorité bruyante les droits de la majorité muette". C'est le plan même exposé par Chamfort au bon Marmontel sous forme de confidence dès avant juillet 1789 : "La Nation sait-elle ce qu'elle veut ? On lui fera vouloir et on lui fera dire ce qu'elle n'a jamais pensé... Les difficultés sont prévues, les moyens calculés". Taine consulte les archives, ouvre les dossiers, accumule les "petits faits vrais". "Il y en a trop", lui dit Gaston Paris. Taine saisit les grands ancêtres "la main dans le sac et les pieds dans le sang". Seignobos écrira qu'"il a définitivement ruiné la légende républicaine". Mais il y a la vérité historique et 93 n'a fait que reprendre l'Histoire de France au moment où Louis XVI en a renversé le cours et c'est 93 qui achève l'œuvre de la Monarchie, en lui sacrifiant un roi qui a paru lui être infidèle. Seulement, on ne réussit pas en six mois, dans une crise de démence collective dont il y a peu d'exemples en pathologie mentale, ce qui aurait exigé un ou deux siècles encore d'efforts patients pour être mené à bien. De 987 à 1789, il s'est écoulé huit cents ans. Deux cents ans de plus, nous y sommes et le mouvement dont les principes ont été définis dans la déclaration royale du 23 juin 1789 aurait pu, évitant les rapides, les déviations, les fractures, les cataractes historiques dans lesquelles il a été précipité, trouver un sage épanouissement dans l'estuaire où l'Histoire de France née en 987 d'une élection royale devait aboutir.

La grande enquête tainienne dont Seignobos a dit

qu'elle avait établi les bases "sur lesquelles s'élèverait l'étude scientifique de la révolution", est restée inachevée. Elle débouche sur le temps présent et il faut en lire avec attention le dernier chapitre consacré à l'Ecole. Royer-Collard a vu sous Louis XVIII la démocratie couler à pleins bords, et cet homme de 89 n'a plus rien attendu de bon de l'avenir après 1830. "N'êtes-vous pas frappé des progrès journaliers de la dissolution universelle ?" écrivait-il à Molé en 1841. Tocqueville a reconnu dans le grossissement et le déferlement du flot démocratique une manifestation de la volonté divine, devant laquelle, mu par une impression de terreur religieuse, il s'est incliné en faisant un acte de foi, mais encore plus de contrition. Taine qui n'avait rien d'un dévot, a tiré de son enquête sur nos *Origines* des conclusions pessimistes, il a observé, sous les effets conjugués de l'individualisme et du libéralisme, l'altération intellectuelle et physique du corps social, mais il a dégagé de ces observations une leçon de réaction politique. Après avoir retardé un demi-siècle durant le moment où il pourrait manifester une opinion éclairée sur la France et ses besoins, il découvrirait, il reconnaissait, il indiquait la Constitution dont la nature et l'Histoire avaient fait choix pour elle, il pouvait enfin sortir de l'abstention réfléchie où les exigences et les scrupules de son esprit l'avaient longtemps cantonné, et ce n'était pas précisément du côté où l'on aurait pu attendre l'élève de Vacherot à l'Ecole Normale. Mais on peut se poser une question et Faguet n'a pas manqué de le faire dans son étude des *Politiques et moralistes du XIX<sup>e</sup> siècle* consacrée à Taine. Taine a dénoncé "l'œuvre meurtrière de la révolution", mais dès lors qu'il professait que la Révolution continuait l'œuvre de la monarchie dans le mouvement inéluctable qu'il réprouvait, ne devait-il pas être amené à condamner l'Histoire de France elle-même ? Ne devait-il pas, ayant diagnostiqué le *mal* dont la société française était frappée, clore son enquête sur un désespérant, *Finis Franciæ* ? C'est là le dilemme de Taine. M. François Léger qui pense, comme son maître Jacques Bainville, que "pour les renaissances, il est toujours de la foi", en récusera peut-être les termes, mais il reste posé, et pouvons-nous y échapper ?

\*  
\*\*

Edmond About a montré Prévost-Paradol à l'Ecole normale humanitaire dans les romans de Balzac "un air enivrant", ébloui par les Rastignac, les Rubempré, les Marsay, se regardant dans une glace pour y trouver une ressemblance avec ces princes de la jeunesse. About le présentait, c'est au sérieux d'Arthez que Prévost ressemblait. M. Pierre Guiral, professeur à l'Université d'Aix, a consacré à Prévost-Paradol, à l'occasion du centenaire de sa mort en 1970, un très remarquable ouvrage-thèse. Il vient, après le Duc de Castries, de publier un *Adolphe Thiers* (5). A quel personnage balzacien ressemble le petit intrigant marseillais, qui, descendu de sa mansarde du quartier latin où il logeait avec son camarade Mignet, traversa d'un pas triomphal les cabinets ministériels et les palais royaux du XIX<sup>e</sup> siècle pour fonder à la fin d'une vie qu'on a dite "sans principes

et sans dignité" la *meilleure des monarchies* ? Il inspirait à Victor Hugo à la fois "enthousiasme, aversion et dédain". Balzac, dans les *Secrets de la Princesse de Cadignan*, a peint Thiers sous les traits de Rastignac et Talleyrand sous ceux de Marsay. N'est-ce pas au premier que doit s'appliquer le principe auquel Marsay a soumis sa carrière : "Le plus court chemin en politique est une ligne courbe" ?

Daniel Halévy raconte dans *la Fin des notables* que Thiers avait dans sa jeunesse prêté serment à la Charbonnerie et juré la mort des rois en plongeant symboliquement un poignard dans un mannequin couronné. Thiers n'est certes ni Louvel, ni Fieschi. Il n'en a pas moins chassé Charles X dont il écrira plus tard qu'il était "honnête, généreux et avait des qualités estimables", mais "avait la passion de se mêler du gouvernement". Il a conspiré la chute de Louis Philippe qu'il avait fait roi et qui n'avait eu que le tort de dire un jour que "les ministres doivent administrer et le roi gouverner". Thiers dont le rêve, avoué en 1840, était de "coucher aux Tuileries", a voulu gouverner la France sans partage. En 1871, il confiait à Gustave Janicot, le directeur de la *Gazette de France* : "Entendez-moi bien, messieurs les royalistes, je suis plus royaliste que vous, mais laissez-moi faire, je fais le ménage, je balaye les escaliers, je nettoie la maison du roi. Quand les chambres seront bien nettes, quand le lit sera fait, le roi n'aura plus qu'à entrer et à se coucher". Thiers-Pipelet n'a fait le lit que pour lui.

Alors que Prévost-Paradol définissait dans *La France nouvelle* le régime capable de réaliser la fusion harmonieuse entre la République et la Royauté en se passant aussi bien de l'une que de l'autre et alors que de ce livre devait sortir la Constitution de 1875, Thiers avait préféré entendre le conseil de Rémusat dans sa fameuse chanson sur les Doctrinaires : "Doutez fort de la théorie - Pour pouvoir vivre longuement"... "Il ne croyait, comme il l'avait dit au duc de Broglie à l'Assemblée de Bordeaux, ni à la République ni à la Monarchie. Il n'avait d'autre désir que celui d'une "république sans républicains" dont il serait roi et dictateur. Dictateur, il a massacré les communards ; roi, il a fondé "le régime qui nous divise le moins".

M. Pierre Guiral a écrit un plaidoyer pour Thiers. De la révolution de 1830 à l'après-Sedan, il a été, dit-il, le "national". C'est en 1870 que Thiers a manifesté avec le plus d'éclat son patriotisme en s'élevant à la tribune du Corps législatif contre la déclaration de guerre et en adjurant Emile Ollivier de "réfléchir". "Réfléchir, monsieur, s'écria de son banc le député Biroteau, on ne doit pas réfléchir quand la France est insultée". La guerre perdue, c'est à Thiers que revint la charge de libérer le territoire livré à l'ennemi. N'est-ce pas Bismarck qui lui a décerné le plus bel éloge quand il disputait avec lui les conditions de paix et que, le petit homme exténué s'étant évanoui sur un divan, il l'avait ranimé en lui tapotant les joues et en lui disant : "Monsieur Thiers, il n'y a que fous et moi qui aimions bien la France".

\*  
\*\*

Barrès écrivait à Henri Massis à la veille de sa mort : "Je crois qu'il peut encore naître après vous des enfants de vingt ans avec qui mes livres établiront un dialogue". Ce dialogue n'a jamais été interrompu. M. Jean-Marie Domenach a, dans son précieux petit livre *Barrès par lui-même* publié dans la collection "Ecrivains de toujours" au Seuil, il y a une trentaine d'années, recensé, de Montherlant et de Drieu à Aragon, les interlocuteurs de Barrès. Le dernier en date est M. Yves Chiron. Ce jeune homme a vingt-cinq ans, l'âge où Barrès écrivit *Un homme libre*. Il poursuit le dialogue ininterrompu. Le titre de son livre (6) rappelle que Barrès a été sacré *prince de la Jeunesse*. C'est une affiche pour inciter les jeunes Français à entrer en conversation avec celui qui se présente toujours à eux sous ce signe qui le marque pour l'éternité.

M. Yves Chiron se souvient de la parole de Maurras : "Barrès, c'est une vie". Albert Thibaudet dont le livre, éclatant de sympathie et d'intelligence, manque à la bibliographie de M. Chiron, a écrit "une vie de Maurice Barrès" pour en tirer l'œuvre même. M. Yves Chiron a pris un parti voisin : c'est d'une biographie, ne dédaignant pas l'anecdote, qu'il nous incite à extraire la substance de l'œuvre barrésien. Y a-t-il deux Barrès, comme le soutient M. Jacques Laurent dans la préface de ce livre, le Barrès du *Culte de moi* et celui du *Roman de l'Energie nationale*, l'esthète anarchiste et cosmopolite promenant son ennui dans les ruines d'une civilisation, l'"ennemi des lois" s'enorgueillissant en face de la société d'"avoir désiré le libre essor de toutes ses facultés et voulu donner au mot *exister* un sens complet", et le député du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, le notable de quartier, présidant l'élection de la reine des Halles et se déclarant "émerveillé de la quantité de femmes qui dans le commerce de l'alimentation sont aptes à porter la couronne" ? On s'en persuadera en lisant le livre de M. Chiron, ces deux Barrès n'en forment qu'un seul. Il est tout entier dans *l'Homme libre* dont il corrigéait les épreuves au milieu d'une campagne électorale, et où, sous l'accent prégidien de cette proclamation : "Je veux que chaque matinée m'apparaisse neuve", on entend monter cette protestation : "Je me refuse à mes instincts"... *Un homme libre* n'est pas le *départ pour la vie*, en bande folle, de toutes les puissances libérées, déchaînées de la jeunesse, mais une retraite au double sens militaire et mystique du terme. Barrès s'y replie sous la poussée de ceux qu'il a nommés les *Barbares* pour cultiver son *moi*, en organiser la défense et en cerner les limites. En cultivant son *moi*, il ne pouvait qu'affouiller et approfondir le territoire où il avait fait élection, y toucher son fond, y prendre pied sur des assises dont il sonde, reconnaît, éprouve le ciment formé des ossements de milliers de morts, ses ancêtres (vrais ou rêvés). Il s'en fait un socle, mais y puise son aliment.

C'est de ce tréfond de lui-même que Barrès s'élèvera, non pas en acceptant tous ses contrastes, comme il a pu le dire dans *Le Jardin de Bérénice*, sans rien nier, mais en *se simplifiant*, comme l'a écrit J. M. Domenach, dans un mouvement où il faut chercher la continuité et le sens de

sa démarche, en s'harmonisant toujours plus haut en quête des points de vue d'où les détails, voire les contradictions de sa vie peuvent se composer. *La colline inspirée* est ainsi le sommet de son œuvre, le belvédère d'où une unité se découvre. Trahirai-je Barrès en prétendant qu'il aurait eu vocation à présider la Chambre des députés ? "J'aime la Chambre, a-t-il écrit, pour tout ce qui y est commun". Du *perchoir*, autre belvédère, il aurait pu embrasser, de la droite à la gauche de l'hémicycle, tout un Tableau de la France. Mais il désirait s'élever à de plus hauts sommets. Charles du Bos a pu dire qu'il était mort dans l'état d'une pathétique aspiration. Il y a dans le livre de M. Yves Chiron un excellent chapitre sur le catholicisme de Barrès. Catholique-athée, comme se déclarait le disciple de Jules Soury, ouvert à la curiosité de la foi par l'abbé Brémond qui ne lui proposait en modèles d'une religion de bonté et d'amour que des libre-penseurs, c'est dans la petite chapelle de Louqsor, la nuit de Noël 1907, qu'il a retrouvé "l'atmosphère de son âme". "Je ne sais pas la vérité de la religion, écrira-t-il, mais je l'aime". Il atteignait peut-être, quand il est mort, à la sublime *simplification* de son destin.

\*  
\*\*

Le Tome XXI de la Correspondance de George Sand est paru (7). George Sand dit à l'un de ses correspondants qu'elle écrit au moins dix lettres par jour. De 1812, date à laquelle M. Georges Lubin a commencé de comptabiliser la correspondance de son "grand homme" à 1870, date où il nous a conduits, George Sand a dû écrire un minimum de vingt mille lettres. M. Lubin en a recensé présentement 14.627. Beaucoup de lettres identifiées n'ont pas été retrouvées, ou sont conservées jalousement dans des tiroirs qui refusent de s'ouvrir. Mais nous ne sommes pas tellement loin du compte et M. Lubin a bien travaillé.

George Sand a maintenant soixante quatre ans. Le portrait qui orne la couverture de ce XXI<sup>e</sup> volume montre le visage un peu grassouillet d'une dame à l'air serein, dans la tenue d'une religieuse laïque, voilette et colerette. A trente deux ans, George proclamait qu'elle entraînait dans la vieillesse. En 1868, elle additionne chaque année un printemps nouveau. Elle vit à Nohant au milieu de ses enfants dans une maison "bête et heureuse". Elle nous dit que le "chez soi, c'est bon". Elle joue avec ses petits enfants, Aurore et Gabrielle, elle coud des costumes pour le théâtre de marionnettes de son fils, le cher *bouli*, Maurice Dudevant, elle se promène dans la campagne, elle cueille des herbes. Elle écrit à Flaubert : "Je suis un vieux troubadour retiré des affaires", mais elle continue à chanter des ballades au clair de lune et, chaque année, elle fait jouer une nouvelle pièce à Paris, et elle passe ses nuits à écrire des romans. Le chemin de fer a rapproché Nohant de Paris. Elle y court pour un oui ou pour un non, un succès ou un échec. Aux obsèques de Sainte-Beuve, elle est acclamée par la jeunesse. Elle entend autour d'elle beaucoup de voix inquiètes annoncer "un naufrage social" ; le prince Pierre Bonaparte tue Victor Noir d'un coup de pistolet. Rochefort

soulève Paris, mais la révolutionnaire de 1848, la correspondante fidèle de Barbès n'aime pas le marquis rouge que le peuple adule. Il n'y a pas beaucoup de lignes dans ces lettres pour prévoir la guerre qui va éclater dans quelques mois. George Sand est optimiste, croit à la perfectibilité humaine, mais ajourne la démocratie. Elle qui est tout amour ressasse la seule haine qui ait occupé sa vie, celle du catholicisme et des prêtres romains. Elle écrit dans une lettre à une nouvelle convertie, en la traitant de "petite dinde", que "les bons ignorantins violent les petits garçons par centaines dans leurs écoles". Le Père Hyacinthe Loyson, le futur défroqué, déclare, après avoir lu cette lettre, que George Sand est habitée par le démon. Devra-t-on exorciser la bonne dame de Nohant ? C'est la seule question un peu dramatique que pose, dans cette tranquille période d'avant-guerre, la vie bucolique de George Sand.

Philippe SENART

- (1) (5) Fayard.  
 (2) (3) Julliard.  
 (4) Laffont.  
 (6) Perrin.  
 (7) Garnier.

## NOTES BREVES

*L'Irlandaise du Dakar*, par Denis Tillinac (Robert Laffont).

Est-ce pour avoir suivi le cours de Raoul Girardet à Sciences Po sur "l'idée coloniale", que M. Denis Tillinac a été amené à écrire *L'Irlandaise du Dakar*, roman-reportage dans lequel il se libère de ses "fantasmes impériaux" sur les pistes du rallye Paris-Dakar, avec détour par Tamanrasset et Tombouctou à la poursuite des ombres de Charles de Foucauld et de René Caillé ? Il se déclare un Français d'autrefois, un peu chevalier, un peu croisé, un peu mousquetaire. N'a-t-il pas brûlé d'un amour romanesque pour Marie de Chevreuse dont il avait fait connaissance dans *Vingt ans après* ? L'Irlandaise de Paris-Dakar ne tient dans le roman auquel elle donne son titre qu'une place assez secondaire. Certes, à la fin de l'histoire, notre conquérant d'empires imaginaires - "découvrir, conquérir, pacifier, évangéliser", telle est sa vocation d'enfant de bonne race, épousera la fille gaélique rencontrée dans le désert en lui offrant le royaume de Guinée. Mais ce qui compte dans ce roman de l'Empire français, c'est la place qu'y tient, à l'arrière-plan, la province française, et ce n'est pas seulement parce qu'il a suivi le cours de Raoul Girardet que M. Denis Tillinac s'est lancé à la reconquête d'un empire perdu, mais parce qu'il a longtemps rêvé, petit garçon, dans une école de village du Massif central, sur l'espace rose des cartes Vidal-Lablache marqué A.O.F. et A.E.F. Ce village, avec son château, ses maisons entourées de leur jardin, ses prairies, est présent à toutes les pages de ce roman colonial. Du *Bonheur à Souillac* jusqu'à

*Spleen en Corrèze*, dans tout ce qu'écrit M. Tillinac, on découvre la figure, on sent l'odeur, on éprouve la nostalgie de ce qui n'est plus aujourd'hui qu'un mythe, mais qui a été la réalité dans laquelle la part la plus vivante et la plus originale de notre littérature s'est enracinée et a prospéré, la "Province". *L'Irlandaise du Dakar* la retrouve au bout du désert.

*Le Sabre de Didi*, par Gabriel Matzneff (La Table ronde)

*Matulu*, le vaillant mensuel fondé par M. Michel Mourlet autour des années 68, repris aujourd'hui par la jeune équipe qu'entraîne M. Grégoire Dubreuil, a consacré un de ses derniers numéros à la polémique, genre décrié en notre vertueuse époque, mais que les plus grands écrivains, d'Agrippa d'Aubigné à Victor Hugo, ont illustré. Au moment même où nous lisions dans ce numéro de *Matulu* les brillantes pages extraites du livre de M. Eric Vatré, le biographe de Rochefort, sur Léon Daudet, paraissait en librairie sous la signature de Gabriel Matzneff un recueil polémique féroce, *Le Sabre de Didi*, composé d'articles de *Combat*, de *Notre République*, du *Monde* etc... dans lequel s'exprime, un pas à droite, un pas à gauche, la verve caracolante du fondateur de l'Association pour la délivrance de Constantinople. M. Matzneff a tiré le sabre de Didi du *Lotus bleu* de Hergé. C'est en invoquant Tintin qu'il s'est lancé à vingt ans dans les batailles politiques, morales, religieuses et esthétiques de notre époque, mais c'est en confiant le sabre de Didi à son cher d'Artagnan qu'il a remporté toutes ses victoires. *Tintin* et *les Trois Mousquetaires* sont, avec Schopenhauer, les références habituelles de M. Gabriel Matzneff. On croit connaître Matzneff. Il ne fait rien, en effet, pour se cacher. Il publie régulièrement un Journal tiré de ses carnets noirs dans lesquels il note tout ce qu'il fait de mal. Mais ce qu'il fait de bien ?... Peut-être le laisse-t-il ignorer. C'est dans *le Sabre de Didi* qu'il faudra découvrir le pur et intransigeant chevalier de toutes les nobles causes. Toutes les fois qu'un faible est, quelque part dans le monde, molesté, toutes les fois qu'un appel au secours est lancé, M. Matzneff accourt avec son sabre, son grand chapeau de mousquetaire empanaché et son bon cœur. Un article de Matzneff, c'est mieux qu'une protestation de la Conscience universelle. "Pédophile du diable", l'appelle son ami Boutang. Il a écrit sur les "moins de seize ans" bien des pages qu'on lui reproche, mais le vrai Matzneff est celui qui relève ici son masque de fer (ou de velours) pour apparaître, le visage clair, dans la lice où, non seulement, il attaque, mais où, surtout, il défend. Innombrables, de Bastien-Thiry et de Bougrenay de la Tocnaye aux Palestiniens, aux Mohicans, aux Chypriotes, aux Arméniens, aux enfermés du goulag sont ceux pour lesquels il s'est croisé. Ce polémiste est féroce, mais compatissant à toutes les infortunes. Il n'y a qu'au "malheur" des Polonais auquel il reste insensible. *Le Général Dourakine* était, dans la famille russe du petit Matzneff, un livre interdit à cause du prince Romane, un polonais, le seul

personnage sympathique du roman de la comtesse de Ségur. Il y a une interrogation, un appel très émouvant à la fin du *Sabre de Didi* : "Qu'attend-on de moi pour m'aimer enfin ?". M. Matzneff, polémiste dur et cruel, déborde d'amour et il s'étonne qu'on ne l'aime pas. Oui, qu'attend-on pour l'aimer ?

*L'Évangile du fou*, par Jean-Edern Hallier (Albin Michel)

"Fais ton Foucauld", ne cessait de répéter sa mère, morte aujourd'hui, à Jean-Edern Hallier, enfant prodige et prodigue. Jouant sur l'ambiguïté de cette recommandation, mais s'y conformant strictement, il a écrit dans *l'Évangile du fou* une vie (ou une simili-vie) du Père de Foucauld, tout en singeant son modèle dans une *imitation* où la part de grimace, où le jeu d'enfant se compose avec une aspiration à l'héroïsme et à la sainteté. M. Jean-Edern Hallier n'en finira pas de nous étonner. Voilà qu'il sort d'une retraite de quatre années où l'auteur de *la Cause des peuples* et le directeur de *l'Idiot international* a fui ce qu'il déclare la persécution du Pouvoir pour retrouver les valeurs morales et spirituelles que Foucauld et lui-même ont hérité d'un fonds commun de classe et que lui-même, comme Foucauld, avaient dilapidées dans les aventures sans lendemain de la débauche ou de la politique. "Ces années de détresse, écrit M. Jean-Edern Hallier, ont correspondu à l'éclatement de mon talent, à l'harmonie intime, à un grand équilibre physique". La traversée du désert au cours de laquelle il a rencontré Foucauld, aurait-elle marqué pour lui le retour aux sources classiques de son génie ? N'oublions pas qu'il est l'arrière petit-neveu de l'évêque Hallier, grand ami de Port-Royal. Il en rapporte un livre où, cependant, n'ont fait que se recharger d'extraordinaires capacités de délire (mais bien contrôlé). *L'Évangile du fou* où le visage de Jean-Edern Hallier apparaît en surimpression à celui de Foucauld, où la vie de l'un s'identifie à celle de l'autre dans le même défi au monde, dans la même quête de l'absurde, n'est qu'une bataille de Don Quichotte contre tous les moulins que les vents de la presse et de la publicité font tourner. Peu importe ! Enfant, Jean-Edern Hallier se juchait sur un tas de sable de sa villa tunisienne pour y inventer, sous le regard intéressé d'un ami de ses parents qui s'appelait Saint-Exupéry, un rêve à sa démesure. Entre le petit tas de sable de Carthage et le piton de l'Assekrem de Foucauld d'où il se donne le luxe de cracher sur tout ce qui ne lui paraît pas assez saint, il n'y a qu'une différence de niveau. Le point de vue que l'on y prend sur l'au-delà est pour Jean-Edern Hallier le même. C'est un terrain de manœuvres, pour une simulation d'éternité. On peut se faire le complice de son jeu en l'y suivant.

*Boni de Castellane* : Mémoires (Perrin)

"Vous croyez peut-être, écrit Léon Daudet dans ses *Salons et Journaux*, que Boni de Castellane est un homme frivole, un mondain élégant, uniquement

occupé de ses cravates, de ses chaussettes de soie et de ses étincelants chapeaux. C'est un dandy certes... mais avant tout il est sérieux, passionné pour la politique étrangère dont il peut parler pendant toute une soirée"... Tel apparaît dans ses *Mémoires*, Talleyrand sans emploi, Boni de Castellane. Il a rêvé, au cours d'une vie agitée, de s'égalier à celui qui fut son arrière-grand-oncle, il n'a eu que des journaux et la tribune de la Chambre pour exprimer sa manière de concevoir l'Europe, mais, au lendemain de la Grande Guerre, il a réussi, bien que se prétendant ruiné, à faire revivre dans son hôtel de la rue de Lille, les fastes diplomatiques et mondains du Congrès de Vienne. Il avait, avec une Europe qui existait encore, des relations de famille et la République n'a pas dédaigné de les utiliser. Il a soutenu son goût de la politique par sa passion des fêtes, mêlant dans sa vie le futile au sérieux, mais faisant servir l'un à l'autre. Il a toujours mis en grand seigneur d'Ancien régime la frivolité au service d'intérêts supérieurs. On trouvera dans ses *Mémoires* bien des pages où sourit l'anecdote boulevardière. D'autres, moins racoleuses, mais tout aussi nombreuses, abondent en observations sociales et en réflexions morales. Boni de Castellane a joué son rôle de vedette sur la scène de la Belle Époque ; c'est en y apportant la note de gravité et de majesté du Grand Siècle.

*Janine Alexandre-Debray* : La Païva, ses amants, ses maris (Perrin)

Née dans un ghetto russe, Thérèse Lachmann a parcouru à Paris du claqué de troisième classe au lit armorié de Henckel de Donnesmarck la grande carrière de la prostitution. Mme Alexandre-Debray la qualifie de "prostituée puritaine" et veut la laver de l'accusation d'espionnage au service de l'Allemagne dont elle a été l'objet. Mme Alexandre-Debray dénombre 40 000 espions allemands dans le Paris de Napoléon III. La Païva n'en aurait-elle pas été ? Elle a eu des amitiés littéraires et politiques. Henckel de Donnesmarck qui a fini par l'épouser a été, sans en avoir jamais le titre, une espèce d'ambassadeur de Bismarck en France, un pré-Abetz. La relation nouée par le couple Henckel-Païva avec Gambetta a favorisé une esquisse de collaboration franco-allemande après la défaite de 70. La politique anti-cléricale du chancelier de fer devait s'appuyer en France sur les républicains franc-maçons. L'installation du protestant Waddington à la présidence du Conseil ne pouvait qu'entrer dans les vues de la Prusse. La restauration du comte de Chambord, en rompant l'isolement de la France au milieu des cours européennes et en permettant le même rétablissement que celui opéré par Louis XVIII en 1815, ne lui aurait pas fait plaisir. Léonie Léon, la maîtresse de Gambetta, a préparé avec la Païva une entrevue de Montoire à Varzin. Gambetta, morigéné par Juliette Adam que Spuller avait alertée, n'y est pas allé. Mme Alexandre-Debray a écrit un livre-pleidoyer pour la Païva. Il est intéressant à lire.

Ph.S.

# LA GRANDE MISÈRE DES ÉGLISES DE CAMPAGNE

par Yvan CHRIST

**E**n septembre dernier, le ministre de la Culture a repris à son compte, c'est-à-dire à celui de l'Etat, une heureuse initiative de son prédécesseur, à savoir la "Journée portes ouvertes dans les Monuments historiques". Six mille d'entre eux, qui sont de tous les âges, ont été accessibles aux amateurs d'art et d'histoire. 30 % de visiteurs supplémentaires ont répondu à l'appel et à l'invitation.

Le succès de l'opération aurait été certainement plus grand encore que les deux années précédentes, si, comme il était prévu, les autorités avaient été en mesure d'ouvrir nombre de bâtiments publics, notamment les ministères. Pour de légitimes raisons de sécurité, elles y ont renoncé. Qui donc n'a la naturelle curiosité de pénétrer dans les précieux et mystérieux hôtels du faubourg Saint-Germain, abusivement réservés à MM. les ministres et à leurs services, dans des résidences préfectorales qui furent souvent des logis de puissants seigneurs ou d'opulents abbés, dans ceux des châteaux qui sont toujours habités et qui ne sont pas habituellement ouverts à la visite ?

\*  
\*\*

Le ministère de la Culture a tenu, en 1986, à "*privilegier*" (c'est son terme) l'ouverture des églises et des chapelles de campagne, généralement fermées, faute de desservants réguliers. Déchristianisation, exode rural : on connaît trop bien les raisons profondes de cette situation sur laquelle je n'épiloguerai pas...

Un fait est certain : sécurité oblige - face à l'appétit des voleurs de tous ordres, rabatteurs, attirés ou non, des brocanteurs et des antiquaires. Un de ceux-là, qui tient boutique à Paris, dans le plus vaste des bazars mondains de la curiosité, ne rougit pas de proclamer qu'il fait commerce de calices, de ciboires et d'ostensoirs. Près de 80 % des débitants d'œuvres d'art anciennes proposent à leur clientèle des objets qui proviennent des églises. En dix ans, plus de quatre cent statues ou pièces liturgiques ont été dérobées dans la seule Alsace.

Ces renseignements et statistiques m'ont été communiqués par l'association Saint-Louis-de-Gonzague, présidée par François Giscard d'Estaing et dont Denis Mourgues est le secrétaire général (1). Elle s'attache à alerter l'opinion sur un drame qui perdure, surtout depuis les lendemains du dernier Concile. Elle envisage de publier, avec le concours de l'Office central de répression du vol d'art, une brochure qui serait adressée à tous les curés de France et, souhaitons-le, à tous les maires : la plupart des églises paroissiales ne sont-elles pas, aux yeux de la loi, propriétés municipales ? Leurs desservants n'en sont-ils pas simplement les affectataires ? En outre, ladite brochure reproduirait les photographies des œuvres d'art qui ont

été retrouvées et saisies aux frontières par la police et dont on ignore la provenance. A qui les restituer ? Que deviendront-elles ?

L'association lance une souscription pour arriver à ses fins. On espère bien qu'elle sera soutenue par les pouvoirs publics. L'Etat, dans son actuelle incarnation dite libérale, fait appel au bénévolat, au partenariat, au mécénat : ne cessent de le rappeler les ministres François Léotard et Philippe de Villiers. Une intime, une efficace collaboration doit se nouer entre le pouvoir culturel et les citoyens : tel est, en la circonstance, le devoir de ceux-ci et de celui-là.

\*  
\*\*

Les titulaires successifs du portefeuille de la Culture se sont toujours appliqués à rassurer les défenseurs du patrimoine quant au sort du mobilier des églises rurales. De consolantes promesses ont été, jadis ou naguère, formulées : des systèmes électroniques devaient être établis entre les églises, les mairies et les services de police ; nous pouvions dormir tranquilles ; les pilliers seraient traqués et muselés... Engagements non tenus, sauf exceptions.

Lors de la "Journée portes ouvertes" des gardiens bénévoles ont assuré la surveillance des petites églises de campagne que visitaient les chercheurs et curieux de toute espèce. Mesure transitoire. Sera-t-elle, sous une forme ou sous une autre, permanente ? Ah ! où sont les dévots et dévotes, les bedeaux et bedelles d'antan ? Ils étaient, dans tous les sens du terme, les vrais gardiens du sanctuaire. Ils ont été vilainement brocardés. La race en est perdue. Leur présence nous manque...

Les curés des villes et des champs ne sont pas tous responsables de l'horrible saignée que subit le patrimoine des églises françaises. Certains le sont, pour qui la vieille beauté, sous toutes ses formes, n'est que fétichisme, obscurantisme, triomphalisme - les restes, déclarait avec dédain et dégoût, durant le deuxième Concile du Vatican, un religieux réputé éminent, du "*clinquant impérial et seigneurial de l'Eglise*"... On les laisse généralement faire ou l'on ferme pudiquement les yeux sur leurs agissements illégaux, pour toutes sortes de prudentes raisons, qui sont plus mauvaises que bonnes. On, c'est-à-dire les représentants de l'Etat, qui ne peuvent être partout à la fois, et, pour commencer, les propriétaires de ces édifices publics qui ne sont plus la propriété du clergé et dont celui-ci croit avoir licence de disposer à sa guise. L'association Saint-Louis-de-Gonzague doit alerter les curés de France - quand il en est encore ; elle a le devoir impérieux de mettre surtout en garde les maires de France, responsables légaux de nos églises et de leurs trésors, menus ou prestigieux.

\*  
\*\*

Une solution de recours a été trouvée sous les précédents ministres de la Culture : la création, au chef-lieu des départements ou dans quelque autre ville d'importance, des dépôts d'œuvres d'art provenant des églises rurales les plus isolées ou les moins bien gardées - avec l'accord des municipalités concernées, qui resteraient propriétaires des objets déplacés. L'expérience est loin d'avoir été généralisée. Certains de ces dépôts sont aménagés parfaitement. Tel est le cas de celui de Dijon, qu'abrite l'ancienne église Sainte-Anne, où ont été regroupés autels, retables, statues, statuettes, tableaux, pièces d'orfèvrerie, vêtements liturgiques, etc.

Pourra-t-on multiplier, dans la France entière, ces musées d'art sacré ? Ils sont, en principe, contre nature. Les œuvres qui les peuplent ou peupleraient n'ont-elles pas été façonnées pour le service du culte ou pour incarner la dévotion des fidèles ? Mais où en est le culte et où la dévotion ?

André Chastel, membre de l'Institut, le soulignait déjà, il y a une vingtaine d'années : *"C'est l'Eglise elle-même - et non plus la société moderne - qui tend à abandonner la responsabilité de la tradition et qui la rend définitivement à l'histoire. Le catholicisme du concile du Vatican cessant de s'identifier à celui de la Contre-Réforme (...), le vaste domaine de l'art religieux change définitivement d'éclairage. Toutes sortes d'aménagements complexes se trouvent ainsi comme désaffectés à l'intérieur même de l'église. On ne peut plus se fier à la piété pour entretenir certaines formes de l'art chrétien et en maintenir l'intelligence (...). Les formes qui nous touchent le plus - du gothique au baroque - appartiennent toujours au trésor de l'Eglise, mais elles ne sont plus nécessaires à son activité et elle les cède d'elle-même à la culture, heureux quand le clergé n'en dispose pas imprudemment à sa convenance. Il y a là un conflit dont on voit peu de précédents dans l'histoire"* (2).

Réflexions aimères et lucides. Elles sont, plus que jamais, d'actualité - l'actualité du vol, de la désacralisation, de l'épuration, du vandalisme...

La "Journée portes ouvertes" incitera-t-elle les pouvoirs publics, à tous les échelons, à prendre en considération sérieuse le sort des églises de campagne ? Le ministre de la Culture semble vouloir s'y engager. Ainsi a-t-il annoncé qu'à partir de l'année 1987, il contribuera, en liaison avec les autorités locales, au développement de la signalisation routière et à la publication de guides. Voilà qui est nécessaire, mais non suffisant. Aussi prévoit-il un effort accru, *"conjointement avec la région et le département, pour aider les collectivités propriétaires sur la base de critères relatifs à l'importance et à la qualité des édifices ainsi qu'au montant des ressources communales"*. Enfin, appel sera fait *"au partenariat des entreprises et des personnes dans le cadre des incitations fiscales existantes"* (3).

*Un marché à la brocante, parmi d'autres, où échouent parfois les petits trésors des églises de France...*

Voilà de bons enseignements. On aurait aimé qu'il fût également question du mobilier fragile et convoité de ces petites églises à demi-oubliées, fussent-elles classées, dont les communes pauvres ne peuvent assumer effectivement la surveillance et la mise en valeur. Contenir, puis arrêter l'hémorragie qui se poursuit : c'est, avec l'aide de tous les Français, le rôle du pouvoir culturel. Le patrimoine chrétien ne fait-il pas intrinsèquement partie de notre trésor national en perte ?

Yvan CHRIST

*N.B. Il va sans dire, bien évidemment, que je ne mets pas en cause l'intégrité de la profession des antiquaires et de celle des brocanteurs.*

(1) 183, avenue de la Division-Leclerc, B.P. 20, 95880 Enghien-les-Bains.

(2) Préface à l'*Histoire générale des églises de France*, Robert Laffont, éditeur, Paris, 1966.

(3) Textes empruntés au "dossier de presse" distribué aux journalistes en septembre 1986, par le ministère de la Culture et de la Communication.

# ERNST JÜNGER, L'ORDRE DU REBELLE

par Joseph MACÉ-SCARON

**I**l existe plusieurs Ernst Jünger. Plusieurs ? Une infinité de Jünger. Le sourcier de Wilflingen a profité de sa longue permission sur notre planète pour écumer tous les genres littéraires et goûter toutes les expériences. Aussi lui doit-on des romans (Abeilles de verre, Le Lance-pierres), des antimémoires (Chasses subtiles), des essais (Le Traité du sablier), des carnets de voyage (Printemps d'île), des réflexions ou des études politiques (Le Nœud gordien, l'Etat universel), des journaux intimes (Soixante dix s'efface) des recueils d'aphorisme (Mantrana) et même... un roman policier (Une dangereuse rencontre).

Innombrable Jünger ! Dans ses "Entretiens" avec le forestier des lettres allemandes (1), Julien Hervier, traducteur également de Nietzsche, de Heidegger et de Hesse, s'est efforcé d'emprisonner dans le filet de ses questions tous les aspects de cet homme-Protée qui a

épousé toutes les convulsions de ce siècle, avant de s'en retirer comme la marée du soir. Julien Gracq, si proche de Jünger, évoquait à son sujet l'inhumanité minérale des cristaux glacés aux arêtes nettes, au travers desquels on lit comme sur un thermomètre la température des volcans. Cristal, irritant et inclassable, Jünger s'est plu à jouer de ses multiples facettes. La chasse aux insectes, la réflexion sur les mythes, la passion de l'histoire à travers Hérodote, Polybe ou Saint-Simon : une telle diversité étourdit et le malheureux lecteur égaré dans une telle œuvre, apparemment plus riche et complexe que ces labyrinthes chers à Borges, risque de passer à côté d'une lumineuse et secrète architecture. Un réactionnaire, un dissident et un prophète : telle est l'approche commune, la plus sommaire, de ce solitaire. Avoir écrit dans un isolement qui n'avait rien de splendide, durant six décennies sans se soucier de ce que chacun y tenait pour important ou évident, de l'esprit du temps, être, selon la

formule d'Hölderlin dans Hyperion, "étranger dans sa propre patrie", puis se retrouver - à quatre - vingt - douze ans - en pleine possession de ses forces intellectuelles et physiques - àu seuil d'une époque qui vous redécouvre (ou vous découvre) en pressentant que vous avez d'avance, et sans bruit, travaillé pour elle, tel semble être le destin d'Ernst Jünger. Une arche fermée, naviguant sur les eaux de notre déluge et porteuse pour les rivages où elle abordera, de valeurs essentielles dont le monde de demain aura à se réensemencer.

Un mot de Kafka résume bien cet itinéraire : "Ce qu'il y a de décisif, c'est le combat que livre un individu à contre-courant". Dans son journal de campagne (2), le capitaine Jünger souligne : "J'ai toujours eu un cœur pour l'infortune, mais pour mon malheur, surtout pour celles qui n'étaient pas à la mode. Il me semble d'ailleurs qu'un des caractères du malheur, c'est de n'être point au goût du jour".

Il faut malheureusement faire état de quelques données biographiques - de quelques unes seulement. Je me garderai bien de pénétrer dans la vie privée de Jünger au sujet de laquelle il a toujours été extrêmement réservé, se méfiant des professions de "soi". Né le 29 mars 1895, Ernst Jünger aurait du "logiquement" appartenir à ce que Hannah Arendt nomme "la première des trois générations perdues". Les hommes de cette génération qui s'étaient initiés au monde dans les tranchées et sur les champs de bataille de la Première Guerre Mondiale avaient l'impression, à leur retour, d'être devenus incapables de vivre des vies normales. Pire : la normalité était une trahison de toutes les expériences d'horreur et de camaraderie dans l'horreur, qui avaient fait d'eux des hommes, et, plutôt que de trahir ce qu'il leur appartenait le plus incontestablement, ils préférèrent être perdus pour le monde. Or, il est étonnant de remarquer à quel point Jünger est resté étranger et cela malgré un engagement physique et moral total - à cette attitude qui devint très vite une sorte de climat d'opinion en Europe.

## GUELF OU GIBELIN ?

Ernst Jünger passe sa jeunesse dans l'ancien "royaume hanovrien". L'indication est précieuse car l'auteur de "Sur les falaises de marbres" a souvent été dépeint - à tort - comme un strict prussien, pur produit du moule Hohenzollern, un frère de race d'Ernst von Salomon, l'auteur des "Cadets". Or, notre uhlan, qui a effectivement grandi sous l'influence et la férule wilhelmiennes, n'en reste pas moins essentiellement hanovrien, donc Guelf. "De race et par droit féodal, dit-il, je suis Guelf" (Welfe). Cette origine renforcera pour toujours son goût pour un Ordre supérieur et le dégoût pour ses contrefaçons. Il faut donc faire justice de l'image du junker à la nuque raide et épaisse, portraituré par Eric von Stroheim dans la "Grande Illusion", sabrant le champagne au Majestic, monocle vissé à l'œil gauche, bottes frottées par une pièce de monnaie, contemplant les catastrophes d'une terrasse. Ernst Jünger est rebelle aux empereurs, pas à l'Empire. De tout temps, il aspire à un autre Ordre

aussi étranger au totalitarisme et aux tyrannies qu'aux désordres. Elève turbulent et déplorable ("Le lance-pierres"), il s'enfuit en 1913, à l'âge de 17 ans de la maison paternelle. But de l'escapade : s'engager à Verdun dans la Légion étrangère. Révolte et discipline. Toujours étroitement associés. Quelques mois plus tard, alors qu'il a déjà fait un bref séjour à Alger et a commencé à suivre des cours d'instruction à Sidi-bel-Abbès, son père parvient à le récupérer. Il tirera de cette première expérience les "Jeux Africains". "Pourquoi ne serait-il pas possible, me disais-je, de vivre comme doivent faire les bêtes et les plantes, sans secours, sans pain, sans rien de ce que l'homme a touché ?" C'est de cette expérience que procédera l'ouvrage. Un parfait récit classique mais aussi un récit magique qui fait défiler sous nos yeux une procession étonnante d'originaux, de désaxés, de vagabonds et d'aigrefins. Ainsi que le remarquait Marcel Jouhandeau, ces futurs légionnaires sont enfermés dans un de ces champs clos où l'on peut surprendre notre espèce comme un entomologiste ses insectes. De cette fugue, Jünger gardera le sentiment très vif qu'"on ne connaît la puissance de l'ordre social qu'après l'avoir quitté" et la passion de la chasse. Une chasse infiniment subtile et parfois désespérée quand elle prend pour gibier des mondes finissants.

La guerre éclate le 1<sup>er</sup> août 1914. Dès les premiers jours, Jünger se porte volontaire. Sous-lieutenant dès novembre 1916, il participe aux plus durs combats de Champagne, de la Somme et des Flandres. En 1917, chef d'un commando d'intervention, il reçoit, lui, le Welf, la Croix du Chevalier de l'Ordre des Hohenzollern, puis la croix "Pour le mérite" en 1918, la plus haute distinction de l'armée allemande.

Son corps porte la trace de quatorze blessures. Ironie ? L'élève révolté est devenu un héros d'un empire qu'il méprise et d'un empereur qu'il brocarde. Néanmoins, il semble avoir trouvé son ordre, l'Ordre des réprouvés. De 1918 à 1923, caserné dans la Reichswehr à Hanovre, il commence à écrire ses premiers livres pleins de bruits et de fureurs, nourris de l'expérience du front. "Orages d'acier" (In Stahlgewittern) publié d'abord fin 1919 à compte d'auteur. Lui feront suite : "La guerre, notre mère" en 1922 (paraphrase du fameux texte d'Héraclite). "Le boqueteau 125" en 1924 et "Feuer und Blut" en 1925 complétée par la "Guerre notre mère" dont le chapitre intitulé Sang ("La volupté du sang flotte au-dessus de la guerre comme un voile rouge sur une sombre galère") provoquera. Immédiatement, Jünger s'impose comme le porte-drapeau de cette "génération sacrifiée", même si, comme l'a souligné un de ses traducteurs, Henri Plard (3), c'est surtout comme spécialiste des problèmes militaires et grâce à ses articles sur la guerre moderne publiés dans le "Militärwochenblatt" qu'il se fait connaître. Articles repris et analysés plus tard par un certain... Charles de Gaulle.

Mais très vite, Ernst Jünger est à l'étroit dans ce rôle de héros. Comme l'a écrit son amie Banine dans un court texte intitulé "L'homme des complémentaires", il décroît

les militaires car sa figure est celle "du beau Chevalier non sans peur mais sachant la transcender". Cette amie (4) montre combien il sera vite "pris de dégoût pour les épauettes", simulacre d'insigne. Un vieil axiome de chevalerie dit : "Le courage seul décore visage". Cela suffit à Ernst Jünger qui sait qu'en temps de détresse, ce qui est décisif, c'est moins la guerre elle-même que le monde qui en émerge. Après la première guerre mondiale, l'Allemagne est marquée par l'effondrement de la tradition, des règles, des normes et des disciplines. Un point de non retour. Elle est confrontée alors à la chute de l'Etat-nation, le passage d'une société de castes à une société de masse et surtout, le déferlement du nihilisme, qui, après avoir été l'affaire d'une poignée d'hommes devient tout à coup un phénomène de masse.

Dans son roman auto-biographique "Der Fragebogen" (Le questionnaire), Ernst von Salomon affirme que la période fut sans doute la plus riche en penseurs et en projets que l'Allemagne ait connue. Cette période présentait un aspect terrible - au sens où Rilke écrit "Le beau est terrible". Les ressorts étaient cassés, les plans ruinés, et l'effort dénué de sens. Pourtant, le monde apparaissait avec une fraîcheur enfantine suspendu dans le vide, sans orbite. Les orages d'acier ayant effacé toutes les empreintes humaines, il ne semblait rester plus rien que la pureté des éléments et l'innocence des hommes perçant sous les ruines. Ernst Jünger prendra appui sur cet élan vital et utilisera le nationalisme comme la dynamite. On songe ici à l'idée nietzschéenne du "bain d'acier" et au rôle de "l'anarchie totale" chez Novalis.

Pour aider à cette "table rase", l'auteur/militaire façonne un nouveau romantisme qui devrait permettre de déchaîner l'élémentaire, de réveiller les forces de la Vie (et non de l'instinct) pour en finir avec l'ordre vermoulu et bourgeois des Hohenzollern. Aussi Ernst Jünger chemine-t-il parmi le chaos des forces pour y chercher des étalons d'un Ordre nouveau. Il publie en 1928, "Le cœur aventureux" avec cet épigraphe emprunté à Johann Georg Hamann, inspirateur mystérieux et mystique du "Sturm und Drang" : "Je retrouve en tous lieux / la semence des choses / qui sont dans ma pensée". La profusion de la vie s'y disperse en notations brèves mêlant réalisme et onirisme. Elle éclate, par exemple, dans un très court texte : "Les endives violettes" : "J'entrerais dans ce riche magasin de mangeailles parce qu'une espèce toute particulière d'endives violettes exposées en vitrines avait attiré mon attention. Je ne fus pas surpris d'entendre le vendeur m'expliquer que la seule viande à laquelle on pût joindre ce légume était la viande d'homme, je dirais plutôt que j'en avais eu l'obscur pressentiment". Parallèlement à ces écrits, Ernst Jünger mène une réflexion méta-politique sur le devenir de la Technique. Son essai "Der Arbeiter" ("La figure du Travailleur") fut écrit à Berlin et publié en 1932. C'est dans la capitale allemande que se concentrait l'activité de nombreux cercles et revues, nébuleuse de la Révolution conservatrice : l'Arminius, le club de Juin, l'Eten-dard... où se cotoyaient, entre autres Ernst von Salomon, Moeller van den Brück, Kleinau, Ernst Niekisch.

Un milieu berlinois que Friedrich Hiebscher a dépeint sous le titre : "Berlin, chaudron des sorcières". Un an auparavant, Ernst Jünger avait publié "La Mobilisation totale", analysant déjà l'emprise grandissante de la technique sur le monde. La volonté de puissance trouvant dans cette domination son suprême accomplissement.

*Ernst Jünger, dans son bureau de Kirchhorst*

Qu'est-ce-que la figure du travailleur ? La figure est ici un type, elle est source de sens, un peu à la façon d'une empreinte. Pour la saisir, on peut faire appel à ce "voir" que Platon nomme "idein". Car cette figure rassemble et unit tous les travailleurs sans pour autant s'incarner en aucun. Dans la figure du travailleur réside le type de la génération naissante. Bien au-delà de la seule activité professionnelle, elle est volonté d'actes ou plutôt volonté de volonté d'actes. "Le tempo du poing, de la pensée et du cœur, la vie qui va jour et nuit, la science, l'amour, l'art, la foi, le culte, la guerre, tout est Travail ; Travail encore la vibration des atomes et la force qui meut les étoiles et les systèmes solaires". Le sous-titre de l'ouvrage : "Herrschaft und Gestalt" (Forme et règne) résume bien la problématique. Le travailleur est celui qui est confronté aux puissances élémentaires de la vie, en tant qu'il est livré à l'étant. Comme tel le Travailleur est un donneur de forme qui crée un nouvel Ordre, "a fearful symetry" pour reprendre l'image de Blake qui surgit de la fournaise et de l'enclume. Comment le Travailleur va-t-il donc "donner" des formes et mobiliser le monde ? Il va donner des formes en recourant à la technique. Celle-ci n'a pas pour but le progrès mais bien

la puissance. Mais l'Ordre du Travailleur est un ordre fondé sur l'autorité et non un ordre totalitaire pour reprendre la distinction classique d'Hannah Arendt.

Au cours de l'hiver 1939-1940, Martin Heidegger commenta l'ouvrage, de Fribourg-en-Brigau. Ce séminaire - qui représente la seule tentative d'élucidation fondamentale qui ait été réalisée de cet œuvre fut finalement interdit par le parti nazi. Une telle interdiction reflète bien l'abîme qui sépare cet écrit de l'idéologie nationale socialiste et de ses représentants officiels. "Ceux qui écoutent, parmi ceux qui entendent, souligne Jean-Michel Palmier (5), comprendront ce que signifie la rencontre de Heidegger et de Jünger dans l'horizon de la métaphysique achevée".

## LE TEMPS DES EQUARISSEURS

"Der Arbeiter" n'est pas un simple constat de l'essence et de la finalité de la modernité. Trente ans plus tard, "Le Mur du Temps" réaffirme le postulat de la domination de la Figure du Travailleur. Pendant ces décennies, Jünger continuera de multiplier les critiques contre le monde de la technique. Percevant même une sorte d'annulation de la technique par la perfection qu'elle cherche à atteindre. Ainsi dans "Héliopolis", la technique est entrée en sommeil après avoir atteint ses buts. Mieux que tout philosophe et plus que tout politique, Jünger a saisi le risque majeur que nous encourrions en raison de la mondialisation de la technique, l'immobilité d'un monde d'insectes, un cauchemar d'étatisme et de technicité. Car cette réflexion sur la technique ne se sépare jamais d'une interrogation sur l'Etatisme ; la seconde interrogation jungérienne pour Henri Plard (6). Face au plus froid des monstres froids, la démarche du Guelf est naturellement originale. Sans doute parce qu'elle prend appui sur les origines. Nul doute en effet que dans ces "sombres temps", le conservateur ne soit le mieux préparé pour résister aux assauts de l'Etat-universel. Car contrairement aux progressistes qui cultivent des espérances qui ne se réalisent jamais, les conservateurs pensent à des légalités qui se rétablissent toujours.

Conservateurs, le Rebelle, l'Anarque, Lucius, les défenseurs de la Marina et même le lieutenant Sturm. Conservateurs mais non réactionnaires. Ce qu'il s'agit ici de conserver c'est un ensemble de valeurs subsistant au travers de tous les changements, mais aussi grâce à ces changements.

Le réactionnaire croit avec entêtement que nous n'avons qu'à renouveler les formes anciennes pour que toutes choses redeviennent "comme avant". Le conservateur prend conscience de l'immuable en regardant l'avenir et non le passé. Le conservateur analyse, se sert de la modernité pour se présenter le monde tel qu'il sera toujours. "Il a l'expérience de son époque. Il a l'expérience de l'éternité", écrit Moeller van den Bruck. Alors que le réactionnaire ne s'occupe que de politique, le conservateur - dont la forme la plus achevée est sans doute l'anarque - ne s'occupe que de l'Histoire. Loin de

défendre l'idée d'un quelconque retour à un ordre antérieur à la technique et à l'Etat moderne, Jünger propose en prenant appui sur ce qui sera toujours, de "traverser" l'âge technique, en se présentant de profil et non de face au Tout-à-l'Etat. Ce qui ne l'empêche nullement de louer souvent la résistance la plus traditionnelle à la modernité - quand cette résistance, bien sûr est porteuse de sens -. Contre la grande ville fiévreuse et suspendue à l'information, il a fait le choix de la vie à la campagne, à Kirchhorst ou à Wilflingen. Au milieu des pires bouleversements que connut l'Allemagne après la Seconde guerre mondiale, il retrouve les accents d'un Hermann Löns pour parler du paysan qui donne une leçon de ténacité et affirme ses valeurs intemporelles : "La moisson est incertaine. Mais le paysan qui laboure derrière ses chevaux, tandis que les armées déferlent sur les routes, offre une image puissante de cette continuité, de cette endurance de l'effort humain qui, malgré tant de déceptions, reste plus important, plus consolant, mieux fondé dans ses profondeurs que le progrès qui s'en irait plutôt en sens inverse". La seconde révolution conservatrice qui s'est avancée masquée sous le vocable "die Grünen" semble, encore une fois, lui donner raison.

Plongé dans le "temps des équarisseurs", Ernst Jünger sort renforcé de l'épreuve et avec lui, la figure de l'anarque, le rebelle pour l'Ordre. Face à une bête sauvage qui s'élance furieusement vers nous, la sphère morale est complètement absente. Mais quand on a affaire à des êtres humains, l'élément moral entre en jeu-même dans des limites très étroites -. A l'intérieur de ces limites, et de ces limites seulement, la liberté canalisée donne toute sa puissance. C'est dans le ventre du Léviathan, qu'Ernst Jünger publie en 1939 "Sur les falaises de marbre" : "Vous connaissez tous cette intraitable mélancolie qui s'empare de vous au souvenir des temps heureux. Ils se sont enfuis sans retour ; quelque chose de plus impitoyable que l'espace nous tient éloignés d'eux..." Ainsi commence ce qui est plus que le défi d'un homme au nazisme - et cela dans le centre du cyclone - : l'un des récits les plus étonnants de toute la littérature. Un récit court, initiatique, tout en muscle et en nerf, qui s'écarte des Grands Livres presque annuels que nous brandissent aujourd'hui les zéloteurs du sensationnel. Toutes les données sont éphémères mais ce qui se dissimule derrière cette épopée de démoniaque, de titanique, reste constant et garde une valeur immuable : "les Falaises" conservent aujourd'hui tout leur sens dans d'autres régions où nous vivons. Un paysage intemporel face à la Mer, des figures symboliques telles celle du Père Lampros qui a presque valeur d'autoportrait : "Aux époques menacées, de tels esprits dominant comme des tours la génération qui s'écroule", une action qui démonte toutes les ruses des forces d'anéantissement qui ouvrent des gouffres où nous attire le néant. Pour contenir l'avancée du Grand Forestier qui règne sur un peuple de lémures et ses meutes rouges, l'homme libre doit occuper le poste sacrifié. "Il arrive ainsi à des villes de croyants de se maintenir longtemps encore dans des pays où partout aux alentours, on offre déjà des sacrifices à des cultes étrangers".

"Il est, au milieu de la persécution, des îles que l'effroi oublie longtemps. C'est ainsi que Rivarol vécut dans Paris" (7). Ce thème reviendra en 1954 dans "Le Traité du Rebelle" qui évoque l'incroyable encerclement de l'homme, préparé de longue date par les théories qui progressent du même pas que la technique. Car avec "Les Falaises", s'ouvre une nouvelle fenêtre dans la demeure Jünger. "Héliopolis", "Retour à Godenholm", "les Abeilles de verre", "Eumeswil", "Journal Parisien", véritable journal de bord de l'anarque, la série s'achève avec "Le problème d'Aladin". Dans tous ces récits s'affrontent des figures héraldiques aux prises avec de multiples pouvoirs et contre-pouvoirs dans des cités mythiques. Au début le triomphe du technicien sur le guerrier oblige les héros à l'exil avec pour tout espoir, la certitude que tout déclin est en même temps, lever d'astre. Le narrateur des "Falaises de marbre" et son frère Othon quitteront donc l'Ermitage afin de s'établir dans une mesure moins passagère. Ils emporteront dans une amphore la tête du jeune prince de Sunmyra, ultime rempart de la Tradition, dont les traits et le destin rappelle ceux du comte Stauffenberg. L'auteur a ainsi présenté l'issue tragique de l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler. "Je tiens ces sacrifices, écrira-t-il plus tard, pour importants car ils ouvrent un espace intérieur et empêchent la nation de sombrer toute entière, de tomber comme un bloc dans les profondeurs effroyables du destin (8)". Là où est le danger, là aussi croît ce qui sauve.

Contre l'ordre glacé d'un monde totalitaire, monstrueusement homogène, une conception nouvelle de la liberté, petit à petit, se dévoile. Elle n'a plus rien de commun avec les notions affadies qui s'attachent actuellement à ce terme ou avec celles tendues vers l'absurde qui ont fleuri au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'homme libre, souligne Jünger dans "Passage à la ligne", est tenu ne fût-ce que pour sa survie de se demander comment il va se comporter en un monde dont le nihilisme est devenu, et le caractère dominant, et l'état normal. Nihilisme et technique, ces deux mythes modernes se nourrissent l'un de l'autre afin d'engendrer cette barbarie nouvelle qui ne connaîtra plus que des bourreaux ou des automates. Cependant, il résonne comme un petit air de défaite à la fin des "Falaises" et d'"Héliopolis", même si "l'avenir" dans lequel se situe ce roman laisse plus de place à l'imagination. Lucius de Geer peut bien se retirer au-delà des Hespérides. Reste que la retraite apparaît aux yeux du monde comme un échec et est, somme toute, assez contraire à l'éthique de résistance radicale qui distingue Jünger tout comme son frère d'armes Ernst Niekisch. Le "Traité de Rebelle" écrit en 1951, va déjà plus loin, ne serait-ce qu'en raison "des méthodes inouïes de contrainte et d'esclavage" qui naissent chaque jour.

Le Rebelle est une tradition partielle du Waldgänger qui se sauve par le recours aux forêts selon une coutume du haut-moyen âge scandinave. Est rebelle quiconque est mis par la loi de sa nature en rapport avec la liberté,

relation qui l'entraîne à une révolte contre l'automatisme et à un refus d'en admettre la conséquence éthique, le fatalisme. Par le recours aux forêts, il trouve donc refuge contre le cauchemar des potentats mais peut être abattu par toute personne qui parvient à le débusquer. Cet isolement forcé ne lui sauve pas tout à fait la vie. Le Partisan est le Waldgänger oriental, tout comme le Maquisard est le Rebelle du Midi. Mais le Rebelle est plus que cela, c'est une figure semblable à celles de l'échiquier. Anachorète politique, il peut ainsi observer et prendre date.

Au moment où tout est dévoyé, où on nous enlève toute boussole, tous points de repère, où l'histoire même se trouve falsifiée, le Rebelle parvient à trouver en lui-même son énergie. La grandeur humaine doit être sans cesse reconquise. Telle est la "leçon de Jünger". Elle (la grandeur humaine) triomphe lorsqu'elle repousse l'assaut de l'abjection du cœur de l'homme. C'est là que se trouve la vraie substance de l'Histoire. Socrate appelait ce lieu de l'être intime où une voix, plus lointaine déjà que toutes les paroles, le conseillait et le guidait, son daimonion. On pourrait le qualifier aussi de "forêt". C'est en s'appuyant sur son "daimonion" que le Rebelle retrouve sa liberté et l'Ordre. Lorsque la symétrie, l'harmonie, l'équilibre, rentreront dans leurs droits, annonçant le commencement d'un nouveau cycle, l'Ordre, bien conservé dans ces citadelles surgira de nouveau.

D'où l'optimisme fondamental de l'œuvre de Jünger, si étranger au pessimisme tragique d'un Oswald Spengler. Un optimisme qui le conduit à esquisser une nouvelle figure : l'Anarque qui désigne exactement le recueillement de tout ce qui peut être affirmé. "L'éternelle affirmation de toutes les choses - dire oui ou amen de façon norme et illimitée" s'écrie Nietzsche dans "Ecce Homo". Une figure si proche également du "Héros" de Baltasar Gracian (9). Jünger pourrait reprendre le souhait émis par le grand rebelle de l'Ordre de Jésus : "Que je te veuX singulier !". Singulier, l'Anarque l'est assurément, du moins tel qu'il paraît dans "Eumeswil".

Qu'est-ce que l'anarque qui veut avant tout être au pouvoir mais sans jamais "en être" ? "Homme de cour" (au sens gracianesque) la nuit, historien le jour, il atteint un rare concentré d'énergie, à la manière de ces astres, dont les atomes sont si condensés qu'un volume infime de leur matière pèserait lourd sur notre planète. Autoportrait de Jünger ? Sans doute.

Loin de l'anarchiste, encore plus du terroriste qui s'inflige à lui-même une blessure définitive en croyant frapper sa victime, l'anarque est cependant aux antipodes du monarque. L'homme que le puissant n'arrive pas à saisir n'est pas son adversaire mais son pendant. Persuadé de sa propre indépendance intérieure, l'anarque peut même montrer une certaine bienveillance à l'égard du pouvoir sans sacrifier ses idées. Si l'anarchiste est souvent idéaliste, l'anarque est pragmatique. Il peut à loisir se transformer en Waldgänger, mais il peut aussi vivre tranquillement dans un bureau tout en préservant

son identité, ou plutôt, l'Ordre auquel il a été initié.

Dans toute situation, l'anarque garde la sérénité des pierres. La Tradition est devenue aujourd'hui une composante invisible qui donne aux actes leur pesanteur, même si seules des élites le perçoivent encore. Aux actes... et aux œuvres. L'œuvre, le style de Jünger n'est-il pas en lui-même un constant "rappel à l'Ordre ?". Dans son précieux "Vocabulaire esthétique" (10) Roger Caillois montre combien l'auteur est aussi un donneur de formes, un créateur de normes et de règles pour la plus grande liberté de son art. Quoi d'étonnant ? Auteur et autorité ont une même origine : Auctoritas. Auctoritatem naturalē quamdam habet scriptum pour paraphraser Cicéron (Son style a une certaine autorité naturelle). Car le style d'Ernst Jünger est sobre, sec, objectif, d'une précision technique et d'une élégance classique toute apollinienne. On ne retrouve ce respect de la langue que chez Heidegger. Ce qui n'empêche nullement certaines de ses phrases d'offrir des aphorismes aussi brillants que ceux de Lichtenberg.

Chaque phrase, chaque image est chargée chez lui, un peu comme peut l'être une particule radio-active. Jünger a-t-il écrit dans sa longue vie une seule formule où l'esprit ne trouve pas en même temps qu'une satisfaction immédiate, un désir, une soif, même d'aller plus loin ? A telle enseigne que ses livres semblent une suite de traits de lumière, de cette lumière méditerranéenne qu'en bon Welf, il a toujours su serrer de près. Cette lumière qui transcende le paysage, les hommes et établit une harmonie. Une citation qui jaillit, une plante ou une roche qu'on examine, une réflexion qui surgit, puis une analogie, et c'est la lumière...

C'est pourquoi Jünger observe "d'après-nature". Il dresse un état des lieux, consigne, croque, décrit sans pour autant traduire un fac-similé. Il discerne dans ce qui se présente, paysage, rêve, insecte, mot, les signes de ce qui pourrait advenir. "Derrière chaque mot, je vois un signe" disait Nietzsche. La modestie de l'apparence n'est qu'un voile tiré. Tout comme le vieux Boutefeu, Ernst Jünger possède cette vision double qui donne à tous les objets un relief stéréoscopique. Ainsi s'explique - en partie - le plaisir tout particulier que l'on prend à la lecture de ses œuvres. Conduit par lui, nous percevons l'aspect immédiat, l'apparence des choses, avec la netteté presque sèche de l'entomologiste ou du naturaliste, clouant son spécimen d'une épingle d'argent. Mais nous prenons également connaissance des choses cachées derrière les choses qui, soudain dévoilent une richesse presque infinie de parentés secrètes et mystérieuses. Pour parvenir au cerneau dans l'œuvre de Jünger il n'est pas besoin de casser la noix.

Pour expliquer cette double vision, on emploie souvent à l'endroit d'Ernst Jünger, les mots de "prophète" ou de "visionnaire". De tels qualificatifs, sont trop imprécis. L'auteur de "Chasses subtiles", n'est pas - littéralement et dans tous les sens - un poète. Seule la profonde conviction que "là où est le danger, là aussi croît ce qui sauve" le rapproche de l'aède. Excepté, peut-être

dans "la figure du Travailleur", on ne trouve pas de vision apocalyptique ou hallucinée. Dans un article récent, Julien Hervier nous met en garde contre la "banalité de faire du forestier des lettres allemandes un mage ou un prophète". En fait, Ernst Jünger ne voit pas : il pressent. "Il est des cristaux qui ne sont transparents que vus dans une certaine direction. Mais n'es-tu pas toi-même un maître habile à proposer ingénieusement son énigme ? Ces énigmes dont le texte seul, mais non la solution est communicable, de même que le chasseur peut bien poser ses collets, mais doit attendre pour voir si un gibier viendra s'y étrangler ? Car ce qui importe c'est de percevoir non la solution mais l'énigme". Jünger apparaît ici comme l'amateur qui frappe les branches de l'arbuste avec un bâton pour faire tomber les insectes dans un parapluie. Et ce seul aspect peut nous suffire. Avec la cincidèle s'ouvre la pluralité des mondes. Le petit Copris espagnol dont la splendeur longuement mûrie sous terre, n'éclate au jour qu'un instant à "rendu compte" sans connaître la souffrance de l'éphémère qui fait chanter le Psalmiste. C'est ainsi que le contemplateur solitaire que secrète l'amateur des insectes nous guide plus près de l'Ordre et de ses mystères.

A bien y regarder, au-delà de ce qui les sépare, toutes les figures sculptées par Jünger sont des centres immobiles qui témoignent de ce mystérieux équilibre qui lui confère la stabilité des pierres. Le Soldat donne à l'époque son orientation. Le Travailleur lui apporte sa forme fixe. Le Rebelle maintient face à la puissance technique, la possibilité de conserver ce qui toujours importe vraiment. L'Anarque est le centre par sa seule présence. Quatre facettes d'une même liberté positive à laquelle lentement et prudemment Jünger nous initie. Retournons-lui, alors, l'apostrophe joyeuse qu'il lance "au bonhomme de la lune" (11). "Salut à toi, magicien et ami des magiciens ! Ami des solitaires. Ami des héros. Ami des amants. Ami des bons et des méchants. Initié aux mystères nocturnes. Dis-moi, là où se trouve un initié, n'y a-t-il pas déjà plus qu'on ne peut savoir ?".

Joseph MACE-SCARON

(1) Julien Hervier - *Entretiens avec Ernst Jünger*. Arcades - Gallimard 1986.

(2) *Jardins et routes - Journée du 14 juin 1940 Laon*.

(3) *La Carrière d'Ernst Jünger 1920-1929. Etudes germaniques avril-juin 1978*.

(4) "L'amie française" de Jünger est aussi l'auteur de "Jours Causasiens" enfin réédité l'année dernière chez Gris banal.

(5) *Les Ecrits politiques de Heidegger. Essais et philosophie*. L'Herne.

(6) *Revue d'Allemagne. Révolution conservatrice et modernité* janvier-mars 1982.

(7) *Rivarol Grasset 1974. La traduction française contient, en outre, d'autres essais très riches, notamment, "Volants"*.

(8) *Journal T. 3 p. 308*.

(9) *Le Héros - Editions Champ Libre 1980*.

(10) *Babel précédé du Vocabulaire esthétique*. Idées-Gallimard.

(11) *Le Contemplateur solitaire - Grasset 1975*.

# IL Y A VINGT ANS, MOURAIT ANDRÉ BRETON

par François FEJTO

**André Breton : "Refus et  
acceptation mêlés" (Julien Gracq)**

**J**e le vois encore face à moi sur le banc inconfortable du Café aux Finances, au coin de la Place de la Bourse et de la rue Vivienne - aujourd'hui disparu - trônant en quelque sorte comme un prince ou un gourou, l'éternelle pipe à la bouche, avec ses larges yeux lourds, éteints, mais qui s'allumaient soudain quand quelqu'un de son entourage - car il avait toujours sa Cour - parlait d'une chose qui réveillait son intérêt. Le principal trait de caractère de celui que le plus génial de ses disciples littéraires, Julien Gracq apostrophait de "Docteur Faust français", était son esprit toujours ouvert "à l'écoute passionnée de la rumeur de la jeunesse". Sa tenue majestueuse m'a quelque peu intimidé. C'était au début des années cinquante, il m'interrogeait sur ce qui se passait dans nos pays où, notamment en Tchécoslovaquie, le surréalisme avait beaucoup d'adeptes et où l'un d'entre eux venait d'être condamné à mort et exécuté pour espionnage, alors qu'en 1948 encore le groupe surréaliste très actif de Prague organisait en présence de Breton une brillante exposition.

Ce Prince de la Poésie n'était pas indifférent à la politique. Il signa des déclarations tant contre la guerre au Vietnam que contre l'intervention soviétique en Hongrie et bien qu'il ait perdu depuis longtemps toute illusion sur le communisme soviétique, la répétition dans les Démocraties populaires des scénarii des grands procès de Moscou, contre lesquels il s'était élevé dès 1936, le surprit.

Les rapports de Breton et du surréalisme - rapports d'ailleurs toujours conflictuels, oscillant entre l'attraction et la répulsion, étaient fondés sur un malentendu. Car s'il faut absolument qualifier idéologiquement l'art et les théories (dépendant l'un de l'autre) de Breton, il ne fait pas de doute qu'il était essentiellement anarchiste comme d'ailleurs la plupart des romantiques, surtout allemands mais aussi français - Novalis, Hölderlin, Achim von Arnim, Nerval, Baudelaire, Rimbaud, Lautréamont - dont la lecture a réveillé la passion pour la poésie du jeune Breton. Comme les grands romantiques, il revendique à tout instant l'expression de *la totalité de l'homme*, qui est comme l'a dit Gracq "refus et acceptation mêlés... en maintenant à leur point extrême de tension les deux attitudes simultanées que ne cesse d'appeler ce monde fascinant et invivable où nous sommes : l'éblouissement et la fureur".

La révolution surréaliste que Breton déclenche en 1924, se dirigeait contre toutes les hiérarchies et les règles

de jeu rationnelles établies en politique comme en esthétique. Ainsi, sa conception d'*écriture automatique* qui s'inspirait de l'utilisation des associations et des rêves par Freud - il était pourtant conscient de l'impossibilité de l'atteindre avec toute la pureté désirable - était une révolte contre le respect de la composition logique que l'on trouve dans les romans balzacien ou gidiens. Il était fondamentalement anarchiste, comme le prouvent son admirable poème dédié à Charles Fourier ou des phrases que l'on trouve dans des œuvres comme le *Poisson soluble* : "sur une aiguille de chemin de fer, j'ai vu poser l'oiseau splendide du sabotage" ou encore dans *Nadja*, quand il parle des "magnifiques journées de pillage dites Sacp-Vanzetti" ou quand il proclamait en se souvenant de son enfance malheureuse "qu'avant tout, l'idée de la famille doit rentrer sous terre" (il s'était marié trois fois) ; quand il exaltait à la Mme Kolontai "l'union libre" et écrivait dans le Second Manifeste surréaliste la phrase provocante : "l'acte surréaliste le plus simple serait de sortir dans la rue et de tirer au hasard à coups de révolver dans la foule". Mais Breton s'empressait d'avertir ses lecteurs qu'il ne fallait pas prendre au sérieux ses clins d'œil au terrorisme gratuit. Il devança de quelques dizaines d'années les anti-psychiatres des années soixante par sa dénonciation de l'univers asilaire : "Tous les internements sont arbitraires", écrivait-il dans son récit *Nadja*, récit qui n'a point vieilli. "Je ne vois pas pourquoi on priverait un être humain de liberté. Ils ont enfermé Sade ; ils ont enfermé Nietzsche ; ils ont enfermé Baudelaire. Le procédé qui consiste à venir vous surprendre la nuit, à vous passer la camisole de force... vaut celui de la police qui consiste à vous glisser un révolver dans la poche..." Mais si, anarchiste conséquent, il proclama "l'absence de frontière entre la non-folie et la folie", Breton n'a fait que s'imaginer fou ; en réalité il vivait la vie d'un écrivain bourgeois bien rangé, dans son deux pièces sombre avec son fouilli d'objets : masques, tikis, poupées indigènes, armoires vitrées. L'amour que lui inspirèrent ses trois femmes successives, n'était pas plus fou que celui des romantiques, pour lesquels la femme, "naturellement fée" toujours présente, existait surtout comme une "médiatrice naturelle dont la fonction est de rapprocher les choses de l'homme", de lui permettre de rêver la vie. Même mesure dans ses attitudes politiques : alors que son ami et disciple, Crevel, se suicida en 1935 en désespérant de concilier communisme et surréalisme, Breton exprima son désespoir, mais demeura une nature essentiellement optimiste, aimant la vie et se servant de l'humour noir comme d'un "mode de connaissance" sans tomber dans les abîmes d'un Jacques Vaché ou d'un Arthaud.

de coopération avec le P.C. : car les éléments anarchisants de l'idéologie marxiste, comme aussi l'idée proudhonienne de la mort de l'Etat, camouflaient seulement et le plus souvent pour des raisons tactiques, le fond essentiellement anti-libéral, anti-anarchiste et superétatiste du marxisme, incompatible avec l'autonomie de l'art, revendiquée par Breton. Celui-ci s'en rendit compte en 1935 lors du triomphe en URSS du réalisme socialiste. Comment aurait-il pu intégrer à cette esthétique rudimentaire son mythe optimiste d'atteindre, grâce à la rupture avec toute expression logique l'"océan intérieur où baigne chaque conscience". Cependant, avec cette naïveté qui étonnerait si elle n'avait pas été partagée par tant d'intellectuels de premier plan Breton prenait à la lettre la promesse communiste de créer l'homme nouveau, de "changer la vie". Il était entraîné par le romantisme révolutionnaire suscité par la guerre d'Espagne, puis par la Résistance (qu'il avait vécue en exil aux Etats-Unis), par le beau rêve de faire fusionner Rimbaud et Marx. C'est par attachement à ce rêve et aussi à cause de la peur d'être isolé du courant révolutionnaire en s'enfermant dans sa tour d'ivoire qu'après sa rupture avec Aragon, puis Eluard et le P.C. il ne résista pas à la séduction de Georges Bataille, ce "surréaliste noir" qui avait la passion de pousser toute idée jusqu'à ce qu'elle devienne absurde. Il ne rompit avec Bataille que lorsque l'hostilité à "l'opportunisme" du Front populaire entraîna celui-ci vers le "vertige du fascisme".

La rencontre de Breton au Mexique, en 1941 avec le grand mystique ou mystificateur qu'était Trotsky provoqua une nouvelle rechute du poète vers la politique, mais qui ne fut pas, elle non plus, durable. Il avait depuis sa jeunesse, depuis son passage au Dada de Tristan Tzara, un besoin aigu d'action collective sinon sectaire ; il aimait organiser des Congrès, des expositions, il publia quantité de revues éphémères, de Manifestes et de tracts. Cependant ce qui reste, 20 ans après sa mort, de ses multiples activités, c'est l'impulsion qu'il avait donnée aux peintres comme Dali, Miro, Kupka, Duchamp, à des écrivains comme Mandiargues, Julien Gracq, Noël Devaulex, Philippe Soupault, et puis des pages parmi les plus belles de la littérature française, celles, inoubliables, qu'il a écrites sur l'amour et la poésie.

Il exerçait, il exerce toujours une influence libératrice. Sans Breton, la poésie aujourd'hui ne serait pas ce qu'elle est. Il reste aussi le message qui parcourt toute son œuvre, invitant à "réaliser l'homme dans le bonheur, la liberté et l'amour" (1).

François FEJTO

*Dessin de Magritte illustrant la couverture du livre d'André Breton :  
"Qu'est-ce que le surréalisme ?"*

Des violences verbales, oui, mais d'acte de violence, je ne lui en connais qu'un seul : son incident avec Ilya Ehrenbourg en 1934, lors du Congrès des écrivains pour la défense de la culture organisé par les communistes et les compagnons de route à Paris et qu'il raconte lui-même ainsi : "J'ai rencontré Ehrenbourg sur le Boulevard Montparnasse. Je n'avais pas oublié certains passages de son livre intitulé "Paris, vu par un écrivain de l'URSS" où il avait dit notamment : "Les surréalistes veulent bien et de Hegel et de Marx et de la Révolution, mais ce qu'ils refusent, c'est de travailler. Ils étudient par exemple, la pédérastie, les rêves...etc..." Après m'être nommé, je l'ai souffleté à plusieurs reprises, tandis qu'il essayait piteusement de parlementer, sans même lever la main pour protéger son visage. Je ne vois pas quelle autre revanche j'eusse pu prendre sur ce diffamateur professionnel".

Au cœur du surréalisme bretonien, il y avait le rêve de la poésie ininterrompue dont il ne tardait pas d'apercevoir l'affinité avec la révolution permanente prônée par Trotsky et reprise par Lénine. Affinité cependant superficielle, illusoire, comme il devra l'admettre après une longue et douloureuse expérience

(1) A lire notamment Maurice Nadeau, *Histoire du Surréalisme en 2 t.*, Seuil 1948 ; *Entretien sur le surréalisme*, dirigés par Ferdinand Alquié, Mouton 1968 ; Jean-Jacques Bococline, *L'Aventure des Surréalistes 1924-1940* Stock, 1977 ; Julien Gracq, *Préférences*, José Corti 1961, *Idem en lisant, en écrivant*, même éditeur 1981 ; José Pierre, *L'aventure surréaliste autour d'André Breton*, Philippacchi 1986 ; et André Breton, *Nadja*, avec un *Avant-dire* de l'auteur, Folio 1986.

# DISQUES

## ● **Berlioz** : *Harold en Italie, Tristia, Prélude des Troyens*

Un disque compact fort long regroupant *Harold en Italie, Tristia* et le *Prélude des Troyens* vient de sortir chez Philips. Colin David dirige l'Orchestre Symphonique de Londres. L'éditeur réunit ainsi sur un même compact le contenu de deux disques enregistrés en 1975 et 1980 et qui constituaient à l'époque les seules versions disponibles en France de ces deux œuvres.

*Tristia* est un ensemble de trois pièces, deux poèmes chantés et une *Marche funèbre pour la mort d'Hamlet*. Le *Prélude* du deuxième acte des Troyens, opéra de plus de quatre heures, est l'avant-dernière œuvre de Berlioz (1863). Ces deux morceaux ne sont pas du niveau des plus belles œuvres du compositeur. Ils sont toutefois très émouvants et admirablement interprétés.

*Harold en Italie*, composé en 1834, constitue l'intérêt principal de ce disque. Quelques années après la *Symphonie Fantastique*, Berlioz compose cette deuxième symphonie, avec un violon alto solo, et lui donne le nom d'un personnage de Byron, Harold. Cette symphonie est largement descriptive : Harold, représenté par le soliste, rencontre de multiples aventures clairement énumérées dans le programme détaillé de Berlioz. L'altiste Nobuko Imai est ici remarquable. *Harold en Italie* est un des plus beaux disques de l'intégrale Berlioz que Colin Davis a réalisé pour Philips et qui peu à peu devient disponible en disque compact.

*Orchestre Symphonique de Londres,*  
*Dir. C. Davis N. Imai,*  
*Alto Philips 416-431-2*

## ● **Dvorak** : *Concerto pour violoncelle* **Tchaikovsky** : *Variations sur un thème rococo*

Erato vient d'éditer un disque réunissant le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak et les *Variations sur un thème rococo* de Tchaikovsky. L'Orchestre Symphonique de Boston est dirigé par Seiji Ozawa. Mstislav Rostropovitch, le soliste, est un grand spécialiste de ces deux œuvres. Le grand violoncelliste a déjà réalisé un nombre considérable d'enregistrements du *Concerto* de Dvorak, notamment dirigés par Giulini et Karajan, et deux belles interprétations de *Variations rococo*. Pourtant Rostropovitch estime que ce disque restera son dernier et son plus bel enregistrement de ces deux œuvres. Nous sommes tentés de le croire.

Le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak, en fait second concerto si l'on compte le concerto de jeunesse en la majeur, a été composé aux Etats Unis en 1895. Il figure parmi les œuvres les plus populaires de Dvorak,

avec la *Symphonie du Nouveau Monde*, également composée aux Etats-Unis. Les variations sur un thème rococo, composées en 1876 par Tchaikovsky, ne sont pas l'une des œuvres les plus réussies du compositeur. Mais ce morceau est d'une construction remarquable et réclame de la part du soliste à la fois virtuosité, finesse et profondeur, si bien qu'il est très attachant.

Ce disque est musicalement remarquable. Rostropovitch n'est pas le seul responsable de cette réussite. Ozawa confirme ici qu'il est devenu un des plus grands Chefs d'orchestre actuels et que son orchestre, celui de Boston est un des plus beaux. De plus la prise de son est superbe, même si elle favorise nettement le violoncelle par rapport à l'orchestre. Ce disque nous restitue donc parfaitement l'émotion que l'on ressentirait lors d'un concert de ces deux maîtres.

*Orchestre Symphonique de Boston.*  
*Dir. S. Ozawa*  
*M. Rostropovitch, Violoncelle*  
*Erato ECS 88224*

## ● **Schubert** : *17 Lieder*

La soprano Barbara Hendricks vient d'enregistrer chez EMI un disque consacré à des lieder de Schubert. Elle est accompagnée au piano par Radu Lupu, pianiste roumain de réputation mondiale mais plus connu comme merveilleux soliste que comme accompagnateur.

Les dix-sept lieder choisis par Barbara Hendricks sont parfois célèbres (*La truite, Marguerite au rouet,...*), parfois beaucoup moins. Sans précipitation mais avec une émotion constante, Barbara Hendricks chante avec merveille ces textes de Goethe, Rückert ou Shakespeare. Le jeu de piano de Radu Lupu, particulièrement sensible à l'introduction et à la conclusion des mélodies, lorsque la voix se tait, est superbe, malheureusement enregistré d'un peu loin.

Regrettons que le texte des poèmes en trois langues, ne soit accompagné d'aucune autre présentation des lieder. Néanmoins ce disque est un des plus beaux enregistrés récemment parmi ceux consacrés aux lieder de Schubert, avec la sélection également très réussie de Jessye Norman (Philips 412-623).

*B. Hendricks, Soprano*  
*R. Lupu, Piano*  
*Emi 270434*

Marc DARMON



# notes de Lecture

---

## ● Les Mémoires de François Fejtő

En lisant les Mémoires de François Fejtő, on pense à Czeslaw Milosz constatant qu'il suffisait de "débarquer des zones qui, au nord ou à l'est, sont moins fréquentées par les voyageurs, pour apparaître en Europe occidentale comme un indigène de Septentrion, contrée dont on ne sait guère qu'une chose : il y fait froid". Et Polonais, passe encore, mais comment peut-on être Hongrois ? François Fejtő s'en amuse plutôt lorsqu'il rapporte, par exemple, la curiosité qu'il avait éveillée chez la petite fille de sa concierge parisienne :

"A l'école, expliquait-elle en rougissant, elle avait appris que les Hongrois étaient des asiatiques - "Ce qui m'étonne, c'est que vous n'êtes pas du tout jaune"."

D'ailleurs, les mémoires de François Fejtő ont plus d'un trait commun avec ceux de Milosz dont le titre français rendait mal compte de l'un des thèmes essentiels : l'unité de la culture européenne (1). François Fejtő nous montre précisément, les intellectuels de la Hongrie de l'entre deux-guerres, - comme ceux des pays voisins - vivre à l'unisson des grands centres culturels européens. C'est ainsi que, lorsque François Fejtő effectua son premier voyage à Paris, il éprouva une seule surprise : celle de tout trouver à sa place.

"La Concorde et Versailles, la Bibliothèque Nationale et le Boul'Mich', la rue Furstenberg et la place de la Contrescarpe. Tout. Et c'est justement ce qui provoqua la joie la plus curieuse de ma vie : celle d'être entré en France comme on entre chez soi, non pas brusquement, mais tout naturellement, doucement."

La première partie du livre retrace son itinéraire hongrois. Issu d'une famille juive largement assimilée, il se convertit au catholicisme au terme d'une crise mystique de l'adolescence puis, étudiant à Budapest, il entra dans

un cercle marxiste où il se lia avec Attila Jozsef : "le poète le plus grand, le plus pur, le plus tragique" de sa génération qui exerça sur lui une profonde influence. Son engagement politique lui valut près d'un an de prison mais, déjà, lorsque, de sa cellule, il apprit l'accession d'Hitler au pouvoir, il avait perdu la foi communiste : comme Attila Jozsef, il était convaincu que l'Internationale communiste avait fait le lit du nazisme. Ses convictions politiques se fixèrent alors et il y est resté fidèle jusqu'à maintenant : "social démocrate quand même". Les années qui suivirent furent marquées par une intense activité littéraire et la création d'une revue d'avant-garde à laquelle collaborèrent, entre autres, Bela Bartok, Thomas Mann, Capek. Mais, en 1938, à nouveau accusé d'activité subversive, il fut amené à fuir.

A travers ses souvenirs personnels, François Fejtő retrace l'histoire de son pays, des dernières années du règne de François-Joseph à la veille de la seconde guerre mondiale et les lecteurs français trouveront un intérêt tout particulier à cette évocation à laquelle il mêle ses réflexions d'historien. Comme Milosz, il est sévère pour les nationalismes exacerbés qui ont fleuri en Europe de l'Est après la guerre de 1914 : les peuples se sont épuisés dans des luttes stériles qui leur ont fait perdre de vue les vrais dangers et ne leur ont permis d'assurer comme on le voit aujourd'hui, ni leur souveraineté véritable, ni leur liberté.

François Fejtő n'hésite pas à réhabiliter l'empire austro-hongrois "où l'on circulait et s'établissait librement" : son dernier souverain fut "le garant d'un grand espace unifié, d'un bouillonnant développement, d'une prospérité croissante". Il se demande si, plutôt que de démembrer l'empire de François-Joseph, il n'eût pas

mieux valu constituer un Etat fédéral, une sorte de grande Suisse (2).

C'est en France que François Fejtő se réfugia et s'établit définitivement pour devenir, ainsi que le définirent un jour ses logeurs aux gendarmes venus s'enquérir de son identité, un "Français de Hongrie". Sans rien renier de ses origines et sans nourrir un quelconque complexe d'étranger, il sut de manière étonnante s'intégrer parfaitement à la société française. Sans doute y fut-il aidé par les amis qu'il eut la chance de rencontrer. Plus encore se révèle ici un trait de sa personnalité qui confère d'ailleurs tout son prix à son témoignage. Il observe les réalités françaises avec sympathie, tout en conservant un certain recul. Significatif est, à cet égard, son chapitre sur la guerre.

Cependant, la Hongrie réapparut bientôt et, paradoxalement, pour faire de François Fejtő non plus un observateur, mais un acteur de la vie intellectuelle française. Lors du procès Rajk en 1949, il démonta les mécanismes de l'accusation et des "aveux" et aida ainsi un certain nombre d'intellectuels à commencer à ouvrir les yeux sur la substance du communisme. Mais la plupart étaient encore trop intoxiqués pour recevoir son argumentation. Ainsi, Julien Benda, l'auteur de la *Trahison des clercs*, l'éconduisit-il et "apporta une approbation sans réserve au parti communiste qui organisait, à la Mutualité, sous la présidence de Jacques Duclos, une réunion où il faisait applaudir par une foule enthousiaste l'exécution de Rajk et de ses compagnons".

Malgré ses liens avec François Fejtő, Emmanuel Mounier hésita à publier dans *Esprit* son article sur l'affaire Rajk. Soucieux de ne pas "apporter de l'eau au moulin de l'anticommunisme", il fut, en outre, troublé par une démarche de Pierre Courtade, dépêché auprès de lui par le Parti pour dénoncer l'auteur comme "ancien fasciste, agent de la police hongroise et collabo" ! Ayant attendu en vain les documents destinés à "confondre" François Fejtő, Mounier finit par donner le feu vert.

Il fallut le rapport de Khrouchtchev et les événements de Budapest pour que le stalinisme de l'intelligentsia commence à être sérieusement ébranlé. Ainsi est-ce seulement en 1956 que Sartre ouvrit pour la première fois l'ouvrage fondamental de Fejtő sur les démocraties populaires, qu'il avait reçu, dédicacé, quatre ans plus tôt : "Un livre de cette sorte, fait par un émigré qui

écrivait au *Figaro*, ne pouvait être qu'unilatéralement anticommuniste".

François Fejtő évoque ces épisodes sans aigreur, sans même d'ironie. Au lecteur de tirer les leçons de ce rappel d'autant plus salutaire qu'il suffit que le phénomène change de déguisement ou de continent pour que la démonstration soit à recommencer, comme l'a constaté Jean-François Revel au cours du passionnant colloque récemment organisé par François Fejtő sur l'insurrection hongroise de 1956 (3).

Je ne peux toutefois m'empêcher de regretter que François Fejtő m'ait paru s'être laissé influencer, çà et là, par quelque idée reçue, notamment à propos de Soljenitsyne dont l'œuvre gigantesque et complexe est expédiée au détour d'un paragraphe (4).

Il serait sans doute injuste d'enfermer François Fejtő dans une image de témoin et spécialiste de l'Est. La diversité de ses amitiés, de ses centres d'intérêts, de ses ouvrages, de ses travaux, objet de la fin du livre, nous interdit de le faire. En même temps, nous ne saurions trop rendre hommage à tous les efforts qu'il a déployés pour nous faire mieux connaître cette Europe oubliée qui est une partie de nous-mêmes. Notre Europe.

Serge MICHEL

(1) Czeslaw Milosz, *Une autre Europe*, Gallimard, 1954.

(2) Dans son compte rendu du 26/11/1986, le *Monde* considère avec un certain scepticisme cette "réverie nostalgique" en se demandant dans quel camp aurait basculé cette Austro-Tchéco-Slovaquo-Hungaro-Croatie pendant la seconde guerre mondiale. Mais, justement, n'est-il pas permis de penser que ces pays, annexés ou satellisés par l'Allemagne nazie, auraient mieux résisté s'ils avaient été unis ? Il est certes, un peu vain de refaire l'histoire à partir de telles hypothèses. En revanche la capacité des nations d'Europe centrale et orientale à surmonter leurs dissensions commande largement leur avenir à long terme. D'où l'importance de diverses initiatives prises en ce sens dans la mouvance de "Solidarnosc".

(3) Au Sénat, le 28 octobre 1986.

(4) Le 12 septembre 1975 le *Monde* avait annoncé, sans vérification, que Soljenitsyne allait se rendre au Chili pour assister aux cérémonies marquant le deuxième anniversaire de la prise du pouvoir par Pinochet. S'il avait dû démentir le lendemain, la "nouvelle" était lancée et faisait son chemin : lorsque Soljenitsyne passa à la télévision le 9 mars 1976, plusieurs téléspectateurs lui reprochèrent son voyage au Chili.

François FEJTO, *Mémoires, de Budapest à Paris*, Calmann-Lévy, 1986, 324 p.

## ● Histoire des futurs de Bernard Cazes

Responsable de la direction des études à long terme au Commissariat général du Plan, Bernard Cazes, prospectiviste d'action mais aussi de plume, nous invite dans un ouvrage récent à voyager dans le temps à la recherche des multiples visages du futur. Comme l'auteur nous en avertit d'entrée, ce livre raconte une histoire : celle des efforts accomplis par les hommes depuis plus de mille

ans pour tenter de percer le mystère de l'à-venir. De quelque manière que ce soit, sur le mode ancien de la divination ou celui, moderne, de la conjoncture rationnelle, penser l'avenir apparaît bien comme un "fait naturel" et universel de l'esprit humain ; déjà, dans son "De Divinatione", Cicéron affirmait : "Ce qui est indubitable, c'est qu'il n'y a aucune nation dans le monde, ni si

polie et si savante, ni si barbare et si peu cultivée qui ne croie qu'il y a des signes de l'avenir, et des gens qui le connaissent et qui le prédisent".

De l'oracle de Delphes au rapport Interfuturs de l'O.C.D.E., de saint Augustin au Club de Rome ou encore de la philosophie de l'histoire à la futurologie en passant par l'utopie, l'uchronie ou la science-fiction, les images des futurs, souriantes ou grimaçantes, foisonnent tout au long des époques. Si Bernard Cazes s'emploie à en dresser un inventaire quasiment exhaustif, son grand mérite réside avant tout dans le fait d'avoir montré que toutes ces prévisions n'opèrent pas de façon erratique mais qu'elles s'ordonnent à partir d'un nombre limité de figures. En effet, l'exploration de l'avenir procède d'un cheminement intellectuel au cours duquel se rencontrent pour l'essentiel trois grandes bifurcations. La première a trait à l'intention qui préside à l'anticipation : veut-on distraire voire édifier un public (anticipations "nutritives") ou bien aider concrètement à la prise de décision et à l'action (anticipations "décisionnelles") ? Le second critère de différenciation se rapporte quant à lui à la nature du changement envisagé dans la société future et, en ce domaine, qu'ils soient modérés ou radicaux, "continuistes" et "discontinuistes" ne cessent de s'opposer. Enfin, le dernier embranchement est lié au contenu de l'avenir à construire et plus précisément à la notion de progrès ; en d'autres termes, demain sera-t-il supérieur au présent ou, au contraire, faut-il s'attendre à une régression, une décadence ? Ainsi guidés, nous pouvons nous laisser conduire, de chapitre en chapitre, de salle en salle, dans cette "Histoire des futurs", extraordinaire musée où se découvrent tour à tour des futurs rêvés, imaginés, programmés ou calculés, véritables figures de proue de tous les présents.

Si, de tous temps, les hommes se sont efforcés de dire ce que sera l'avenir, ce qu'il pourrait être ou encore ce qu'il devrait être, l'essor spectaculaire de la réflexion prospective depuis 1945 dans les économies occidentales est toutefois compréhensible si l'on s'attache au contexte culturel particulièrement favorable de l'époque. Effectivement, comme le souligne le politologue américain Victor Ferkiss : "les gens croient de plus en plus que les événements, tant naturels que sociaux, sont déterminés par des forces impersonnelles agissant conformément à des lois scientifiques observables, et qu'il est du même coup possible de les mesurer et de les prévoir." ; idée qu'Auguste Comte avait formulée en son temps dans un écrit de jeunesse où il affirmait que pour les phénomènes sociaux, entre autres, "la science conduit à la prévoyance, et la prévoyance permet de régulariser l'action". Et ce nouveau tournant dans l'histoire des attitudes face au futur, dont on peut faire remonter l'origine au XVII<sup>e</sup> siècle mais surtout aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles avec les premières ébauches de prévision raisonnée, réside principalement dans le fait que le regard porté sur l'avenir devient plus systématique, plus scientifique et, dans le même temps, plus opératoire, plus tourné vers l'action ("policy-oriented").

Rompant donc avec le passé, la prospective contemporaine s'engage résolument dans la double voie de l'institutionnalisation et la professionnalisation. Tant aux Etats-Unis, notamment sous la pression des préoccupations de défense nationale, qu'en France dans le cadre de la planification nationale que Jean Monnet avait fait accepter par le général de Gaulle dans son mémorandum de décembre 1945, l'impulsion étatique se fait sentir. Et c'est ainsi qu'à la fin des années cinquante, prévision, programmation et planification sont un peu partout à l'ordre du jour.

Rappelons au passage que c'est en 1957 qu'est né le Centre International de Prospective, peu après que son inspirateur, le philosophe français, Gaston Berger, eut introduit le terme de prospective et lancé le projet dans un article de la Revue des Deux Mondes. Fidèle à l'étymologie, Gaston Berger fait de la prospective "le symbole d'une attitude d'esprit qui, (...) appelle à la double nécessité de voir au loin et de regarder de loin une situation donnée en vue de s'efforcer de la projeter dans sa durée totale - dans son histoire passée, présente et à venir". D'autres grands noms de la pensée française sont également à associer à ce courant novateur, tels, pour ne citer que ceux-là, Jean Fourastié et Bertrand de Jouvenel, ce dernier, on s'en souvient, insistant sur la nécessité d'instaurer un "forum prévisionnel" permanent.

La décennie soixante verra ensuite l'élargissement du mouvement prospectiviste : à l'instar de la RAND Corporation, ce vaste réservoir de matière grise ("think-tank") créé Outre-Atlantique dès 1948, des instituts de recherche sur le futur fleurissent dans de nombreux pays tandis que le grand public se fait à son tour davantage demandeur d'informations sur l'avenir. De plus en plus fréquemment aussi, la réflexion s'élabore dans un cadre institutionnel et émane d'organisations tant publiques que privées : administrations, entreprises, organismes internationaux, etc... Attitude d'esprit et surtout guide pour l'action, la prospective est devenue en quelques années affaire de spécialistes, et c'est dans ce contexte qu'un nombre croissant d'experts, modernes découvreurs de lendemains, sont appelés comme "conseillers" auprès de décideurs inquiets et avides d'images du futur, tant il demeure vrai que toute action humaine met en jeu une représentation de l'avenir.

En dépit d'inévitables querelles d'écoles, il existe, selon l'expression de Bernard Cazes, "une espèce de charte non écrite" à laquelle adhèrent la plupart des prospectivistes actuels, à savoir, pour l'essentiel, que l'avenir est nécessairement ouvert et multiforme car il n'est pas une réalité donnée d'avance mais, au contraire, le produit de nos actes. Comme le disait Jacques de Bourbon-Busset : "Préparer l'avenir ce n'est pas y rêver. C'est choisir, dans le présent, ce qui est capable d'avenir".

Quant aux centres d'intérêt de la prospective moderne, ceux-ci peuvent être classés en huit registres principaux : l'environnement naturel (ou écosphère), le

contexte géopolitique, la croissance économique mondiale, les comportements démographiques, l'évolution des valeurs, le changement technologique, l'emploi et le travail, le rôle de l'État et la protection sociale. Par ailleurs, au plan méthodologique, l'évolution dans la prise en compte de la dimension du futur a surtout consisté à s'éloigner des démarches subjectives (telles que la méthode Delphi ou les matrices d'interactions) pour tendre vers des procédures objectives d'inspiration scientifique (projection de tendances et modélisation), indépendantes du talent personnel de celui qui les utilise ; la fameuse méthode des scénarios se situant pour sa part à la charnière des modes d'approche intuitifs et formalisés.

Au faite de sa notoriété à la fin des années soixante, la prospective eut dans les années qui suivirent à subir elle aussi les turbulences de la crise. Les excès de quelques

futurologues ayant malencontreusement cédé à la tentation prophétique, alliés à un rétrécissement certain de l'horizon et à un repli sur le présent et le court terme expliquent sans doute en grande partie l'oubli dans lequel la prospective semble être tombée. Ceci étant, certains signes laissent à penser que cette période touche maintenant à sa fin et qu'un besoin accru de prendre en charge l'avenir se fait à nouveau sentir. Souhaitons, avec tous ceux qui croient que l'avenir peut être espace de liberté, que l'étonnant voyage dans le passé des futurs que nous offre Bernard Cazes augure bien de ce que Jacques Lesourne a appelé, dans un article de la "Revue française de Gestion" (n° spécial, Sept-Déc. 1985), le "retour en grâce de la prévision et de la prospective".

Annick BARRAU

Bernard CAZES : "Histoire des futurs", Paris, Ed. Seghers, 1986, 475 p.

## ● Histoire religieuse de la France contemporaine, de Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire

Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, universitaires, respectivement professeurs à Montpellier et à Lille, donnent en trois volumes une synthèse attendue de l'histoire religieuse de la France contemporaine. Nous rendons compte de la Première partie sur le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1880, le tome 2 porte sur la période 1880-1930 et le tome 3 concernera de 1930 à nos jours. Elle remplace et complète à la fois la classique "histoire religieuse" de Adrien Dansette (1) publiée il y a près de quarante ans. Elle constitue une synthèse de l'évolution des différentes confessions en France, qu'il s'agisse du catholicisme, du protestantisme ou du judaïsme. Ainsi les auteurs offrent-ils une vision globale de la France religieuse, permettant des rapprochements tout à fait passionnants entre les confessions qui sont généralement traitées séparément (2). Cette étude est alimentée des travaux universitaires les plus récents, et ils ont été nombreux ces vingt dernières années comme en témoigne l'importante "orientation bibliographique" proposée en fin de volume (pp 331-344).

Le livre présente deux parties partagées chronologiquement.

Dans un premier temps, de 1800 à 1840, la France au sortir de la Révolution et de l'Empire donne une impression d'abandon religieux. La Restauration a permis un certain renouveau qui se marque notamment au niveau de l'encadrement pastoral qui se reconstitue après les ravages révolutionnaires (en 1848 il y avait un prêtre séculier pour 752 habitants contre un pour 814 en 1821). Les vocations augmentent et s'adaptent aux besoins nouveaux : désormais la sœur dans les campagnes

devient un personnage familier et indispensable pour les tâches religieuses et les fonctions d'assistance et d'éducation : la "bonne sœur" devient un fait de civilisation de grande portée (p 222).

Mais c'est surtout à partir de 1840 que le renouveau prend toute son ampleur avec la reconstitution du réseau paroissial et du réseau congréganiste, l'abondance des vocations, une influence romaine croissante, ("la piété ultramontaine", p. 153). Les auteurs font donc justice de l'idée d'une déchristianisation accélérée générale à partir de 1830, celle-ci se mesurant à l'abandon des pratiques culturelles et sacramentales.

Grâce à une analyse très serrée de la piété dans les classes sociales et par régions, ils montrent que la déchristianisation n'est pas un phénomène général et ne suit pas une courbe régulière : bien au contraire certaines régions connaissent une sensible remontée. De même, ils mettent à mal un lieu commun de l'historiographie qu'est la déchristianisation ouvrière à partir de juin 1848, les milieux dirigeants de l'Église ayant selon certains créé un fossé irréparable entre le catholicisme et la classe ouvrière supposée christianisée avant et brusquement détachée ensuite. En fait pour en juger il convient de prendre en compte deux données indispensables : la première est celle du point de départ ; au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Église a-t-elle perdu des positions acquises ou bien, partant du point le plus bas depuis la Révolution, a-t-elle effectué une restauration remarquable ? (p. 258). La seconde tient aux équilibres économiques et sociaux : la France est rurale (68 % de ruraux en

1881) ; c'est sans doute à notre pays que s'applique le moins bien le schéma de la révolution industrielle (p 150) : il convient de situer le problème de la déchristianisation ouvrière au sein de cette réalité incontournable.

Ce volume est si riche d'informations et de perspectives qu'il est difficile de faire état de tous ses aspects. L'on retiendra donc trois traits principaux qui caractérisent l'ensemble : a) l'attention portée à toutes les confessions même si le catholicisme dominant est traité avec plus d'ampleur ; b) l'importance donnée à la spiritualité et aux expressions du sentiment religieux tant chez les élites que dans les milieux populaires ; c) les réalités locales et régionales. Tout un chapitre propose "une géographie religieuse de la France" (pp 259-312) du Nord à la Corse. En fait tous les chapitres, qu'ils traitent de la piété ou des institutions prennent en compte par de nombreux exemples les différences provinciales. C'est sans doute ce qui fait la richesse, l'intensité et la profondeur de ce livre ouvert aux recherches sociologiques. Grâce à cette attention aux réalités et à la chronologie les auteurs reconstituent une histoire religieuse tout en nuances et certainement très proche de la vérité. Enfin ils ont su ne négliger aucune source, ne pas se contenter du discours des clercs et de celui des militants mais intégrer les témoignages de tous, paysans, curés de campagne, bourgeois. Ainsi évitent-ils le piège

de la source unique qui donne une vision faussée des faits.

Malgré la mauvaise qualité de l'édition, une typographie d'une médiocrité bien regrettable, cette *Histoire religieuse de la France contemporaine* se lit avec plaisir et facilité, tant les détails concrets et significatifs abondent. Elle est un livre important pour la connaissance du XIX<sup>e</sup> siècle si méconnu en ses aspects religieux.

Jean-Dominique DURAND

Gérard CHOLVY, Yves-Marie HILAIRE. *Histoire religieuse de la France contemporaine, 1800-1880*, Toulouse, Privat, 1985, 351 p.

(1) A. DANSETTE, *Histoire religieuse de la France contemporaine, Tome I, 1789-1879*, 1948, 693 p ; *Tome II, 1879-1930*, 1951, 529 p. reed. 1965, Paris, Flammarion, 893 p.

(2) Les éditions Privat ont édité des histoires générales des trois grandes confessions :

— *Histoire des juifs en France*, sous la direction de B. BLUMENKRANZ, Toulouse, 1972, 480 p.

— *Histoire des protestants en France*, Toulouse, 1977, 496 p.

— *Histoire des catholiques en France du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours* sous la direction de F. LEBRUN, Toulouse, 1980, reed. en livre de poche, coll. Pluriel, 1985, 588 p.

Voir aussi A. LATREILLE et R. REMOND. *Histoire du catholicisme en France, III, la période contemporaine*, Paris, Spes, 1962, 693 p.

## ● La guerre de la soutane... n'aura pas lieu !

Bien que le concile Vatican II n'ait jamais parlé de costume ecclésiastique, la guerre de la soutane se rallume épisodiquement depuis 1964. Car dans l'après-concile, avant d'être un habit, la soutane a servi de drapeau traditionaliste, le drapeau du refus de Vatican II, le symbole de l'attachement à "l'Eglise de toujours" ! Brandie comme un étendard de la contre-révolution catholique, elle est devenue l'épouvantail des autres, de ceux qui voulaient vivre le renouveau de Vatican II, voire aller au-delà dans cette euphorie post-conciliaire qui en a grisé plus d'un ! La soutane a été dénoncée comme le signe même de l'archaïsme sacerdotal dans une Eglise désuète, coupée du monde. Dans une société sécularisée la soutane trahissait le prêtre et le privait de toute crédibilité séculière. Fait et refait, le procès de la soutane entraînait condamnation sans appel, comme si l'essentiel du sacerdoce s'était réfugié dans la trame grossière de cet habit noir.

Comme souvent, l'objet de la controverse, en l'occurrence la soutane, en cachait le sujet, la nature du sacerdoce et les modalités de son exercice dans le monde actuel. C'est dire que l'on prenait la proie pour l'ombre et que l'on se battait pour l'apparence. Quand l'un ou l'autre essayait de m'entraîner dans la controverse, je croyais entendre les échos du Lutrin de Boileau. A croire qu'en matière de meubles ou de vêtements d'Eglise, les

conflits prennent souvent un caractère dérisoire lorsqu'on les mesure à l'importance des mystères ! Par une sorte de métonymie, prêtres et fidèles trop zélés confondent l'essentiel et l'accessoire. Car pendant qu'ils se battent sur l'identité respectable ou obsolète de la soutane, les incroyants tranquilles, qui sont légion dans notre société, observent un instant avec une curiosité d'entomologistes ces combats d'un autre âge, puis s'en détournent indifférents, pour d'autres spectacles plus accrocheurs. Dans le monde contemporain où le débat porte sur l'essentiel, la foi dans le Christ sauveur, les querelles autour de la mode ecclésiastique doivent être considérées comme vaines et surannées !

Le livre, que vient d'écrire un prêtre marseillais, Sulpicien, ancien professeur de séminaire, le Père Louis Trichet, sur *Le costume du clergé, ses origines et son évolution en France, d'après les règlements de l'Eglise*, (Cerf. 1986, 90 F) qui fut d'abord thèse de droit canonique devant l'Institut catholique de Paris, a le mérite de se tenir à l'écart de la controverse, tout en apportant au débat l'éclairage juridique et historique qui lui rend ses vraies dimensions.

Comme habit de ville, si l'on peut dire, la soutane apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle, se répand au XVII<sup>e</sup> siècle, mais elle ne s'imposera de façon quasi universelle dans les pays catholiques qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans bien des lieux

elle a coexisté durablement avec d'autres formes d'habits ecclésiastiques et il a été très longtemps considéré que l'habit de voyage des clercs était un costume civil ordinaire, plus commode et plus discret. On ne vit apparaître que tardivement, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'interdiction de porter l'habit laïc en voyage dans certains statuts synodaux français.

A mon sens, c'est au début du siècle, au moment où la guerre religieuse bat son plein, que le port de la soutane a été le plus fidèlement respecté par le clergé français, le soldat n'abandonne pas son uniforme en pleine bataille ! La soutane, avec son cortège de brocards et d'insultes - on disait avec un égal mépris un ensoutané ou un frocard, les deux qualificatifs étaient péjorativement synonymes - s'identifiait pour le meilleur et pour le pire avec le clergé concordataire. Mais la situation aurait pu se modifier brutalement. Que se serait-il passé si la loi de Séparation de décembre 1905 avait interdit le port de la soutane dans la rue, comme cela avait été le cas lors du Kulturkampf dans l'Empire allemand ou à l'issue des luttes religieuses dans certains cantons suisses ? Il n'y aurait pas eu de guerre de la soutane en France après 1965, si son port avait été prohibé dès 1905 !

Mais même sans disposition civile pour le réglementer et le protéger, le costume ecclésiastique se modifia entre les deux guerres. Le rabat gallican disparut entre 1920 et 1930 et la tempête des années 40 emporta le chapeau ecclésiastique. Pendant l'Occupation, les vicaires portaient le béret basque, tandis que leurs curés portaient la barrette même en ville, alors qu'ils auraient dû la réserver pour le chœur !

C'est dire que la mode ecclésiastique est changeante. Que la discipline doit prévenir les excès et le mauvais goût dont les clercs ne sont pas à l'abri. C'est la première conclusion du travail du Père Trichet. L'exigence constante de la discipline ecclésiastique en France, en matière de costume, a été la décence. Les clercs doivent être habillés de façon décente, en évitant les étoffes ou les ornements trop luxueux, les excès de la mode séculière, les couleurs trop voyantes ou réservées à des classes ou à des groupes sociaux ou professionnels supérieurs ou distincts de la cléricature. Ce qui était vrai au Moyen Age, au Grand Siècle ou à la veille de la Révolution, le demeure. Le vêtement du prêtre ne doit pas être choquant ni dans un sens ni dans l'autre. Le costume trois

pièces, en tissu anglais, style manager, à 5 000 ou 6 000 F, est à proscrire, tout comme le blue-jean, le blouson dépenaillé et les baskets de l'animateur de M.J.C. On ne doit pas plus reconnaître le prêtre à son élégance excessive - il faut le dire bien rare dans notre époque - qu'à son laisser-aller vestimentaire, hélas beaucoup trop fréquent.

S'il doit être distingué, c'est pour le caractère de sa fonction. Le prêtre doit être reconnaissable dans le monde, c'est le second enseignement du travail du P. Trichet. A partir de là, la discipline a varié et variera selon les pays. Une ordonnance récente du cardinal vicaire Ugo Poletti impose le port de la soutane pour les ecclésiastiques et de l'habit pour les religieux dans le diocèse de Rome. De fait, depuis plusieurs mois l'une et l'autre ont fleuri sur les parvis de la Ville éternelle. Ailleurs, la réglementation sera moins stricte et l'on exigera, comme la conférence épiscopale française, un signe distinctif qui permette d'identifier le prêtre. Ce peut être la croix sur le vêtement, ou bien le clergyman qui connaît un regain de faveur dans les séminaires où le nouveau clergé. Maintenant, si certains veulent reporter la soutane, qui les en empêche ? L'Assemblée plénière d'octobre 1984 leur en a laissé toute latitude.

Je crois que pour un temps encore, la mode ecclésiastique va se chercher. On verra, dans le même pays et le même diocèse, des prêtres circuler avec des costumes différents. Dire cela, ce n'est pas accuser le clergé de légèreté, c'est reconnaître que, comme les autres groupes sociaux, il subit l'influence de la société globale et de l'opinion dominante à son intérieur. Si le retour à la sévérité qui s'esquisse, s'affirme, on verra peut-être la soutane redevenir d'un usage courant comme symbole d'un retour à une norme ancienne. Mais pour l'instant il suffit que les vêtements ecclésiastiques soient convenables et aisément reconnaissables. L'anonymat complet du costume sacerdotal, c'est l'acceptation de la sécularisation galopante de notre société. Trop de repères ont déjà disparu de notre paysage quotidien, laïcisé et banalisé. Les hommes doivent savoir qu'il y a des prêtres parmi eux. Une indifférence facile c'est déjà le premier acte de leur apostolat.

Jean CHELINI

Directeur de l'Institut de droit  
et d'histoire canoniques d'Aix-en-Provence

## ● L'Europe verte en question

Jusqu'à la récente ratification de l'Acte Unique Européen, le processus d'unification de l'Europe a pu paraître stoppé. Plus grave, il a cessé semble-t-il, pour de nombreuses personnes d'être un thème d'action mobilisateur. Peut-être faut-il voir là notamment les conséquences des difficultés de la seule grande politique communautaire : la Politique Agricole Commune (P.A.C.). Deux ouvrages récents ont le mérite d'essayer

d'analyser les obstacles que rencontre cette politique.

Dans *L'Europe verte sous influence* (1), Jean-Yves Carfantan tente de démontrer, au travers d'un exposé particulièrement riche (peut-être trop) en données factuelles que par sa structure même (politique des prix, d'exportation...) la P.A.C., telle qu'elle est menée actuellement, aboutit inévitablement à la dépendance (en l'es-

pèce, alimentaire) de la C.E.E.

Dépendante vis-à-vis de qui ? Pour J.Y. Carfantan cela ne semble faire aucun doute : avant tout des Etats-Unis. Etats-Unis que l'on peut, d'ailleurs, estimer être décrits de façon exagérément négative par l'auteur.

Alors qu'habituellement on considère que la P.A.C. a eu comme effet positif de renforcer la sécurité des approvisionnements de l'Europe, l'auteur montre qu'au contraire elle s'est traduite par une dépendance très importante de l'Agriculture Européenne vis-à-vis des marchés mondiaux alimentés en grande partie par les Etats-Unis. La démonstration est schématiquement la suivante :

Le soutien des prix agricoles par Bruxelles fait que ceux-ci sont plus élevés que les cours mondiaux. Parallèlement à la suite des négociations commerciales internationales dans le cadre du GATT, et sous la pression de l'administration américaine soucieuse de voir se développer les débouchés extérieurs de son agriculture les tarifs douaniers applicables par la C.E.E. à des produits de substitution des céréales pour l'alimentation animale tels que le soja ou le manioc sont considérablement réduits voire annulés.

Les conséquences sont ainsi d'une part que les agriculteurs européens sont incités à produire sans tenir compte de la demande et donc que les excédents à financer par le budget du FEOGA s'accumulent, d'autre part que ces mêmes agriculteurs ont intérêt, pour nourrir leur bétail, à acheter des produits moins chers substituables aux céréales mais importés. De ce fait, non seulement les céréales d'origine communautaire perdent des débouchés, mais en plus l'agriculture C.E.E. devient dépendante, à sa base, de l'extérieur.

Les propositions qu'avance J.Y. Carfantan semblent moins opératoires que généreuses. On retiendra qu'il met l'accent sur une coopération repensée et plus efficace. "L'avenir de l'Europe est au Sud" affirme-t-il. S'il s'agit uniquement de l'Europe Verte on peut en douter, connaissant les difficultés des pays du tiers-monde (insolvabilité). En revanche, s'il s'agit d'une approche beaucoup plus globale, économique et politique, cela est sans doute en partie vrai.

L'ouvrage de Bernard Philippe : *Politique Agricole Européenne et marchés mondiaux* (2), issu d'une thèse de doctorat de sciences économiques est plus théorique mais malgré tout plus pédagogique que le précédent. Il aboutit cependant aux mêmes résultats : en particulier une mise en question de la Politique Agricole Commune actuelle.

L'auteur souligne le "divorce entre les prix européens et les prix mondiaux" un seul exemple (qui n'est pas le plus impressionnant) : les prix européens du blé sont égaux à 148 % des prix mondiaux du blé (1984-1985). Comme J.Y. Carfantan il montre les raisons de la croissance des importations de produits substituables aux céréales dans l'alimentation animale.

Plus généralement B. Philippe explique avec rigueur et clarté quelles sont les caractéristiques et les implications des politiques de protections agricoles en insistant notamment sur le rôle des systèmes de prix agricoles.

B. Philippe ne s'arrête pas à une description de la situation de la P.A.C. Il propose des solutions, à propos du cas des céréales qu'il étudie en détail. Les possibilités qui s'offrent à la C.E.E. sont multiples : adopter une politique active et sans complexe d'exportation (en n'hésitant pas à recourir au mécanisme de la "Restitution" qui est l'équivalent d'une subvention à l'exportation) ; baisser les prix intérieurs des céréales de façon progressive, augmenter le coût des "inputs importés" (obtenir dans le cadre du GATT un relèvement des tarifs douaniers applicables aux produits substitués des céréales), mais ces possibilités exigent toutes une réelle volonté commune des pays de la C.E.E. car elles impliquent soit un coût accru pour le budget communautaire soit une relative baisse des revenus agricoles, directe ou indirecte par le biais d'un renchérissement des coûts de production des agriculteurs.

En définitive, il semble que rien ne soit perdu pour la Politique Agricole Commune. Mais, de façon fondamentale, à l'issue de la lecture de ces deux livres on peut s'interroger sur la validité des politiques communautaires qui ont avant tout une dimension financière ou même économique (P.A.C., politique du Charbon et de l'Acier...). Comme l'écrit J.M. Domenach dans un n° Spécial de "l'Expansion" consacré à l'Europe (3) "Fonder l'Europe sur l'économie, c'était une idée et une idée de génie. La paix commence par des traités de commerce et de navigation. Mais, depuis, l'Europe a perdu son dynamisme et n'a pas retrouvé sa mémoire (...), il n'y a que sa culture qui puisse lui rendre une âme, des raisons et des buts". On ne saurait mieux dire.

Marc LEDORH

(1) Jean-Yves CARFANTAN : *L'Europe verte sous influence*. Paris Seuil 1985. 282 p.

(2) Bernard PHILIPPE : *Politique Agricole Européenne et marchés mondiaux*. Paris Economica 1986. 251 p.

(3) L'EXPANSION n° Spécial "Debout l'Europe !". Octobre-Novembre 1986.

## ● L'économiste, la science et le pouvoir : le cas Walras

Walras est un cas. On peut poser des questions générales à la simple lecture de sa vie. Parmi la longue liste des révoltés petits-bourgeois, il tient une place à part :

celle du raté, du refusé, de l'exclu, qui a besoin de mourir (dans son lit) pour gagner. Il le sait ; il classe ses papiers, écrit son autobiographie ; il pose pour la postérité. Il n'a

pas réussi... Mais il nous renvoie ce jugement avec insolence : qu'appelle-t-on réussir, quel est le fondement de la réussite dans une société libérale, celle de la France sous la III<sup>e</sup> République ?

Réussir ! J'ouvre un vieux Laroussé : "Avoir un résultat bon ou mauvais". Or la jeunesse de Walras est une éternelle absence de résultats : sujet moyen, qui rêve devant les œuvres des grands mathématiciens, il échoue à l'entrée à Polytechnique ; il ne parvient pas à sortir diplômé de l'École des mines ; il écrit des chroniques économiques dans des journaux libéraux qui ne tardent pas à lui fermer leur porte ; motif : le jeune Walras a des idées socialistes. Finalement, il dérive vers Lausanne et quitte la France "Comme Ulysse quitta Nausicaa, en la bénissant plutôt qu'amoureux d'elle" (1). Son fils reviendra en France comme capitaine de l'armée française. Grandeurs et misère d'une famille de théoriciens !

Walras admire Cournot, Auguste Walras son père, et surtout lui-même. Il s'aime, Walras ! Et il aime tant toutes ses idées qu'il leur sacrifierait volontiers sa vie. Mieux vaut être professeur incompris qu'élève reconnaissant.

Réussir ! le mot semble insupportable à Walras qui gâche les rares occasions que la vie lui présente, souvent à cause des troubles psychiques. Oui ! Walras est un malade mental ! Hervé Dumez, dans son livre "L'économiste, la science et le pouvoir : le cas Walras", désireux semble-t-il de mener de front une réflexion sociologique de qualité sur le rôle des économistes au XIX<sup>e</sup> siècle et une réhabilitation du personnage de Walras, en semble gêné ; il parle des "crises névrotiques" de l'économiste de Lausanne avec une politesse confuse dans les guillemets : c'est Walras lui-même qui employait l'expression.

Dès le siècle dernier, la politique semble alimenter les économistes dans tous les sens du terme. Rien ne semble plus déterminant pour être professeur d'économie, que les soutiens politiques dont on dispose. Walras connaît intimement deux ministres de l'Instruction publique et des Cultes. L'un est Suisse (Louis Ruchonnet) et Walras lui doit tout : sa chaire, la publication de ses ouvrages...

L'autre est Français, plus connu pour son importante œuvre scolaire d'une part, pour sa politique coloniale et son sectarisme anti-religieux d'autre part ; c'est Jules Ferry. Il promet, ne répond pas aux lettres, mais en tout état de cause il n'a jamais vraiment aidé ni compris Walras. Dans son ouvrage Hervé Dumez marque paradoxalement une certaine admiration pour le personnage de Jules Ferry dont il semble accepter le mythe.

À l'Université, Walras ne se connaît pas d'ami. L'enseignement qui y est donné est très fonctionnel et l'institution est pratiquement fermée à la recherche. Il faut comparer le *Traité d'économie politique* de Paul Leroy-Baulieu, professeur au Collège de France et à l'École Libre des Sciences politiques, et le *Traité d'économie politique pure* de Léon Walras, pour prendre la mesure

du malentendu entre Walras et l'Université. Paul Leroy-Baulieu fournit les connaissances économiques nécessaires à un bon administrateur, alors que Walras s'adresse d'emblée au théoricien. En allant un peu à l'encontre de la thèse de Hervé Dumez, on pourrait dire que c'est l'absence de recherche pure dans le milieu économiste français qui fait de Walras un exclu ; le système d'enseignement supérieur n'est en cause qu'indirectement, simplement parce qu'on a pris l'habitude de considérer qu'un professeur d'économie est également un chercheur. Mais, il n'y a pas là de nécessité absolue. Faire de Walras un enseignant pour lui permettre de poursuivre ses recherches n'est qu'un pis-aller contre lequel, paradoxalement, Hervé Dumez ne semble pas s'élever.

En outre, toutes les théories révolutionnaires de Walras n'ont pas révolutionné la science économique. Ses vues sur la fiscalité étonnent : nationaliser la terre, affirmer-t-il, est le moyen de supprimer les autres impôts ! Or, Walras est très attaché à ce genre d'idées, à ce qu'il appelait son Economie Sociale, qu'il considérait comme l'aboutissement de ses recherches.

Alors, pourquoi parle-t-on encore de Walras ? Son titre de gloire est d'être l'un des fondateurs de l'économie mathématique, et l'inventeur de l'équilibre général. Aujourd'hui, pour nous, cela change tout. Critiquer Walras revient à déboulonner la statue du Commandeur. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on avait une opinion exactement contraire : un "socialiste" sans diplôme qui, de plus, a un enfant sans se marier, ne peut pas faire progresser l'économie politique. Jamais le milieu scientifique n'a été autant marqué par les préjugés qu'au temps du positivisme.

Walras est de ceux qui veulent transformer l'économie en science. Mais sous la III<sup>e</sup> République, une telle préoccupation est bien éloignée de ce qu'on attend de l'économiste. On demande à l'économie, de compléter les études de Droit par une approche concrète de l'activité sociale, d'éclairer les hommes politiques et d'instruire les ingénieurs. Trois "demandes" qui contribuent à faire de l'économie un savoir très appliqué et descriptif. Walras n'a pas de place dans un tel système : il ne peut séduire que le public des ingénieurs mais il ne parle pas le même langage : il souffre de l'insuffisance de ses connaissances mathématiques. En revanche, sa doctrine est, pour des littéraires ou des juristes, tout à fait hermétique.

L'innovation fondamentale de Walras est de mettre l'économie en équations. Il n'est pas le seul à y songer après Cournot. À la même époque, Jévous, puis Marshall développeront des systèmes fondés sur cette idée ; Pareto, le successeur de Walras à Lausanne (2), également. Quelque soit la répartition des richesses, affirme Walras, l'économie trouve un état d'équilibre. On sait aujourd'hui que l'argument mathématique invoqué comme preuve par Walras était insuffisant ; on doit à Gérard Debreu la démonstration de ce théorème aux hypothèses trop restrictives pour être réaliste.

On touche là une contradiction essentielle de la personnalité de Walras : est-il, comme l'a dit Schumpeter, un chercheur intègre animé par une idée pure, une idée centrale à développer ou doit-on considérer, avec son biographe Jaffé, que Walras est continuellement aux prises avec ses propres insuffisances ? L'économiste Japonais, Michio Morishima, professeur à Londres, a présenté sans doute la vision la plus pertinente du personnage : Walras est un génie qui n'a pas totalement saisi la portée de ses découvertes (3).

Cette contradiction se retrouve dans l'héritage intellectuel de Walras (c'est un aspect qui n'est pas évoqué dans le livre de Hervé Dumez). Walras est à l'origine de deux courants économiques. L'un, qui compte essentiellement des mathématiciens séduits par l'économie, a pour objet central la reconstruction rigoureuse du modèle Walrasien, la recherche méticuleuse de preuves valides pour chaque affirmation. L'autre courant examine les conséquences des hypothèses Walrasiennes, les progrès qu'elles permettent à l'analyse économique. Cette particularité épistémologique de la théorie du fondateur de l'École de Lausanne, explique pour une part les différences d'appréciation dont a pu faire l'objet la

personnalité de Walras.

Faut-il pour autant conclure, avec Hervé Dumézil, que l'incapacité du système français à accepter Walras et ses idées explique que la science économique, qui avait commencé à se constituer en France avec J.B. Say et Cournot, devienne une discipline anglo-saxonne ? Un tel jugement fait peu de cas de la fécondité de l'École autrichienne, et des particularités du développement de la science économique aux États-Unis, d'une part, en Scandinavie d'autre part, par rapport au Royaume-Uni. N'est-ce pas plus généralement que l'application des habitudes intellectuelles des chercheurs français, de leur "cartésianisme" est, pour un temps, inadapté aux questions qui, après Walras, se posent à l'économie ?

Bertrand ROSSERT

"Le cas Walras" par Hervé DUMEZ. Editions P.U.F.

(1) Pour paraphraser Nietzsche

(2) La particularité de Walras, reprise par Pareto, est de supposer une interdépendance entre les marchés des différents produits.

(3) Michio MORISHIMA, *L'économie Walrasienne*. Economica, 1979

## ● L'Île des Mouettes de Georges Sonnier

Sur un îlot de la côte bretonne, un garçon de seize ans, orphelin de mère dès sa naissance, a rejoint son père dont il vivait jusqu'à lors séparé, mais dans un intense désir de rencontre. Une jeune fille par hasard va partager leur gîte, qu'aussitôt il aime - ou croit aimer. Sans le lui dire. Car tous se taisent sur le petit morceau de terre où les voix de la houle et du vent, et les cris des oiseaux couvrent les paroles. Et c'est ce silence des êtres, pourtant inconcerté, qui nouera le drame par quoi s'achève l'été enchanté, laissant l'adolescent seul et brisé. (1)

Des mots qui se gardent de toute préciosité, un style d'une limpidité qu'on pourrait dire mauriacienne, un climat émotionnel de pureté si l'on ose ce mot dépassé, une intrigue si lisse qu'elle glisse à travers les pages quasi invisible comme l'eau sous les herbages, et un livre merveilleux.

Comme dans son précédent roman (2), "Monsieur de V..." Georges Sonnier allie ici la finesse de l'analyste à l'extrême virtuosité du conteur. Ce déroulement, qui paraît si simple, se réfracte en réalité dans une durée qui, insensiblement, en modifie l'éclairage et lui donne sa profondeur. A la vision du jeune homme à peine sorti de l'enfance, éperdu d'été et d'attente, se superpose celle de l'adulte qu'il est devenu vingt années plus tard et qui se penche sur le bonheur entrevu pour tenter d'en ressaisir la saveur entre les lignes qu'il écrit. Mais son récit demeurera inachevé, et c'est à l'approche de la vieillesse seulement qu'il trouvera la force de le poursuivre jusqu'au drame final qui a fait de sa vie "une longue suite de

jours tous semblables et tous dépourvus de sens." C'est un complexe jeu de miroirs entre souvenirs et réalité, vérité et sédiments sur elle déposés par le temps. S'y enlace le triple thème de l'île, de l'adolescence et du père, mais traités avec une délicatesse et une honnêteté de regard qui transpercent les nébulosités freudiennes à la mode.

Tant de qualités pourraient peut-être ne faire qu'un excellent roman parmi d'autres si ne s'y ajoutait ce qui est l'essence même de l'art de Georges Sonnier et qui s'est longuement mûri dans ses œuvres de jeunesse : la récréation par les mots du sortilège de la nature sur les êtres, dans une confrontation qui les révèle à eux-mêmes et dans l'imprégnation de leurs moments intérieurs par les paysages. Sortilège qui prend le lecteur lui-même à ses rêts. Refermé "L'Île des Mouettes", on croit respirer encore l'odeur iodée des plantes du rivage, sentir crisser le sable où s'efface la trace d'un petit pied de femme, entendre le cri des oiseaux océans. Et l'on ne sait plus si l'on n'a pas vécu l'inoubliable enfermement du jeune nageur prisonnier au large de son île d'un nuage d'ailes et de cris, lorsqu'un vol de mouettes s'abat sur les vagues.

Un livre qui s'intègre à la mémoire comme une parcelle de soi-même, n'est-ce pas rare ?

Marianne LETONDAL

(1) *L'Île des Mouettes* par G. Sonnier. Julliard/L'Age d'Homme éditeurs.

(2) *Mêmes éditeurs*. Cf. *France-Forum* Avril-Juin 1985.

## ● Des métamorphoses de la beauté... aux métamorphoses du langage

Les dieux de l'Olympe se transformaient pour séduire et les humains abusés par ces métamorphoses partageaient de surprenantes amours. Les femmes font de même. Elles ont l'art par de subtiles maquillages, de renouveler et de changer leurs appâts. Les surprendre au bain, à la toilette, en train de fourbir les armes de l'amour, a toujours piqué le talent des peintres et Anne de Marnhac nous dresse la galerie de ces indiscretions dans un bel album *Femmes au bain. Ou les métamorphoses de la beauté* (Berger-Levrault, 150 illustrations couleur et noir et blanc, 224 pages, relié toile, jaquette couleur, 395 F).

Dans ce recueil, ma consœur, Anne de Marnhac qui enseigne la littérature à l'Université de Brest, spécialisée dans les recherches sur la femme et les représentations de la beauté, combine le choix des images et la qualité du texte. En effet, une iconographie somptueuse ne fournit pas la seule originalité du livre qui propose en outre, une étude historique et littéraire du thème.

Avec le parti pris de raffinement et de l'érudition, l'auteur nous entraîne à la découverte des rites et des pratiques de la beauté, de l'évolution des soins de toilette ainsi que des images idéalisées de la féminité. L'étude de sources historiques, originales, amusantes et pittoresques, comme les manuels de beauté, les recueils de recettes, les traités de savoir vivre, l'analyse d'une mythologie littéraire fascinante nous entraînent, de l'alchimie de la Renaissance à la pudibonderie bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle, des larmes de Manon Lescaut à la rousse chevelure de Nana, jusqu'aux chrysanthèmes mauves d'Odette Swann.

En parcourant cette superbe galerie où les reines voisinent avec les courtisanes, et où les peintres puisent leur inspiration dans la Bible comme dans l'Antiquité païenne ou les scènes de la vie quotidienne, nous croisons les Anciens et les Modernes, de l'École de Fontainebleau, jusqu'à Toulouse-Lautrec et Balthus, en passant par Boucher, Watteau et Ingres, sans oublier les

*Grandes baigneuses* de Cézanne.

Ovide, mis de bonne humeur par sa lecture, n'aurait pas désavoué ce moderne pastiche. *Les Métamorphoses* traduisent en plaisantes notices les évolutions singulières de mots courants certes, mais charnus, riches de sève historique. Daniel Brandy, amateur de mots, grand ami des dictionnaires, a fait les choix "pour représenter au mieux tous les types d'accidents ou de voyages possibles (de mots, sous-entendu)". Il veut nous donner le goût des mots, à travers cette fête du vocabulaire, pleine d'étranges costumes.

Les mots ont leur vie, illogique et capricieuse. Ils dérivent volontiers et s'égarent sur les sentiers sinueux du langage. Dans notre merveilleuse langue, l'auteur débusque nos peurs de l'innovation, notre souci de "la référence à maman latine, morte depuis longtemps". Je ne partage pas la sévérité de son jugement sur le français, théorique et immobile, mais j'ai aimé ses étymologies qui rendent aux mots la saveur des origines, civilisées et disciplinées par les grammairiens et les Précieux.

Vous retrouverez l'arbre généalogique de la cravate, de la chaussette, de la gamme, de l'encre, du tabac, de la tomate et autres vétilles, et en plus des plaisirs solitaires de la lecture personnelle, vous pouvez cet hiver vous livrer en famille aux joies de la devinette collective. "D'où vient le mot boulevard, qu'est-ce qu'avoir de la vertu, pourquoi larguer les amarres ?". Ne négligez surtout pas la petite histoire aventureuse du français, placée en épilogue sous le titre désopilant *Oh la la ! Eulalie*. Mais comme Casterman a édité *Tintin*, Michel Pierre, le directeur littéraire, a demandé à Barbe d'illustrer ces nouvelles *Etymologies*. Le résultat est souvent cocasse, toujours charmant. Le tout est une initiative heureuse promise à une audience certaine. (Casterman, 338 pages, préface de Joseph Hanse).

Jean CHELINI

*"Un forum n'est pas un carrefour comme les autres : place publique dédiée aux grands débats civiques, aux combats d'esprit, le forum des cités antiques s'ouvrait au peuple entier, qui s'y rassemblait dans un lieu déjà consacré par les temples des dieux et les statues des héros ; un forum fait donc une passable allégorie pour une civilisation de la parole, du dialogue, de la liberté, celle-là même qui, si menacée qu'elle soit aujourd'hui, porte seule, nous assumons le pari, une espérance historique de progrès humain".*

*"Notre pari n'est pas opinion de hasard, il est conviction. Mais, parler de pari, c'est dire que "France-Forum" ne sera pas un organe doctrinaire qui ferait constamment référence à quelque idéologie établie et qui en tirerait ensuite des conséquences touchant l'action politique concrète. Cette sorte de géométrie métaphysique conduit soit au totalitarisme, soit à un idéalisme utopique, qui, l'un comme l'autre, nous feraient méconnaître la véritable nature d'une pensée politique authentique, lorsqu'elle est engagée dans l'action, liée à l'histoire et toujours en train de se faire comme l'action et l'histoire".*

*Editorial du premier numéro de "France-Forum" - février 1957*

# VOYEZ LOIN VENEZ FAIRE LA DIFFERENCE A L'I.E.A. L'ÉCOLE DU TOUR DU MONDE

Nous sommes les premiers à affirmer une évidence incontestable :  
"Si les affaires sont mondiales, la formation doit l'être aussi".

## CYCLE PRÉPARATOIRE

1<sup>re</sup> année

### ANNÉE PRÉPARATOIRE

- Formation fondamentale
- Orientation professionnelle
- Stages en entreprises.

2<sup>e</sup> année

### ANNÉE PRÉPARATOIRE

- Formation fondamentale
- Orientation professionnelle
- Stages en entreprises.

## CONCOURS

- INTERNE :  
pour les 2<sup>e</sup> Année Préparatoire

- EXTERNE :  
Pour les BAC + 3 ans ou 5 ans d'expérience professionnelle.

3<sup>e</sup> année

4<sup>e</sup> année

## 2<sup>e</sup> CYCLE

### CYCLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPÉRIEURE

#### • LE TOUR DU MONDE

(12 mois : 4 mois de préparation et de négociations, 8 mois sur le terrain dans au moins 5 pays, pour le compte d'entreprises).

#### 5 DEPARTEMENTS DE FORMATION

- Management, création, reprise et direction générale d'entreprise
- Communication
- Marketing, Direction commerciale
- Administration/gestion/finance
- Vente, exportation.

5<sup>e</sup> année

## 3<sup>e</sup> CYCLE

### THESE PROFESSIONNELLE

- Intégration sociale et professionnelle dans le cadre de l'école.

LE TOUR DU MONDE  
A L'I.E.A. C'EST :

- 2000 missions
- réalisées par 490 équipes d'étudiants
- dans 121 pays
- pour le compte de 635 entreprises

### DES CONFÉRENCES TOUR DU MONDE

- 50 pays à la loupe  
(Ouvert au public)

Imp. S.E.P.L. Bagnolet



## INSTITUT EUROPÉEN DES AFFAIRES

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

"L'École du Tour du Monde"

66, Champs-Élysées. 75008 PARIS - Tél. 16 (1) 42.25.22.22 +

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

## **Abonnez-vous – Diffusez France-Forum**

Abonnements de soutien

*FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F*

**France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris**

Numéros spécimens gratuits sur demande

## **“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :**

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7<sup>e</sup>

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5<sup>e</sup>

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7<sup>e</sup>

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

---

*Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.*

---

# Le Roi ne meurt pas

par Etienne BORNE



**E**n 987, il y a cette année mille ans, la dynastie capétienne faisait sans trop de vacarme son entrée dans l'histoire de France. D'Hugues Capet, le premier de la lignée, on ne sait à peu près rien, sinon qu'il fut élu c'est-à-dire choisi entre ses pairs à la suite d'un complot de clercs, en un temps où il arrivait aux évêques de faire et de défaire les rois, funeste habitude à laquelle les Capétiens, ne retenant que la symbolique du sacre, se chargèrent ensuite de mettre bon ordre. En vérité les Capétiens n'ont pas fait irruption dans une France déjà faite. Il y a un millénaire, l'histoire était riche d'autres possibilités que le relativement récent hexagone, et la France, bien qu'esquissée avec Clovis ou Charles le Chauve, était encore à construire.

Les historiens en sont d'accord : c'est l'Etat qui a fait la France, laquelle est née du propos unificateur, et rassembleur de terres qui caractérise la politique des Capétiens directs comme celle des Valois et des Bourbons. L'Etat capétien fut centralisé et centralisateur, la personne du roi signifie et réalise l'unité et la perpétuité de cet Etat, et c'est en ce sens que le roi ne meurt pas et qu'il peut imposer son autorité à la turbulence des aristocraties et des corps constitués prompts aux ligues et aux frondes, ainsi qu'aux provinces mal cousues à l'étoffe nationale et en proie à des sursauts d'indépendance subversive. Tardif et ultime chef d'œuvre de cette politique, la poétique théâtrale qui, sous le troisième Bourbon, métamorphosa les seigneurs en courtisans. Moins dupes des apparences, les bourgeois furent plus difficiles à harnacher et à atteler. D'où peut-être la Révolution.

Sortie de la féodalité, née de l'Europe carolingienne, la dynastie capétienne prit à tâche de nier et de renier ces commencements. L'unité française a été faite, siècle après siècle, par l'Etat niveleur des féodalités et la monarchie capétienne s'est constituée contre une certaine Europe, celle du Saint-Empire, des Habsbourg, de l'Autriche qui prétendait perpétuer, dans le pieux souvenir de Charlemagne, l'unité de la chrétienté sous une seule autorité politique, unité menacée par l'essor des nationalismes au premier rang desquels le nationalisme capétien. Contre l'Empire catholique, les Capétiens, professant l'autonomie du temporel, n'hésiteront pas à s'allier avec les Turcs ou les princes protestants d'Allemagne au temps de François I<sup>er</sup> et de Richelieu. Scandale contre lequel s'inscrit Claudel sur le contexte baroque et austro-espagnol du "Soulier de Satin", et qu'avait prévu Dante, fervent du Saint-Empire, lorsque dans la "Divine comédie" il mettait dans son purgatoire, et au ban de la chrétienté, la race "avide" des Capétiens, et d'abord le premier de la lignée Hugues Capet.

Souvenirs d'un ancien régime aboli ? Le roi qui ne meurt pas, fantôme sacré définitivement effacé par l'exécution sacrilège de Louis XVI ? On s'épargnera ici les folâtreries freudiennes sur le meurtre du Père, qui aurait fait passer une société du paternalisme monarchique à la fraternité républi-

caine. Le 10 août 92, le 21 janvier 93 n'ont nullement chassé, puis tué le Roi, puisque la Révolution Française, et principalement la Convention jacobine, ont non seulement assumé l'héritage capétien mais ont tenté de mener à son terme l'œuvre inachevée. Les formules de Péguy sont ici imparables : "Robespierre plus roi et plus ancien régime que Louis XVI". Et si "la République une et indivisible est notre royaume de France", si au dedans comme au dehors les jacobins ont été plus capétiens que les capétiens, il faudrait se laisser duper par de grossières apparences pour croire que le Roi peut mourir d'une accidentelle guillotinaide.

La géométrie des départements plus unitaire que l'assemblage bariolé des anciennes provinces, la constitution civile du clergé battant en gallicanisme l'Eglise déjà nationale de Bossuet et de Louis XIV, le rapport du conventionnel Grégoire contre les langues régionales, forteresses de la réaction, et en faveur du français, seule langue patriotique et républicaine confirmant l'ordonnance de Villers-Cotterêts par laquelle François I<sup>er</sup> fit du français la langue des actes officiels de l'Etat. Les jacobins exécutent le testament de Richelieu aussi bien à l'intérieur contre les factions ennemies de l'Etat que dans une politique étrangère qui entend mettre la France en "tous lieux où fut l'ancienne Gaule".

Toutefois pas plus que la Révolution, l'histoire capétienne n'est d'un seul tenant ; dans toutes les périodes de notre histoire peut se constater un conflit permanent qui n'est pas celui de la monarchie et de la République mais qui oppose l'Etat de droit, humaniste et l'Etat de la raison d'Etat. Les Droits de l'homme et la loi des suspects, moments de la Révolution relèvent de philosophies politiques incompatibles, de même que le roi contredisant le roi, le réalisme politique de Philippe le Bel est à l'opposé de la mystique chevaleresque de son grand-père Saint-Louis ; la monarchie de Louis XIV, persécutrice des réformés, dément l'Etat bi-confessionnel d'Henri IV. C'est la monarchie devenue constitutionnelle qui a donné à la France et au monde les droits de l'homme - allègrement piétinés par une République terroriste.

Le même Péguy qui a raison de mettre ensemble, comme tenants d'un absolutisme, Richelieu et Robespierre, montre bien en quoi Jeanne d'Arc, héroïne du légitimisme, a trouvé en Charles VII un roi de "négociation et de commerce" qu'on pourrait dire déjà orléaniste, tant peut s'opposer à elle-même la tradition monarchique. A la manière dont s'opposent un royalisme de l'honneur chez Chateaubriand et Bernanos et un royalisme de raisonnement et de système chez Maurras.

La monarchie, perpétuel objet de nostalgie et de ressentiment, est inséparable de notre destin national. Les épisodes du pouvoir gaulliste ou de la cohabitation mitterrandienne sont aussi des histoires de monarches. Car, en France, jamais le roi ne meurt.